

# L'état de démocratie

*From Archaeology  
one moral, at least, may be drawn,  
to wit, that all  
our school text-books lie.  
What they call History  
is nothing to vaunt of,  
being made as it is,  
by the criminal in us :  
goodness is timeless.  
(W.H. Auden)*

## 1. La démocratie : what's in a name ?

Les sociétés croient à leur propre excellence. Passé son temps, chaque génération est dénoncée par ses héritiers car de nouvelles appréciations prévalent quant au juste et à l'injuste. Les états, les régimes, qui se côtoient et parfois s'affrontent prétendent tous incarner la cause de l'humanité toute entière : et les historiens qui relatent leurs conflits, naturellement, n'en croient rien. Pourtant, l'expérience est en vain : toujours, et aujourd'hui encore, les sociétés, les justices, les pouvoirs, toutes puissances partielles et passagères, croient incarner le Bien, et concluent à la malignité de ce qui leur résiste ou ne leur ressemble pas.

Les chrétiens attendaient le règne des cieux et les socialistes la société sans classes. Puis on avait dénoncé ces illusions puisque on en avait partagé de nouvelles : c'était la *démocratie libérale, compassionnelle et confortable*. Mais nous avons encore changé

d'époque. Après la mort du christianisme, puis celle du socialisme qui en était la version séculière, le *démocratisme*, idéologie millénariste du vingtième siècle, a à son tour du plomb dans l'aile. Dès l'immédiat après-guerre Guy Debord constatait à raison la fin idéologique de toute idéologie, qui a fait entrer dans l'ère du cynisme et de la force.

De la *démocratie*, on parle donc plus que jamais, mais en en ayant oublié toute la tradition. Aussi en propose-t-on rarement une définition plus précise que comme *Empire du Bien*. *Démocratie* est le nom que nous donnons aujourd'hui au bien que nous incarnons. Bientôt, croyons-nous, au prix des quelques réformes qui restent à achever, des quelques guerres qui permettront de punir les derniers méchants, la *démocratie* sera installée partout et pour toujours. Le malheur aura disparu de la Terre. Il n'y aura plus de conflits, plus de prisons, plus d'accidents de tramway. Ce qu'il y aura en revanche semble ne pas requérir de description. Ainsi se fait-il que le mot puisse désigner des régimes aussi dissemblables que ceux de la France et de l'Angleterre, de l'Inde et du Japon, et aussi, en tout premier lieu, le grand empire paranoïaque d'Amérique. Celui-ci, qui règne par les moyens usuels de la terreur : massacres et famines, mais appliqués presque universellement, à l'échelle planétaire, passe cependant pour le modèle supérieur du gouvernement *démocratique, ordonné, consensuel et modéré*.

Chez les Grecs qui l'ont inventé, le mot '*démocratie*' dénotait une pratique politique identifiable : le peuple assemblé votait les lois, rendait la justice, élisait et révoquait les magistrats. Nous avons la prétention d'être démocrates comme eux tout en rejetant comme absurde la perspective de les imiter, ni de près ni de loin, sur ces trois points décisifs. La démocratie chez nous consiste pour le peuple à se débarrasser de façon expéditive de ces trois besognes ennuyeuses. Et la perspective de voir le peuple intervenir effectivement dans la vie politique, qui rappelle 1793, inspire même aux élites une sainte terreur.

La définition étant aussi vague, tout le monde peut se prétendre démocrate : cela engage à si peu ! Aujourd'hui, les pouvoirs, les partis, les personnalités les plus autoritaires se réclament de la *démocratie* comme tout le monde. L'adjonction d'un adjectif signale seulement la singularité, et souvent la supériorité, qu'ils se reconnaissent. Nous avons donc connu, du côté communiste, le '*centralisme démocratique*' et les '*démocraties populaires*'. Le '*Kampuchéa démocratique*' de Pol Pot. La '*démocratie chrétienne*', qui recyclait les élites fascistes en Italie et nazies en Allemagne, au service de la colonisation économique américaine. La '*social-démocratie*', aussi indépendante des vicissitudes électorales, quoique plus modérée, que les formes précédentes de '*démocratie*'. Si Hitler seul ne s'était pas dit *démocrate*, c'est sans doute qu'il avait trouvé plus amusant de se faire passer pour *socialiste*.

De la prétention universelle au label démocratique, il résulte que le terme s'est trouvé réduit à une connotation élogieuse que chacun revendique pour soi. On est automatiquement démocrate aujourd'hui comme on était chrétien dans l'Europe du Moyen-Age : c'est à dire sans que cela engage à rien en matière de comportement. Et, les *démocrates* ne reculant devant aucun des moyens habituels de la puissance, nous avons des *guerres démocratiques*, des *coups d'Etat démocratiques*, des *occupations militaires démocratiques*, des *assassins*, des *tortionnaires* et des *camps de*

*concentration démocratiques*. Qu'il y ait des imitateurs ineptes et des faussaires ne pourrait pas en soi suffire à discréditer le concept. Il est plus grave que les nations les plus authentiquement labellisées *démocratiques* soient d'un aloi si douteux. Mais n'y a-t-il pas, pour que l'on puisse passer sur de telles approximations, quelques ingrédients constants et satisfaisants, des réalités que tout le monde puisse ressentir et apprécier, et qui justifient le mot et unifient le concept ? Qu'est-ce que la démocratie réelle ? De quoi précisément s'agit-il ? En réalité, lorsqu'il veut faire l'éloge de la démocratie, l'homme de la rue met en avant sa tranquillité et son aisance matérielle. Au temps du communisme, le petit-bourgeois *démocrate*, lorsqu'il rencontrait un défenseur du socialisme, lui débitait la liste des objets dont il disposait et dont son homologue soviétique était privé. Du pouvoir d'achat et des *droits à* sans cesse plus étendus : voilà ce que la masse des électeurs-consommateurs - parfois électeurs, toujours consommateurs - comprennent en réalité comme étant *la démocratie*. Certes, la considération du niveau de vie américain faisait convenir que la démocratie peut toujours être perfectionnée : mais la conjonction sous les mêmes crânes de cette satisfaction et de cet optimisme rendait la vie facile aux oligarchies dominantes. Il suffisait de jeter au menu peuple quelques miettes du festin que l'on faisait en dévastant des régions de plus en plus étendues de la planète, et en même temps, de ne pas lui imposer une discipline de vie trop rigoureuse. La démocratie ainsi entendue, c'est très prosaïquement l'aisance matérielle associée à la sécurité que donne la puissance militaire. Ces traits se trouvent associés, depuis la seconde guerre mondiale, dans les pays de la vieille Europe et de l'Amérique du Nord, à quoi il faut ajouter quelques autres pays comme le Japon, encore que les disciplines sociales qui sont là bas traditionnelles fassent notablement sortir du cadre de l'épure. Tout ce que l'on appelle aussi, au prix de quelques approximations géographiques, l'*Occident*, centré sur les Etats-Unis d'Amérique.

Georges Badinter, qui restera dans l'Histoire comme un des plus grands militants de l'abolition de la peine de mort, parlait un jour des Etats-Unis comme on en parle habituellement dans les milieux progressistes et humanistes européens auxquels il appartenait : comme d'une *démocratie principale*. Et comme on lui représentait le paradoxe qu'il y avait alors à décrire l'abolition de la peine de mort comme une *avancée démocratique essentielle*, il surmontait la contradiction en prophétisant qu'*un jour*, on convaincrerait les Américains de renoncer à cette pratique barbare. Il ne pouvait rien dire d'autre : mais la faiblesse de la réponse montre bien la cruauté de la position dans laquelle se trouvent les humanistes par ailleurs favorables aux positions atlantistes telles qu'elles ont été fixées par les résultats de la seconde guerre mondiale. Si la peine de mort est *antidémocratique*, et si la plus belle démocratie du monde la pratique en toute bonne conscience, on ne sait plus bien ce qu'est la démocratie, sinon une parole creuse. Il ne faudrait pas que des contradictions de ce genre se multiplient et donnent lieu à trop d'objections : or, nous allons le voir, des cas de ce genre sont innombrables et beaucoup sont tout aussi majeurs : corruption, violence politique, fraude électorale, désengagement civique des populations, terrorisme d'Etat, guerres d'agression, pratique de la torture, de l'assassinat, de la subversion, crimes écologiques, inégalités délirantes : on trouve tout dans les démocraties occidentales. Et l'on trouve d'autant plus facilement des exceptions à la *douceur démocratique* qu'il s'agit d'un pays où la *démocratie* est plus

ancienne et plus solidement instituée. Au niveau des relations internationales, les pays de tradition *démocratique* sont aussi le noyau dur du *camp des vainqueurs*, et donc les plus libérés de tout complexe : les Etats-Unis sont plus brutaux internationalement que la Grande-Bretagne, elle-même moins complexée que la France - la France aurait-elle osé la guerre des Malouines et se serait-elle incrustée à Gibraltar? - , la France plus hardie dans le monde pauvre que l'Allemagne, qui doit recouvrir les moyens de son influence internationale d'une affectation de modestie et d'absolu pacifisme. Ces approximations désolent les idéalistes, qui parleraient plutôt, pour justifier leur préférence démocratique, d'acquis immatériels, comme des lois stables, des gouvernants honnêtes et une justice indépendante. Ceux-là se réclament de quelques philosophes, de quelques pères fondateurs et de quelques grands précédents de sociétés à leur sens *authentiquement démocratiques*. Ce sont ces prétentions qu'il reste à examiner.

## 2. L'état de droit

Pensant avoir trouvé le point commun de tous les systèmes démocratiques, et donc le cœur de toute politique vertueuse, nos philosophes démocratiques mettent en avant ce qu'ils appellent l' *'Etat de droit'* : un système dans lequel les hommes ne sont pas soumis au caprice d'autres hommes, mais seulement à une règle commune : et c'est la fin de la légalité qui marquerait le plus clairement le passage au totalitarisme. La loi serait une garantie contre l'arbitraire des puissants, et il suffirait de s'y soumettre pour jouir d'une certaine sécurité. On parle, curieuse contradiction, de *liberté sous la loi*, car, dit-on, il n'y a plus ni maîtres ni sujets si tous sont soumis aux mêmes lois. C'est le paradoxe central de l'utopie démocrate que l'on oppose en tant que modèle abstrait et idéal au totalitarisme, et non plus comme autrefois aux systèmes anciens, monarchistes, impériaux ou théocratiques, qui répondaient à des critères précis. Mais quelles que soient les belles paroles dont elle se recouvre, la réalité du pouvoir est toujours la même : la soumission du grand nombre inorganisé au vouloir du petit nombre organisé.

La loi est en réalité un concept aussi ancien que la domination, et elle n'en est pas séparable, puisque le premier droit, c'est le droit de propriété, et la propriété essentielle, celle des esclaves, sans laquelle celle du sol est d'utilité limitée. La loi est le *dire* d'un *faire* : deux prérogatives indissociables d'un groupe étroit de personnes. Pour nous réconcilier avec la loi, Hannah Arendt explique qu'elle contraint le pouvoir : mais comment est-ce possible si c'est le pouvoir qui la fait? Un des écarts constants entre la théorie de la démocratie et les démocraties réelles est la confiscation du pouvoir législatif par l'exécutif, et nombre de lois ne sont inventées que pour être violées, et en vue des bénéfices que cela procurera.

Les riches ne se contentent pas de multiplier à une cadence élevée des lois qui les avantagent. Ils s'exemptent aussi de celles qui les gênent, quoi qu'ils en aient besoin pour les opposer aux plus faibles, car jamais on ne vit que ceux qui faisaient la loi se

sentissent obligés par elle. Installés au pouvoir, ils appointent des professionnels de justice à qui ils donnent des consignes tendant à une application sélective et opportuniste du droit. A quoi leur serviraient la richesse et le pouvoir s'ils ne servaient pas à les exempter des prescriptions qui les gênent? Partout, les riches et les puissants sont une seule et même clique d'anarchistes, mais ils prêchent le respect des lois, qui sont les moyens de leurs abus.

D'emblée, donner la loi comme critère de la liberté a un air de paradoxe, puisque dans son principe la loi est contrainte et obligation. Menace, aussi : Kafka décrit au mieux les sentiments qu'elle doit légitimement inspirer. Sur la *Loi*, Kafka a tout dit : loin que nul ne l'ignore, nul ne peut la connaître puisqu'elle se ramène à l'opinion d'un juge. Il y a la *Loi* d'une part, et d'autre part son application concrète aux cas particuliers : et cela suffit à faire que l'obligation de respecter la loi ne soit en pratique qu'une présomption de faute qui plane en permanence sur chacun. La *Loi*, c'est cela que nous apprend Kafka, n'est qu'une sécularisation du péché originel, dont aucun baptême démocratique ne nous lavera jamais. Face au flic qui seul pose les questions, et qui seul connaît les bonnes réponses, puisque c'est lui qui les invente à mesure, on est toujours en tort. Et devant le juge, qui entérine les jugements du flic puisqu'il sert les mêmes maîtres, l'accusé est, en dépit de la dérisoire protestation de l'inverse, toujours présumé coupable.

Peut-être est-ce l'instabilité de la loi ou l'existence de lois fictives dans les pays en état de guerre civile ou de révolution violente qui a donné à croire que la tyrannie, et non pas la lutte pour la liberté, avait besoin de violer les lois, ou d'en faire disparaître le concept. On pense, pour la France, à la Constitution de l'An I, votée et aussitôt oubliée pour donner libre cours à la grande Terreur. De même en Union Soviétique au temps de Staline. On en a déduit hâtivement qu'à l'inverse le respect de la loi valait toujours mieux pour la liberté et la sécurité des individus: mais pour s'installer la dictature n'a pas besoin d'abolir le principe même de la loi, qui peut au contraire lui rendre de grands services. En réalité, il y avait des lois dans l'Allemagne nazie, et les tribunaux les appliquaient rigoureusement. Le juge, armé de la loi, est d'une impartialité rigoureuse et donc terrible pour le justiciable ordinaire dont la particularité ne saurait être prise en considération, mais il cesse de juger devant le pouvoir qui l'a fait juge et qui le rémunère, et devient immensément pondéré devant les transgresseurs auxquels il s'identifie par proximité de classe et de vécu. Ce n'est donc pas par accident, c'est par logique que l'application des mêmes lois conduit à des résultats divers. *Selon que vous serez puissant ou misérable...* a dit la Fontaine : une proposition qui peut s'inverser dialectiquement en cette constatation que le pouvoir n'est rien d'autre que la possession du Droit. Loin que la loi puisse concourir à la liberté et à l'égalité, c'est par la loi que les groupes dominants exercent leur domination. Même édictées par des sages, les lois créeraient des privilèges en projetant un principe uniforme sur une réalité diverse. En démocratie, on dénonce les privilèges, mais en admettant d'énormes disparités de richesse, on les autorise tous. Tout le jeu social consiste à faire la loi à sa convenance. Aussi le philosophe, l'historien, l'anthropologue savent-ils que l'examen du droit qui régit une société est la façon la plus sûre, d'en identifier les groupes dominants et de jauger la dureté de leur domination.

Lorsqu'on étudie la crise totalitaire du vingtième siècle, on ne voit pas de corrélation entre la vigueur du droit et une prévention ou une atténuation du fascisme. Et bien au

contraire car le fascisme au contraire a mis la loi au service de sa violence : et il n'a pas toujours eu à beaucoup changer celle qui lui préexistait. Il est donc faux de dire que le fascisme ait été ennemi de la loi, qui n'est pas non plus pour lui comme une vieillerie dont il s'agit de ne plus se préoccuper, car il en fut au contraire le plus attentif réformateur. Les auteurs méticuleux des lois de Nuremberg étaient de scrupuleux légistes, et qui menaient leurs persécutions en s'appuyant sur les juges et leurs habitudes professionnelles de toujours. Après la police, l'instrument judiciaire est le premier dont se saisit une dictature. L'historien le sait bien, qui décrit la tyrannie à travers les lois qu'il édicte, et non pas celles qu'il abroge ou laisse dormir.

L'histoire nous apprend que s'il faut un rempart de l'innocence persécutée, il faudra le chercher ailleurs que dans des codes et des magistratures : car l'Allemagne, par exemple, a pu se nazifier sans perdre ses lois ni même beaucoup les changer : et c'est le civisme allemand qui s'est retourné en fléau. A l'inverse, la vie est demeurée plus vivable là où la loi avait depuis toujours été prise *cum grano salis*. On trouve par exemple que le photographe allemand Erich Salomon est mort dans les conditions suivantes : étant juif, il s'était réfugié aux Pays-Bas peu avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Au moment de l'invasion nazie, il s'était mis à vivre clandestinement dans une maison déclarée comme inoccupée. Malheureusement, il avait commis l'imprudence de se servir du gaz de ville, ce qui avait fait tourner le compteur. Constatant cette anomalie, l'employé du gaz s'était empressé d'en faire part à ses supérieurs. Ceux-ci avaient alerté la police néerlandaise, qui avait dûment informé la Gestapo, laquelle avait arrêté Erich Salomon et l'avait envoyé dans un camp d'extermination ! On peut parier que même politiquement indifférents ou un peu antisémites, des employés français ou italiens n'auraient pas aussi bien contribué à la *solution finale*. Par négligence, paresse ou scepticisme, on peut gager que la chaîne des amoureux du travail bien fait se serait rompue au moins en un point, avec le même genre de résultat qu'un peu d'humanité ou de conscience politique.

L'Etat nazi était un état de droit. Lorsque le SS exécutait sommairement le Juif qui passait ou le prisonnier qui tombait, ce n'était pas en se cachant de la police, car il était la police en même temps que le pouvoir et que la justice. Il agissait dans la conscience la plus nette de son bon droit. Le déviant était à l'inverse celui qui, par quelque instinct obscur, épargnait des vies : mais pris sur le fait, le règlement était bien la dernière des choses qu'il aurait pu invoquer pour sa défense. Cela montre que la liberté et la vie même ne sauraient reposer sur la garantie illusoire de lois qui, lors même qu'elles semblent offrir des garanties aux faibles, sont toujours assez vagues pour servir à l'injustice lorsqu'elles sont interprétées par des magistrats soumis ou, plus habituellement, complices. En réalité, ce que le bon sens suggère est confirmé par l'expérience : la loi est le contraire de la liberté et a peu à voir avec la sécurité. Le pouvoir tyrannique aime les lois, et il prospère au mieux dans les peuples les plus imprégnés par la sale manie d'obéir. Pour une tyrannie homicide, la loi et le règlement sont non pas des objets de vénération, comme pour le démocrate, mais des instruments parmi d'autres, qu'elle oublie lorsqu'ils représentent une contrainte, mais dont elle se sert en fonction de son opportunité, dont elle se saisit à l'occasion pour en user contre ceux qui la menacent. C'est l'utilisation normale et habituelle du Droit par le fascisme qui avait rendu nécessaires les innovations de Nuremberg : je parle cette fois du tribunal

instauré après la victoire de 1945. Pour condamner des bourreaux qui n'avaient fait qu'appliquer les lois de leur pays, il fallait tout d'abord poser le caractère criminel d'un état, et des lois qu'il avait édictées. Mais les lois nazies exprimaient-elles moins que les nôtres l'essence de la loi ? Leur architecture n'était pas moins cohérente qu'une autre. Il n'y avait pas d'impossibilité logique à mettre Auschwitz en lois : des lois formellement aussi bien constituées que tant d'autres.

### 3. La volonté du peuple

Après la sécurité par rapport aux caprices des puissants, la revendication démocratique fondamentale, c'est que la politique soit déterminée par la volonté populaire. La liberté chez Rousseau consiste pour l'individu à obéir à la loi fixée par la 'volonté générale', qui en est une abstraction théorique. Mais qu'est-ce que cette volonté et que vaut-elle ? En admettant que le terme corresponde à une réalité que l'on puisse cerner, qui peut prétendre connaître la recette permettant de la faire ressortir et de la rendre agissante ? Et si elle est agissante, de la rendre bienveillante ? En quoi les lois hitlériennes de Nuremberg étaient-elles plus éloignées de la *volonté populaire* du moment que nos lois à nous le sont de la nôtre ? Il faut beaucoup aimer les illusions consolantes, il faut beaucoup d'optimisme pour prétendre qu'en 1933, au moment des parades de Nuremberg, au moment de la *Nuit de cristal*, au moment de l'*Anschluss*, au moment de la guerre d'Ethiopie, les volontés d'Hitler et de Mussolini étaient en opposition avec celles de leurs peuples. On sait bien que c'est le contraire : au début au moins, l'enthousiasme des foules nazifiées était authentique, et par la suite leur résignation devant la guerre et ses conséquences fut du même aloi à peu près que celui des populations démocratiques. Tout au long de l'histoire, le consensus autour des tyrannies fut presque toujours politiquement suffisant, si bien que les tyrannies ne tombent jamais que sous les coups de l'étranger ou de complots minoritaires. Dans les temps récents, jusqu'au bout le nazisme, le fascisme italien et le stalinisme bénéficièrent d'un consensus mou du même ordre que celui dont nos dirigeants se contentent eux-aussi. C'était assez au moins pour faire fonctionner la guerre et toutes les formes prises par la répression des opposants. En France, Pétain fut pendant toute la guerre plus populaire que de Gaulle et mieux susceptible de se faire obéir des officiers publics : et c'est la conscience de ce fait qui déterminait le cynique Roosevelt à traiter de préférence avec ses émissaires, et s'il fallait le remplacer, à penser d'abord à ses proches. La triste réalité est que rien n'est plus hostile et dangereux pour le peuple que la volonté populaire.

Quel étonnant mystère que la volonté populaire. Comment les systèmes de désignation qui sont supposés lui donner une représentation seraient-ils si différents les uns des autres s'il existait une recette consistante de la démocratie ? On peut rire, bien sûr, des pays se réclamant du socialisme, mais que nous désignons comme totalitaires, lorsqu'ils revendiquent *la* démocratie pour eux-mêmes, en raison de leur propre système de représentation. Bien sûr, l'essentiel y manque : la tenue de ce que nous appelons

'élections libres' c'est à dire soumises aux contraintes qui nous semblent acceptables. Mais le bouclage que le principe démocratique prétend instaurer du peuple souverain qui serait, de par le merveilleux talisman de l'élection périodique, maître de ses maîtres, ne fonctionne en aucune façon. Il est facile de critiquer les mécanismes du pouvoir post-soviétique, avec son parti unique : nous savons bien comment tout y fonctionne en réalité par cooptation et intrigues à l'intérieur d'une oligarchie de politiciens professionnels. Mais faisons-nous beaucoup mieux ? Beaucoup de ceux qui retiennent le critère des élections libres comme celui de la démocratie donnent aussi les Etats-Unis d'Amérique pour son actualisation la plus accomplie : mais le système électif y est si biaisé que le vote est considéré avec désinvolture par la population, qui ne semble pas y voir la base de ses libertés. Ils ont sans doute raison, car le pouvoir consiste toujours en ceci que certains commandent à d'autres, qui n'ont plus qu'à obéir. Les bribes de liberté dont jouit le peuple américain reposent sur le méta-droit constitutionnel lorsqu'il *interdit* de légiférer.

En réalité, si le peuple était si uni et éclairé que la démocratie véritable soit possible et ne tourne pas immédiatement à la guerre civile, il n'aurait pas du tout à être gouverné. Et comme au contraire il est divisé, seule une domination plus ou moins brutale empêche qu'il s'entre-tue. Le pouvoir n'est stable que s'il appartient à ceux qui seraient les plus forts dans la guerre civile qu'ils empêchent par le moyen de l'intimidation. Leur droit de commander consiste en cela que la police leur obéit. Aussi le pouvoir est-il toujours partial, injuste, et l'instrument d'une domination fondée sur la peur. La façon dont on en choisit les détenteurs est accessoire, le suffrage universel se distinguant seulement par la médiocrité du personnel politique qu'il porte régulièrement au pouvoir : mais là aussi, les élections ne sont réussies que lorsqu'elles décrivent fidèlement un rapport de force et confirment la coïncidence de toutes les supériorités : politique, économique, sociale et intellectuelle.

Dans les démocraties modernes, dont les pays anglo-saxons fournissent le modèle puisqu'ils l'ont imposé par une victoire militaire écrasante, le débat politique articulé par les médias et qui se conclut par l'élection est le nouvel opium du peuple, qui lui fait supporter sa dépolitisation : avant les élections, on se tait parce qu'il va y avoir les élections, et après les élections, on se tait parce qu'il y a eu les élections. Pendant les semaines, ou les mois, car on tend à faire durer le plaisir, le processus pré-électoral place le peuple dans la position d'écouter ses maîtres soit en silence à travers les médias, soit en étant autorisé à interrompre les discours par des acclamations lorsqu'ils sont publics. Les discours sont tous tenus par les maîtres d'hier, qui seront aussi les maîtres de demain, ou au pire d'après-demain. Les discours sont tous tenus au futur mais ils ne décrivent pas l'avenir, car le lendemain les changera en un vague souvenir d'hystérie collective.

Le temps électoral en réalité est une longue période d'acclamation rigoureusement organisée, une sorte de lune de miel entre le peuple et ses maîtres, car provisoirement, comme chez les Romains au temps des saturnales, les fouets sont remisés au placard. Les élections sont comme le carnaval de la démocratie : si elles ont un rapport avec ce concept, c'est en tant qu'elles sont la contrepartie illusoire et inversée de la vie réelle telle qu'elle s'y déroule. Car dans tous les pays règne la même classe de gouvernants professionnels dont la permanence suffit à démontrer qu'il n'y a pas de volonté populaire



qui tiennent, et qui se donnent parfois la peine d'arguer que la *vraie démocratie* est impossible, et que leur règne en est la seule approximation réaliste. Les élections prennent donc la tournure de farces parce que la politique est devenue technocratique, et puisque les compromis majeurs sont passés en dehors du jeu électoral. De plus en plus à mesure que la complexité et l'ampleur des contraintes induites par le développement technique et par de pressants enjeux planétaires requérant des décisions supranationales, les débats nationaux sont frappés d'archaïsme et de provincialisme. La classe des politiciens professionnels est unifiée par la détention en commun de relations et d'informations spécifiques, ce qui, en dehors même du fait que la classe politique est globalement au service des forces sociales et économiques dominantes, exclut qu'un changement de personnel implique un changement de politique. Du coup les élections ne sont nullement une source d'inspiration pour les futurs gouvernants. Elles ne sont qu'un rite pénible auquel ils se soumettent en évitant au mieux qu'il n'interfère avec un programme d'action précis et inflexible, négocié en amont et pensé à long terme, ce qui n'empêche pas qu'il puisse être inadéquat et créer localement des situations désastreuses. Mais une intervention populaire contraignante elle aussi serait objectivement une interférence, potentiellement insupportable dans un monde complexe. Il s'agit pourtant de donner à la population le sentiment qu'on est à son écoute. L'habileté d'un homme politique dans une démocratie moderne consiste donc à comprendre les attentes de la population, à prendre des postures qui lui donnent à croire qu'on travaille à y répondre, mais à éviter de se voir imposer toute mesure qui ne s'intègre pas au cadre défini par ailleurs. Et la réalité ultime que gèrent les oligarchies, c'est l'affrontement des intérêts qui rend les guerres nécessaires, dans lesquelles il faut bien qu'elles entraînent le troupeau de leurs obligés, de leurs dupes, et de leurs serfs.

## 4. Les contre-pouvoirs

Certains ont cru pouvoir surmonter l'origine nauséabonde du droit, cette fièvre de la société, par des architectures compliquées d'intérêts séparés et vertueusement antagonistes. A la recherche des spécificités démocratiques, on insiste parfois aussi sur ce qu'après Montesquieu l'on appelle la *séparation des pouvoirs*. L'intuition est sans doute raisonnable qui voit une garantie de modération du pouvoir dans sa division en institutions séparées. Comme bouclier des libertés, on pense à l'institution judiciaire, dont on aime une certaine aptitude à l'irresponsabilité. Mais le gouvernement des juges, érigeant certaines normes en autant d'absolus, se heurte aux réalités, et les amateurs d'une justice qui serait redresseuse de torts sont perpétuellement déçus. Il y a aussi une vie en dehors de la politique, qui est sans doute la véritable limite du pouvoir. Mais toute collectivité fait système, et ne peut aller au-delà d'un certain jeu entre ses parties.

Qu'y a-t-il à espérer pour ceux qui attendent leur liberté des institutions démocratiques ? Que le parlement contrôle le gouvernement ? Mais parlement et gouvernement n'ont-ils pas à contenter les mêmes intérêts ? A amadouer les mêmes fureurs ? Parlement et gouvernement ne sont-ils pas, en même temps et pour la même raison, inévitablement solidaires contre les mêmes menaces et dépendants des mêmes soutiens ? Des institutions séparées peuvent en théorie se limiter mutuellement. Mais on ne peut pas avoir le pouvoir sans pouvoir, et le principe même du pouvoir est qu'un seul décide pour tous : et il est impossible, s'il y a pluralité des instances, qu'elles ne finissent par s'entendre, ou bien que l'une d'entre elles ne l'emporte sur les autres. Il faut bien, sur chaque question, qu'une décision soit rendue, et elle ne peut qu'être univoque, ou bien le pouvoir n'existe pas vraiment. La prétendue séparation des pouvoirs n'est donc qu'une certaine complexité des processus de décision, qui peut garantir leur efficacité ou leur inefficacité du point de vue de ceux qui les conduisent, mais nullement limiter leur force contraignante et leur injustice par rapport à certains intérêts, leurs concessions à l'égard de certains autres. Un système de pouvoir se présente toujours comme un tout homogène dans la confrontation avec ce qui n'est pas lui-même : et s'il y manque, c'est que le temps est venu où le pouvoir va changer de mains.

La structure obligée du pouvoir est pyramidale, et la démocratie ne saurait sur ce point se distinguer grandement de la tyrannie. Allant peut-être au-delà du nécessaire dans la confirmation de cette loi sociale, c'est une des thèses les plus étonnantes d'Hannah Arendt que le totalitarisme serait plus polycentrique que la démocratie. C'est l'exemple de l'Allemagne nazie, avec sa multitude de responsables investis selon les besoins du moment et souverains dans leur sphère tant qu'ils incarnaient la volonté du chef, qui lui a donné cette idée. Le mérite de cette thèse est de signaler que, si le pouvoir exclusif d'un seul ne fait rien pour l'émancipation des individus, la dispersion et la multiplication des instances de décision ne signifie pas forcément non plus liberté et sécurité sous la loi. Le polycentrisme du pouvoir peut aussi correspondre à une multiplicité des sources et des occasions de l'arbitraire.

Dans aucun pays totalitaire le sommet ne fut jamais polycéphale. *"Avez-vous déjà vu un animal à deux têtes?"* dit un jour un responsable nazi à un autre qui semblait réticent à accepter la nouvelle architecture du pouvoir qui se dessinait. C'est dans les démocraties que la situation est plus complexe, comme dans l'alliance de guerre anglo-américaine, où le consensus était entretenu par la libre discussion entre les services, dont les points de vue étaient sérieusement pris en compte : et il en résultait une efficacité militaire supérieure. Chez les Alliés pendant la seconde guerre mondiale, la discussion est âpre et franche entre les services, mais chaque décision revient à une instance définie à l'avance, contrôlée en cascade par d'autres instances, jusqu'à une instance suprême, qui est le Cabinet de guerre soumis à l'approbation parlementaire en Angleterre, et le Président aux Etats-Unis. Il y a toujours une instance ultime, qui peut être collégiale, mais dont les décisions, vu de l'extérieur, sont prises comme un fait global et non modifiable : un bloc. Le principe hiérarchique –ce que les nazis ont appelé le *führerprinzip*– est donc au coeur à la fois du système démocratique et du système totalitaire. Mais on discute aussi à Berlin et à Moscou. Quant aux formes prises par le débat, des différences importantes s'observent, mais elles n'opposent pas de façon univoque les tyrannies d'une part et les démocraties de l'autre. Ceci est vrai même pour

des réalités comme l'insécurité personnelle des dirigeants : ainsi l'instabilité des positions entraînée par la lutte politique est beaucoup plus grande dans la dictature stalinienne que dans la dictature hitlérienne, et se traduit systématiquement par la mise à mort des battus, alors qu'Hitler épargne le plus souvent la vie des collaborateurs qu'il a décidé d'écarter, ce qui le rapproche de la modération démocratique. Dans ses mémoires de guerre, Winston Churchill rapporte une anecdote amusante. La scène est à la conférence de Téhéran. Un dîner réunit Churchill, Staline et Roosevelt et c'est le moment des toasts. Harry Hopkins, conseiller du président Roosevelt, plaisante Churchill et le système de gouvernement britannique. Il explique à peu près que, la constitution britannique n'étant pas écrite, Churchill fait à peu près ce qu'il veut à Londres : *«I've learnt that the provisions of the British Constitution and the powers of the War Cabinet are just whatever Winston Churchill wants them to be at any given moment»*. Ceci conduit Churchill à faire part de la réflexion suivante : *«The reader of this tale will know how little foundation there was in this jocular assertion. [...] it was with some pride that I reminded my two great comrades on more than one occasion that I was the only one of our trinity who could at any moment be dismissed from power by the vote of a House of Commons freely elected on universal franchise. [...] They could order, I had to convince and persuade.»* On remarquera que, sur un point au moins, Churchill range le système soviétique et le système américain sous la même rubrique : le pouvoir personnel, tandis que le système britannique est original. C'est en Angleterre le Parlement qui est l'arbitre ultime de toute décision. Churchill est bien convaincu, naturellement, qu'en dépit de cela la parenté entre Etats-Unis et Angleterre est bien plus fondamentale, et la singularité soviétique tout à fait marquée. Mais il ne voit pas la différence résider dans la mécanique du pouvoir. L'idéologie de notre temps verrait dans la *démocratie* le critère de classification pertinent : mais c'est supposer la question résolue de sa définition. Sur la '*démocratie*', on connaît le scepticisme affiché de Winston Churchill, et en même temps son consentement à quelque chose de cet ordre. L'anecdote, et des notations éparses dans ses écrits, semblent indiquer que pour lui l'essentiel réside dans le débat et la confrontation libre des idées. Or, avec des formes et à des degrés différents, quelle que soit la brutalité du pouvoir et l'autoritarisme du chef, le débat ne disparaît jamais tout à fait dans les sphères supérieures du gouvernement : et en même temps le pouvoir est un bloc. En fin de compte, le pouvoir, s'il existe, c'est à dire si l'on ne vit pas en anarchie, fonctionne toujours et partout sur le même principe : un domine, les autres obéissent.

Il est vain d'attendre de l'économie un recours contre la politique ou de la politique un recours contre l'économie. Le jeu qui existe en démocratie entre les milieux politiques et les milieux économiques est un empêchement plus qu'un moyen de l'autonomie des individus, car l'économie est une force sauvage qui écrase les individus. Si le marxisme nous laisse un seul enseignement incontestable, c'est que le rapport entre la politique et l'économie ne saurait être rompu, comme le rêve l'idéologie démocrate qui suppose le sujet politique abstrait de ses sujétions économiques. Tant qu'il restera des riches, ils utiliseront leur argent pour s'acheter des électeurs, des élus, des prêcheurs, des armées. Il est impossible qu'il n'y ait une large intersection entre richesse et pouvoir. L'argent conduit au pouvoir, et le pouvoir à l'argent. Qui a beaucoup d'argent en tire du pouvoir. Qui a du pouvoir en tire de l'argent. C'est inéluctable. Veut-on l'empêcher ? Autant

lutter contre la gravité universelle. C'est l'inégalité qui est en question. Un peuple qui ne surmonte pas d'abord cette difficulté n'accomplira jamais rien dans le sens de la liberté, mais il semble que l'on ait pris comme modèle exemplaire de la démocratie les peuples qui en sont les plus éloignés parce que leur goût du succès matériel, qu'ils prennent pour le bonheur, les a conduits à vouer un véritable culte à l'inégalité. On peut généraliser. La démocratie nous flatte de vains espoirs lorsqu'elle prétend empêcher les divers ordres d'excellence de s'allier. Le pouvoir, l'argent, la beauté, le talent, le savoir peuvent bien être inégalement répartis, mais seul un dieu pourrait interdire qu'ils s'échangent. Il ne saurait donc y avoir de société si cloisonnée que chacune de ces dimensions relève d'une logique autonome et séparée. Tout, et jusqu'aux alliances matrimoniales les plus voyantes, témoigne au contraire de cette logique irrésistible des choses qui solidifie la classe des politiciens professionnels, des gérants de la parole publique et des manipulateurs du capital. L'argent est un pouvoir et le pouvoir rapporte de l'argent. La beauté et le talent rapportent de l'argent et du pouvoir, le pouvoir et l'argent attirent la beauté et le talent, nouant la haute société en une vaste conspiration. Cette conspiration secrète spontanément du droit parce que le droit rapporte et peut même directement se vendre. Tout pouvoir repose sur ces mêmes mécanismes et produit ces mêmes effets. Tous les Etats fonctionnent par les mêmes ressorts. Si la tyrannie incarnée personnellement est un système où le pouvoir est visiblement premier et séparé car il s'incarne en un individu, et où l'on voit nettement comme il donne la haute main sur tout le reste, la démocratie est seulement un système dans lequel la vision est un peu obscurcie, et la vie un peu compliquée, parce que les influences y circulent de façon plus souterraine : mais toujours pour s'assembler à la fin dans un même cercle d'individus dominants. Face à cela, la liberté et la sécurité des individus ne reposent ni sur une participation indirecte et faussée à la sélection des gouvernants, ni sur la généralité abstraite, et elle aussi illusoire, de la loi, ni sur une auto-limitation du pouvoir, impossible du fait de son architecture même. Elle ne repose que sur la capacité qu'ont les dominés de désobéir et de s'organiser en dehors de toute institution légale pour intimider les puissants du moment et se venger des offenses reçues. Et elle n'est nulle part aussi faible que dans les pays qui se donnent pour l'étalon de la démocratie. Aussi peut-on soutenir que la brutalité sociale y est maximale, même si ses formes les plus flagrantes : émeutiers massacrés, prisons remplies de prisonniers politiques, torture et assassinats, sont le plus souvent suspendues comme de simples menaces.

## **5. Un pouvoir modéré**

Tout ce qui existe de liberté et de sécurité dans une société humaine découle d'un rapport de force, ou plutôt d'intimidation réciproque. En réalité, la seule garantie de la liberté, c'est la capacité physique et morale que le peuple, relativement dépourvu de pouvoir, d'argent, de talent et de beauté, a de résister à l'injustice par ses pauvres

moyens. La seule pluralité qui importe, c'est celle des individus ordinaires, mais pensant par eux-mêmes et qui, dans les meilleurs moments, cessent de s'en laisser conter. La seule force que les pauvres de tout puissent mettre à leur service, c'est la leur propre. La seule action qui leur soit utile, c'est celle qui consiste à abattre leurs ennemis : je veux dire les spécialistes de la séduction qui prétendent organiser leur existence en dehors d'eux *parce qu'ils ne peuvent pas comprendre*. C'est cela dans la culture humaine que représentent les partis révolutionnaires : le moins de talent, de grâce, de savoir, d'appuis et de moyens de toutes sortes, mais tant bien que mal et toujours provisoirement coalisé pour se faire une place au soleil.

Cette contradiction produit les plus grands moments de l'histoire des hommes. Ils sont rares. Dans nos sociétés dominées par les objets techniques, et en particulier par les outillages homicides, tout cède en temps normal devant la puissance de l'Etat oligarchique, et il ne peut rester que bien peu de liberté et de sécurité pour les individus exclus de la haute société. Pourtant les hommes de commandement, même les mieux gardés par l'Etat, ont à se méfier des moments récurrents où il vaut mieux céder devant les cris de la foule, et lui lâcher quelque chose.

La foule cependant, si elle peut être redoutable pour tel ou tel puissant, n'est pas bien dangereuse pour le pouvoir en tant que tel, puis qu'aussitôt un tyran abattu, elle se hâte généralement d'en mettre un autre sur le trône. Dans son roman *'Novembre 1918'* consacré à la révolution spartakiste, Alfred Döblin décrit la révolte du chef réactionnaire Noske devant le spectacle des soldats allemands de retour du front et que la guerre a changés en pacifistes et en révolutionnaires. Puis il décrit sa surprise en apprenant que le socialiste Ebert, poussé au pouvoir par la révolution, vient de le nommer gouverneur de Kiel. Quelques semaines plus tard, Ebert et Noske liquideront à la fois la révolution et ses chefs, ouvrant la voie à une république en trompe-l'oeil bientôt offerte à Adolf Hitler. Telle est l'angoisse qui saisit le peuple devant le vide, tel est son besoin de recevoir des ordres plutôt que de penser, telle est sa peur de la liberté, qu'il se hâte à peine libéré par son propre mouvement instinctif de révolte de trouver un nouveau Moloch, pire en général, car plus neuf, plus fort et plus déterminé, que celui qu'il a abattu.

On rapporte que certaines peuplades de Polynésie, puisqu'il faut bien avoir un roi, en élisent un tous les ans. Puis l'année écoulée, ils le tuent et le mangent, et en élisent un nouveau. C'est assez raisonnable, et cela leur réussit depuis un temps immémorial. Après tout, si vous ne mangez pas votre roi, c'est lui qui vous mange. Et ceci vaut pour nous, car il est tout à fait faux que les démocraties soient douces. Elles sont exactement aussi violentes qu'il le faut lorsqu'il s'agit pour elles de se maintenir. Si elles ne l'étaient pas, elles seraient d'ailleurs remplacées par d'autres régimes qui eux le seraient. Louis XVI mourut d'avoir interdit à ses gardes de tirer sur le peuple, et fut remplacé par un Bonaparte plus brutal que tous ses prédécesseurs révolutionnaires, et certes que l'Assemblée thermidorienne qu'il avait finalement dissoute à coups de canon.

Les moments de calme apparent, quoique les plus longs, ne sont que des interruptions dans le cours fondamentalement violent des interactions humaines. Il y a comme une concurrence darwinienne des régimes politiques et celui que nous appelons *démocratique* n'existerait pas du tout s'il était inefficace dans le maniement de la

violence militaire et de la répression policière. Il y a une logique du pouvoir auquel le pouvoir ne saurait échapper. De Gaulle le rappelait en mai 1968, à Christian Fouchet : *"N'oubliez pas qu'un ministre de l'intérieur doit savoir, s'il le faut, donner l'ordre de tirer..... Sachez qu'à la fin des fins, l'Etat a une prérogative : celle d'abattre ceux qui veulent l'abattre."* (Alain Peyrefitte : *'C'était de Gaulle'*, Fayard, 2000). De Gaulle en parlant avec tant de brutalité apparente rappelait une évidence qu'avant lui comprenaient Thiers ou Clemenceau : des *démocrates* des temps passés qui nous ont montré à quelles mesures extrêmes pouvait logiquement conduire la défense de la *'démocratie'*. Il est vrai que les pays occidentaux riches sont moins souvent le théâtre des massacres par lesquels les pouvoirs se maintiennent ou sont renversés : cela tient principalement à ce qu'ils sont riches d'exploiter brutalement des contrées lointaines, et que donc à la fois les tensions y sont moins fortes, et la répression mieux organisée et plus dissuasive. L'Angleterre surtout dans l'histoire fut ce paradoxe révélateur de la société la plus policée et soucieuse d'équité et de respect humain alors que par ailleurs, et surtout parce que par ailleurs, elle était la métropole d'un immense empire colonial où régnait l'exploitation la plus radicale du travail asservi. Qui commande à la flotte de guerre la plus puissante du monde peut se permettre d'assurer chez lui l'ordre public à mains nues.

Il ne suffit pas pour qu'un pays soit calme sous l'injustice qu'il soit riche en moyenne et que la police y soit bien payée. Il faut que les pauvres soient en pratique un peu achetés. Les pauvres des pays riches se contentent assez facilement de recevoir les miettes de la richesse collective : il suffit pour cela que les miettes soient assez grosses, ce qui donne lieu à un calcul difficile de leur taille optimale -car il ne s'agit pas non plus de donner aux pauvres plus que le strict nécessaire. A la fin des fins, comme disait de Gaulle, ce que nous appelons démocratie, qui n'est qu'une certaine rareté des émeutes et des massacres d'Etat, n'est qu'une affaire d'inégalité matérielle : à quel niveau la fixer et comment la rendre tolérable. Une certaine somme fixe d'injustice, différente selon les pays en raison de l'histoire et des coutumes, qu'il s'agit de ne pas dépasser. La seule exigence démocratique véritable, c'est d'intimider, d'acheter, d'endormir suffisamment la population pour qu'elle fasse au moins mine d'être contente. Telle est l'équation gestionnaire de la démocratie moderne. C'est à ce calcul que les partis sociaux-démocrates sont passés maîtres. Les gouvernants plus parcimonieux, plus proches des riches les plus rapaces, les Thatcher, les Reagan, sont également forcés d'être plus brutaux car, soucieux de maximiser l'inégalité, ils ne s'en tirent pas sans quelques émeutes.

Si l'on cherche la véritable différence entre la démocratie et la tyrannie, ce n'est pas dans un rapport différent entre pouvoir et violence. La légende démocratique veut qu'il y ait une différence fondamentale entre l'obéissance en démocratie et en régime dictatorial : on nous dit qu'en démocratie, le peuple n'obéit qu'à lui-même, et donc n'obéit pas vraiment. Ceci expliquerait que le pouvoir soit doux : doux à proportion que l'obéissance va davantage de soi, et qu'elle est plus facile à obtenir. Pourtant, lorsque les tensions sont trop fortes, les convulsions sociales sont contenues, dans les démocraties libérales tout comme dans les tyrannies du présent ou du passé par une répression brutale, voire meurtrière. C'est alors que se révèle la véritable logique qui fait tenir la société, et l'on en voit, le reste du temps, qu'un habillage. Le style de la vie quotidienne

et des rapports que le quidam entretient avec la règle et ceux qui en vérifient l'application peut certes être différent selon les pays et les moments. Mais il n'y a qu'une seule logique du pouvoir puisque c'est une logique militaire, où l'homme se confronte à l'inflexibilité du réel. La règle de base, c'est que la violence est d'autant plus limitée dans le temps qu'elle est plus brutale, et le rapport des forces plus inégal : et ce qui est remarquable, c'est que les pays les plus brutaux et les plus efficaces dans la répression des soulèvements populaires sont aussi ceux que l'on considère comme les plus proches de l'idéal démocratique dans leur fonctionnement ordinaire. La police anglaise, par exemple, n'est pas moins prompte à tuer qu'une autre, même si en l'absence de syndicats et de partis radicalement contestataires elle en a moins souvent l'occasion. L'américaine l'est davantage que la plupart, et tue avec régularité, pour l'exemple, des sujets pris au hasard dans une classe réputée dangereuse alors qu'elle est à mille lieues de pouvoir former un projet de révolte. Ce que cela prouve, c'est que la 'démocratie' occidentale est tout simplement le système le plus efficace lorsqu'il s'agit de maintenir une population dans l'obéissance. Et telle est la raison de ses succès mondiaux et de son extension progressive. Tous les tyrans du monde savent qu'ils ont, dans leur propre intérêt, des avantages à retirer de notre imitation et de notre collaboration. Même les tyrans chinois ou arabes veulent désormais leurs journaux, leurs syndicats, leurs élections et leurs défenseurs de la cause animale. Mais que l'on considère ce qui se nomme soi-même démocratie libérale aujourd'hui ou ce qui se disait démocratie populaire autrefois, le point commun, c'est que la stabilité y découle de la prégnance des rapports de force et d'intérêt, et non pas du fait de leur mise en débat et de la recherche de compromis négociés. On voit alors pourquoi les questions économiques prennent un relief aussi démesuré. Pourquoi la vie quotidienne est à ce point dépourvue de chaleur. Chacun dans notre monde est pénétré de l'idée que la vie est dominée par la défense, brutale s'il le faut, des intérêts matériels : et en même temps, c'est de cela qu'il est le moins question dans le débat public, dominé par la fiction d'un intérêt général et de solidarités sur lesquelles tous doivent pouvoir s'entendre, mais qui sont en réalité étrangères à la logique du système. En réalité, le calme en démocratie repose, exactement comme dans les dictatures, d'une part sur l'intimidation, et d'autre part sur la satisfaction des besoins matériels. La carotte et le bâton. Dans un difficile équilibre, le peuple a traditionnellement droit aux miettes, et d'habitude il s'en contente. Aussi la seule raison pour laquelle les régimes policiers, dont l'Allemagne de l'est d'avant 1989 - ironiquement dénommée '*République démocratique allemande*', comme si les deux derniers adjectifs, à eux seuls, ne faisaient pas oxymore- a fourni l'exemple le plus caricatural en Europe (l'Asie est hors concours), se doivent d'être plus attentivement répressifs, c'est qu'ils sont aussi plus pauvres et plus tristes. Mais le point fort de la prétendue démocratie libérale qui s'est généralisée au début du vingt-et-unième siècle sur les régimes post-communistes désormais abolis, c'est que la population est d'une part soigneusement maintenue au-dessus du niveau minimal de survie, et d'autre part désormais convaincue de l'impossibilité d'une quelconque alternative, et de l'inutilité de toute révolte.

## 6. Les partis et les professionnels du pouvoir

Si la différence entre régimes libéraux et dictatoriaux tient aux élections libres et au pluripartisme, il vaut la peine de se pencher sur le rôle des partis. Si l'on suit la théorie de la démocratie telle qu'elle fut exposée par Jean-Jacques Rousseau, les partis sont un mal. En effet, l'électeur doit se déterminer en vue de l'intérêt général. Les intérêts particuliers dont chaque individu est porteur constituent un parasitage potentiel. Pour que les intérêts individuels s'annulent les uns les autres, il convient que les individus se comportent comme des variables indépendantes, ne se coalisent pas en associations dotées d'une influence sur-proportionnelle à leur nombre. C'est cela que les partis, ainsi que toute autre forme de propagande, d'influence ou d'embrigadement, empêchent. Les partis ne peuvent que nuire à l'expression de la volonté générale, qui requiert que chaque citoyen se détermine en individu autant que possible soustrait à toute influence. En outre, l'existence de partis ne va pas sans secréter une classe de politiciens professionnels, qui sont les vecteurs de toutes les influences susceptibles d'altérer la volonté générale. Dès lors que l'on tolère une sphère du professionnalisme politique, toute inégalité non politique peut se traduire en inégalité politique qui biaise la formation de la volonté générale.

Le degré de civilisation ou de barbarie d'une société ne se reconnaît pas à une plus grande égalité - c'est au contraire dans les sociétés les plus primitives que l'inégalité est la moins forte - mais au type de compétence qui fonde la domination. Dans les sociétés barbares, la force qui dirige la société est directement celle des armes, et la classe privilégiée est ouvertement la caste militaire. Dans les sociétés civilisées, l'inégalité est immense, mais fondée sur le maniement des plus hautes facultés. *Arma cedant togae* disaient les Romains : car ce qu'ils avaient découvert, c'est que l'intelligence, la capacité de convaincre, peuvent être mis au service de la domination. On peut prendre cela comme la définition même de l'activité politique, qui est l'art de mener la population au moyen de discours, et l'on peut sans doute définir le fascisme moderne comme un retour barbare au pouvoir appuyé sur la force brutale plutôt que sur l'ascendant culturel : ce qui donne l'explication rationnelle de l'obscurantisme et de l'antisémitisme nazis.

La démocratie, qui selon la théorie politique ne peut s'accommoder de l'existence de partis, ce que les révolutionnaires de quatre-vingt-neuf appelaient les 'coalitions', est en pratique le règne des partis. C'est probablement inévitable, car même leur interdiction n'empêcherait pas l'existence d'instances de concertation où ceux qui ont des intérêts en commun comploteront pour les promouvoir. Au fond, c'est l'existence même de classes sociales séparées qui est un empêchement à la démocratie : et si les partis sont interdits, seules les classes les mieux organisées, les plus instruites et celles qui disposent de temps et de facilités seront effectivement défendues. Si bien que l'existence de partis opérant à visage découvert est une entorse au principe démocratique visant à corriger une autre entorse, plus fondamentale, à ce même principe. Mais l'existence de coalitions de toutes sortes n'empêche pas qu'en pratique l'inégalité des fortunes se traduise toujours en inégalité politique. Une tendance constante de la société de classe est que la vie politique soit entièrement confisquée par la classe dominante. Inversant la proposition, on peut dire aussi que la classe dominante dans une société est, par



définition, celle qui arrive à confisquer le pouvoir à son profit : et le constat historique qui s'impose est qu'à ce jour une telle classe a toujours existé. Le but de toute action politique radicale est de faire cesser cet état de fait. C'est en tout cas le but des mouvements radicaux de gauche, anarchistes, socialistes divers, communistes, qui, au dix-neuvième siècle, ont constaté l'insuffisance des révolutions bourgeoises. On leur reproche d'avoir projeté une certaine forme de dictature minoritaire : celle que, typiquement le léninisme appelle la dictature du prolétariat. Mais c'est sans s'aviser que, même sans parler des influences occultes, des coups de force et des coups de pouce qui chez nous remettent la démocratie dans le droit chemin lorsqu'elle donne signe de remettre en cause une injustice nécessaire, force est de constater que le système représentatif revient toujours lui aussi à la dictature d'une minorité sur une majorité. Dans les grandes démocraties électives, aucun parti au pouvoir ne reçoit jamais plus d'un tiers des voix des électeurs, aucun gouvernement ne s'appuie sur une majorité absolue de la population. Nous n'avons que des gouvernements minoritaires, servant des intérêts ultra-minoritaires. La seule différence avec la dictature du prolétariat léniniste, c'est que cette situation est présentée comme normale, définitive, et même optimale, plutôt que d'être excusée comme une transition nécessaire.

Il n'y a pas lieu de contester que la dictature du prolétariat n'a rien de démocratique. Qu'elle est la domination d'une minorité sur d'autres minorités, dont l'addition peut bien être numériquement majoritaire : mais il faut immédiatement faire remarquer que ce rapport pyramidal est seulement la norme, et même l'essence de tout pouvoir. Là où le robespierrisme ou le léninisme justifie le pouvoir d'une minorité agissante parce qu'elle porterait les intérêts de l'*Humanité* dans son ensemble, et viserait à faire disparaître toutes les inégalités pour ouvrir la voie à une *démocratie* véritable, nos démocraties installées, se prétendant parfaites et définitives, n'ambitionnent en fait que de perpétuer la domination d'une oligarchie fossilisée en l'état. Elles sont la dictature des *malins* profitant du consentement des *naïfs* et de l'indifférence repue ou intéressée des *clients*.

La dictature des malins travestie en *démocratie* se satisfait des inégalités économiques qui rendent toute égalité politique illusoire. S'ils ont toujours le mot de '*réforme*' à la bouche, les malins laissent le capitalisme monopolistique mondialisé suivre sa pente naturelle, qui va vers toujours plus de concentration du pouvoir et des richesses. Ils gèrent le gommage progressif des effets d'égalisation que peuvent avoir eus, ici ou là, les révolutions du dix-neuvième siècle et les expropriations opérées par la violence révolutionnaire passée que l'on calomnie comme si elle n'était pas la seule cause du peu de *démocratie* réelle qui subsiste comme subsiste dans l'espace intersidéral le bruit de fond du *big bang* qui a commencé l'univers.

Ce vieux bruit de fond mis à part, les prétendues *démocraties* occidentales sont en réalité des systèmes oligarchiques dans lesquels le pouvoir est fondé sur la compétence dans les *affaires*, c'est à dire la capacité d'assurer le fonctionnement de la machine capitaliste. Ce pouvoir réel cache son exercice derrière une fiction de débat et de décision collective. Il lui faut pour cela, et c'est le point problématique, gagner les positions décisives dans les institutions qui prévoient des magistratures électives. Mais cette projection de l'argent en pouvoir se fait partout avec la plus grande efficacité. Il y a peu de ratés : c'est à dire des moments où des positions décisives sont occupées par des personnages qui cherchent à faire prévaloir ce que la théorie démocratique définit

comme l'*intérêt général*. En pratique, l'élection confirme le pouvoir économique et la structure de la propriété. Les positions de magistrature sont tenues par des membres de la classe privilégiée ou par leurs agents. La notoriété et la faveur de l'opinion s'achètent. Aussi les prétendues '*démocraties*' sont-elles toujours des ploutocraties, dans lesquelles le personnel politique, lorsqu'il est issu des classes modestes, n'a jamais qu'une position subalterne. Il est frappant qu'un personnage comme l'ex-président de la République Jacques Chirac, venu de rien mais bon élève, et bien sorti des grandes écoles, après avoir toute sa vie servi les intérêts économiques dominants, devienne à l'heure de la retraite l'hôte permanent d'un milliardaire du Levant dont il a promu les affaires. Puis son successeur l'ex-président Sarkozy le salarié de quelques milliardaires Qataris. Mais personne ne s'en scandalise. Telle est la hiérarchie réelle et admise entre la politique et l'argent. Dans le Royaume-Uni, monarchie héréditaire et en même temps *démocratie* principale, au temps de sa grandeur et de la domination absolue du parti Conservateur, le parlement était à peu de choses près une réunion des copropriétaires du Royaume. "*J'aime beaucoup la vie parlementaire*, dit un personnage d'Oscar Wilde : *le Parlement est le dernier endroit à Londres où l'on ne parle pas de politique.*" Il voulait dire par là que le Parlement était à l'abri de tout débat sur la répartition des richesses et la reproduction des classes sociales de génération en génération. C'est la situation jugée normale par les *démocrates*, la prétention technocratique n'étant que la continuation de la même supercherie. Dans la *démocratie* telle que nous la connaissons, les questions d'intérêts sont toujours éludées. Elles sont recouvertes par des discours oiseux sur les '*problèmes*' qui réclameraient des '*solutions*', intelligentes de préférence : comme si l'intelligence pouvait ne pas être mise d'abord et avant tout au service de celui qui la possède.

Les partis politiques relèvent de deux types très distincts : partis gestionnaires et partis tribuniciens, dont le modèle canonique est le Parti communiste français. Ils fonctionnent comme des syndicats des classes séparées. Les partis gestionnaires, continûment au pouvoir, vivent dans le vide intellectuel, mais répartissent les places et les privilèges. Les partis tribuniciens, qui expriment les points de vue des groupes marginalisés et dominés, trouvent facilement à formuler des revendications et des propositions, mais qui ne se traduiront jamais en politique réelle. Et leur marginalisation est la plus grande dans les pays qui manquent de tradition de subversion politique sur une base de classe, avec débouché sur une guerre civile. Les prétendues démocraties anglo-saxonnes en sont l'exemple extrême : or c'est également le modèle mondialement dominant, et en expansion constante depuis leur victoire dans la seconde guerre mondiale. Cette stricte dichotomie : d'une part des grands partis plus ou moins transformistes, qui gouvernent dans l'aphasie et la contradiction, et de l'autre des petits partis plus ou moins éphémères qui émettent des discours intelligents mais ne font que cela, est pourtant tolérée des classes dominées, qui préfèrent qu'existent au moins des voix exprimant leurs points de vue. Souvent aussi, au moment électoral, les classes dominées se rallient à des partis qui ne leur ressemblent pas mais affectent de tenir compte de leurs intérêts. Elles courent alors à la déception en se fiant à une bourgeoisie éclairée et paternaliste pour les défendre contre une bourgeoisie mesquine et autoritaire. C'est ce qui fait la fortune de la grande famille des social-démocraties européennes, qu'il faut bien ranger au nombre des partis gestionnaires puisqu'il ravalent toujours les réformes qu'ils annoncent et

finissent toujours par se mettre du côté de la répression lorsque les pauvres sont acculés à des réactions violentes par l'excès de leur misère.

Une démocratie qui dure et ne dégénère pas en régime révolutionnaire autoritaire – ce que l'on nomme souvent le '*fascisme*' - tend toujours à l'oligarchie. Les intérêts des classes dominées sont systématiquement refoulés au nom d'un faux '*intérêt général*' tandis que les privilèges des groupes dominants sont systématiquement préservés. Par un mécanisme comparable à la concentration monopolistique, tous les partis tendent à se ressembler de plus en plus, et à tous représenter les mêmes intérêts dominants. C'est un phénomène que connaissent aussi les partis d'origine populaire, et que les membres des classes ainsi désertées par leurs élites désignent comme '*embourgeoisement*'. C'est ainsi que tour à tour, en France, le parti Radical, puis le parti Socialiste, et même dans une moindre mesure le parti Communiste, en Angleterre le parti Libéral puis le Labour party, tous partis qui dans leur jeunesse avaient fait figure d'épouvantails, devinrent avec le temps des partis de gouvernement, au prix d'un abandon du programme initial. Ce programme est remplacé par la conduite servile des évolutions souhaitées par les groupes dominants : entreprises coloniales et guerres impérialistes pour les républicains du dix-neuvième siècle, atlantisme de guerre froide et libre-échange à tous crins pour les socialistes du vingtième siècle.

Dans une démocratie mature, la répartition des membres de la classe politique entre des partis distincts tend peu à peu à devenir factice. Elle relève d'une répartition des rôles, la principale difficulté étant de faire en sorte que chacun ait une place sans que cela compromette la fiction d'une *alternance* au pouvoir. Le droit des électeurs se réduit donc à choisir entre des candidats présélectionnés, c'est à dire à confirmer des nominations effectuées par des procédures occultes, pour l'essentiel co-optatives. Dans les grands pays qui se disent depuis longtemps démocratiques, on en est donc en fait revenu, à la fin du vingtième siècle, à un équivalent hypocrite du parti unique. L'embourgeoisement progressif des partis qui, dans leur jeunesse, recueillent les voix des classes dominées, mais qui finissent par en perdre une partie du fait de leurs trahisons, se traduit par la naissance périodique de nouveaux partis tribuniciens. Mais ces nouveaux venus ont du mal à se développer dans un environnement entièrement organisé contre eux par les partis installés, qui sont complices sur à peu près tout et en tous cas sur l'exclusion de toute concurrence. La trahison récurrente des éléments populaires une fois promus à la magistrature est d'autant plus incurable qu'elle tient non pas seulement à la cupidité ou à la simple tendance à l'amollissement qui va avec l'âge, mais à la coupure qu'institue entre élus et électeurs leur mode de vie séparé dans une prétendue '*démocratie représentative*' : concept, ou plutôt expression oxymorique inventée pour faire passer ce fait que la prétendue démocratie moderne issue des révolutions du dix-neuvième siècle ne serait en réalité ni une résurrection de la démocratie antique - la seule pratique démocratique qui ait jamais existé au niveau de tout un Etat - ni une construction un tant soit peu conforme au modèle imaginé par les philosophes du dix-huitième siècle et effectivement mis en 1792 sous forme de constitution de l'an I de la République et jamais appliquée.

L'embourgeoisement de la représentation politique tient aussi à la nécessité morale, pour un politicien professionnel, de ne pas rester totalement et définitivement écarté du pouvoir : comment un individu doué et actif pourrait-il accepter le gâchis de ses talents?

Il est donc nécessaire que tous les politiciens professionnels participent peu ou prou au gouvernement. C'est aussi une condition de tranquillité pour leurs confrères, et un facteur de renouvellement des cadres. Je crois que c'est Eisenhower qui expliquait la chose de façon particulièrement élégante à propos du choix de Richard Nixon, déjà connu pour sa capacité de nuisance et son absence de scrupules, comme vice-président : *"Je préfère, l'avoir dedans et en train de pisser dehors que dehors et en train de pisser dedans"*. Le renouvellement des élites, en principe par l'élection mais en réalité co-optatif, se fait donc par trois modalités d'un même glissement progressif de la marge honnie vers l'or des ministères : le débauchage individuel, la dérive des partis, qui d'abord qualifiés d'*extrémistes* deviennent avec les années *partis responsables, modérés et de gouvernement*, et enfin, par le grand spectacle de l' *'alternance'*. Mais continûment assurée par une transfusion continue de sang neuf rendue compatible avec une circulation des idées en vase clos, l'homogénéité de la classe politicienne permet que se mette en place une fausse variabilité du pouvoir. Mais il faut que le petit chambardement quinquennal ou décennal qui fait, dans les démocraties bien domestiquées, de l'opposition la majorité et de la majorité l'opposition - la plus belle invention de l'oligarchie britannique, la seule peut-être au monde à avoir conservé tous ses biens et tous ses pouvoirs sans discontinuité depuis la chute de l'Empire romain - il faut, dis-je, que ce petit chambardement reste innocent, c'est-à-dire illusoire : c'est-à-dire encore qu'il soit sans danger pour les intérêts de ceux qui ont de gros intérêts dans la société. Autant dire qu'il ne saurait produire aucun effet dans la vie réelle.

L'alternance au pouvoir de deux partis similaires est facile à organiser, et cela d'autant plus qu'ils sont comme des frères jumeaux, et l'on peut la confier au fonctionnement régulier d'un système électoral à peine truqué. Il suffit de prévoir quelques mécanismes de secours en cas de résultat erratique : recours à l'armée, ou à quelque instance judiciaire prête au besoin à rectifier les coups de sang de la population, d'arrêter le comptage des voix et de remettre la démocratie à plus tard lorsque les premiers résultats donnent de l'inquiétude, comme lors d'une certaine élection algérienne. Ou bien, si l'on a manqué de flair et laissé s'installer un pouvoir bien élu mais mal élevé, le faire disparaître sans autre forme de procès, comme au Chili en 1973. Mais la plupart du temps, l'alternance au pouvoir de deux partis qui ne tiennent aucun compte des préférences de la population se produit d'elle-même, tout spontanément : il est naturel en effet que le corps électoral change régulièrement d'avis puisque la victoire de l'un ou l'autre des partis organisés et financés par la classe dominante conduit toujours à la déception. Mais ce va-et-vient des marées électorales qui caractérise les pays prétendument démocratiques, aussi monotone soit-il, permet au moins aux professionnels des divers partis de participer au pouvoir sans que soient menacés les intérêts de la classe dominante et sans que soit trop éventé le mensonge de leur différence : au moins voit-on périodiquement les têtes changer, et le passage du temps, avec l'oubli qui en découle, permet de soutenir que toutes ces têtes éligibles n'ont pas exactement le même contenu. Mensonge monotone lui aussi, puisque répété à l'identique décennie après décennie, mais qui marche toujours.

On me dit que les élites colombiennes eurent, dans les années soixante du siècle dernier, l'idée, effectivement mise en oeuvre pendant un certain temps, d'une alternance des partis au pouvoir qui fût automatique plutôt que fondée sur les hasards de l'élection. Au

bout d'un certain temps, la règle était d'invertir les rôles. Quatre ans était la périodicité retenue, à l'imitation sans-doute du système Etats-Unien. On avait délimité deux partis, ou si l'on préfère deux équipes, mettons les bleus et les jaunes, pour ne pas les faire soupçonner d'une de ces idéologies substantielles dont nos politiciens semblent parfois encore teintés en dépit de leurs efforts de ne jamais donner le moindre signe de posséder des idées ou, pire encore, un idéal. Puis le personnel disponible s'était réparti entre les deux camps, et il ne restait plus qu'à dire qui allait engager la partie. Cela fut probablement le point plus délicat : car il fallait être sûr que chacun serait beau joueur et s'abstiendrait de toute action décisive qui garantirait sa détention éternelle des prébendes et des postes.

Je ne sais pas si ce système a jamais effectivement fonctionné, mais pourquoi pas en effet ? Pourquoi ne pas rendre absolument équitable la répartition des satisfactions d'amour-propre entre les factions qui se partagent une même population à tondre ? N'est-ce pas mieux que de régler la question à coups de revolver ? N'est-ce pas mieux qu'une élection au suffrage universel, étant donné qu'en pratique cela revient au même ? Economie, simplicité, franchise, et au bout du compte, le même genre de gestion apathique des petites contradictions, en évitant de s'occuper des grandes, avec un supplément de continuité et de prévisibilité : tous les avantages se trouvent du côté du système colombien, qui donne en outre la satisfaction au public et aux humoristes de renouveler les quolibets. Or seules les institutions de la Communauté européenne à Bruxelles semblent s'y être ralliées : inutilement puisque les personnages qui s'y agitent sont trop ternes et inconnus pour inspirer les humoristes. Il leur demeure donc seulement l'avantage de se remplir les poches à tour de rôle, mais on n'épargne même plus au peuple le spectacle dégradant des campagnes électorales, et l'humiliation de subir une canaille que l'on a dans un premier temps acclamée comme le Messie.

Il est vrai que le système colombien souffre d'un inconvénient décisif, et c'est sans doute pourquoi il est impossible de l'adopter : c'est qu'il est tout de même nécessaire de faire un petit peu croire au peuple que c'est lui qui décide. Il n'est pas adroit de priver le peuple de ses illusions. C'est pour cela, et sans doute seulement pour cela, que l'on ne peut pas se passer d'élections. Dans une démocratie mature, on est donc toujours gratifié de l'apparence de deux pôles partisans, quoique leur alternance au pouvoir ne se remarque par aucune inflexion du cours politique. Dans ces conditions, la dépolitisation a un caractère de nécessité objective. Il faut pourtant bien faire voter. C'est indispensable à la fabrication du consentement à l'injustice. C'est pourquoi la simplification colombienne n'a aucune chance de s'imposer. De fait, les politiciens professionnels ne songent absolument pas à supprimer les élections ! Et au contraire, devant le scepticisme et le dégoût qui se répandent ils pensent en termes de vote obligatoire, car il est de plus en plus nécessaire de légitimer un pouvoir qu'ils exercent de moins en moins. Fonctionnellement on est, en attendant, au régime de la politique unique et obligatoire, mais après enregistrement populaire facultatif. Un vote populaire qui irait au-delà d'une simple acclamation et interférerait avec la décision politique serait facteur de désordre. Il devrait être neutralisé, ce qui relèverait à chaque fois d'un traitement *ad hoc* dispendieux en temps passé et en perte de crédibilité, comme lorsqu'il fallut rectifier par le **Traité de Lisbonne** le rejet par référendum de la **Constitution européenne** concoctée par l'ex-président Giscard d'Estaing, dépassé depuis 1981,

abattu, aplati pouvait-on croire par quatorze ans de mitterrandisme, mais pas encore remisé en 2005, car c'est le principe : oligarque un jour, oligarque toujours.

## 7. Guerre et paix démocratiques

Parlant en faveur de la démocratie, un ami anglais me fait remarquer que les démocraties ne se font pas la guerre. Et ce serait leur principale supériorité. Je voudrais que l'on examine les faits. Que nous nous donnions des exemples et des contre-exemples, et comme je ne connais que peu de pays que l'on puisse décrire comme démocratiques sur une longue période et de façon continue, je songe alors à lui demander de me citer une démocratie à laquelle l'Angleterre, par exemple, n'ait pas fait la guerre. Faut-il parler de l'Italie ? De l'Allemagne ? De l'Espagne. Elle leur a fait la guerre à toutes. Et de plus, ce ne sont pas des démocraties très constantes. La France alors ? Mais cela ne fait pas beaucoup : et d'ailleurs nous n'étions pas passé loin au moment de Fachoda. Il y aurait bien les Etats-Unis, à un petit détail près : l'Angleterre démocratique a effectivement fait la guerre aux Etats-Unis démocratiques - en 1812 je crois - et pour des raisons de commerce, naturellement. Les Anglais ont eu le dessus. Washington fut mis à sac : mais les Anglais l'ont oublié, tout comme les Américains.

Continuant à chercher, je me rends compte que, l'Angleterre ne reconnaissant pas facilement la qualité démocratique à d'autres pays en dehors d'elle-même, je mets peut-être mon contradicteur en difficulté à trop bon compte. Je lui demande alors, ce qui est moins exigeant, de me citer un pays, démocratique ou non, auquel l'Angleterre n'aurait pas fait la guerre. Du coup, j'ai l'air d'accuser l'Angleterre, comme si elle était la seule à faire la guerre, alors que la vérité est que tous les pays ont un jour ou l'autre fait la guerre à tous les pays de leur voisinage.

Mon ami anglais est un peu dérouté. Il n'avait jamais vu la question sous cet angle, et il trouve ma contradiction à la limite de la déloyauté. La régularité historique qu'il avait en tête, c'est que l'Angleterre pour sa part a souvent été confrontée à ce qu'elle considère comme des tyrans : Philippe II, Napoléon, Hitler, mais qu'en dehors de ces cas extrêmes elle défend toujours ses intérêts de façon pacifique. Voire. C'est à oublier les guerres dont on n'est pas fier que sert de ne plus enseigner l'histoire dans les écoles : faire oublier que le système démocratique est aussi prompt qu'un autre à engendrer la guerre dès que les intérêts matériels la réclament.

Il y a longtemps déjà, Anatole France décrivait le système américain avec humour dans 'L'île des Pingouins', et tout en étant lui même républicain, il n'oubliait pas de signaler la compatibilité entre bellicisme et système représentatif : *'A ce moment, un gros homme qui siégeait au centre de l'assemblée monta à la tribune. "Je réclame, dit-il, une guerre contre le gouvernement de la république d'Emeraude, qui dispute insolemment à nos porcs l'hégémonie des jambons et des saucissons sur tous les marchés de l'univers. -Qu'est-ce que ce législateur? demanda le docteur Obnubile. -C'est un marchand de cochons. -Il n'y a pas d'opposition? dit le président. Je mets la proposition aux voix."*

*La guerre contre la république d'Emeraude fut votée à mains levées à une très forte majorité. "Comment, dit Obnubile à l'interprète; vous avez voté une guerre avec cette rapidité et cette indifférence!... -Oh, c'est une guerre sans importance, qui coûtera à peine huit millions de dollars. -Et des hommes...-Les hommes sont compris dans les huit millions de dollars."*

En réalité, la proposition de mon ami anglais est typiquement moderne. Je crois que Winston Churchill aurait assumé la légitimité des armes. Mais l'époque, tout en étant traversée de guerres permanentes, dans lesquelles les 'démocraties' ne sont pas en reste, est d'idéologie pacifiste. Et donc toute guerre que l'on fait est une exception, qui résulte à chaque fois de causes très particulières, dont la plus constante est l'existence d'un ennemi fanatique, qu'il faut bien ramener à la raison. Et donc il faut comprendre le point de vue spontané du démocrate contemporain : une démocratie qui fait la guerre ne fait pas vraiment la guerre. Elle fait la démocratie. Du coup, les guerres anglaises, en particulier, mais cela s'étend aujourd'hui aux guerres américaines et à celles qui sont recommandées par les Nations Unies, ne sont jamais des agressions, puisqu'elles visent à la justice. Si la démocratie c'est la paix, la guerre démocratique est presque une impossibilité logique. Le démocrate anglais, mais non seulement lui, par rapport à cette question, s'est mis dans le cas décrit par Popper de la proposition purement idéologique puisque non falsifiable.

On sait que Popper a construit son argumentation sur la falsifiabilité contre le communisme. Il est donc ironique de se dire que l'argument infalsifiable de mon ami anglais pourrait aussi bien se retourner en faveur du communisme, puisqu'il fallut attendre le troisième quart du vingtième siècle – et une notable évolution des principes et des pratiques – pour qu'un pays s'en réclamant entrât en guerre contre un autre pays qui s'en réclamait également, avec l'invasion du Viet-Nam par la Chine dans les années soixante-dix. Si ce genre de raisonnement vaut quelque chose, le communisme, comme la démocratie, ne faisant la guerre que contre les ennemis de la paix communiste, est lui aussi d'un pacifisme intégral.

Si, pour contester à nouveau les thèses d'Hannah Arendt sur la convergence des 'totalitarismes', on voit bien que les tyrannies du vingtième siècle, qu'elles fussent d'origine révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, furent toutes des régimes brutaux à l'intérieur, il est faux de dire qu'elles furent toutes agressives, et à l'inverse si l'on considère le dossier des deux démocraties principales, les Etats-Unis et leur satellite britannique, le moins que l'on puisse dire est que la démocratie n'est pas sans contestation possible le parti de la non-violence dans les relations internationales. Si l'on s'en tient au vingtième siècle, il est vrai que l'on peut avec quelque vraisemblance opposer l'agressivité du fascisme européen et du militarisme nippon des années trente à l'apparente placidité franco-anglo-américaine : mais il s'agit de l'agressivité des loups maigres par rapport aux bourgeoisies engraisées par des siècles de rapines sanglantes et à grande échelle. Car la France de la Troisième République et l'Angleterre victorienne sont des animaux autrement plus agressifs que l'Italie de Mussolini, l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, la Russie de Staline. Les démocraties ne seraient-elles pas en réalité plus agressives que les dictatures ? Hitler, parmi les non-démocrates avoués, est une exception, mais son exception, c'est surtout l'exception allemande. Si Pétain, Halifax, les conservateurs munichoïses en général, voyaient seulement en Hitler un

nouveau Bismarck, assurément ils se trompaient, mais leur erreur avait un certain fondement de réalité : ils étaient bien en face de l'Allemagne éternelle, dont l'autoritarisme se mariait harmonieusement avec le bellicisme sans que le second soit forcément la conséquence du premier.

Il n'y a en réalité ni pacifisme démocratique ni bellicisme totalitaire. Lorsque sa puissance est écrasante, la démocratie peut bien faire mine d'être douce : cela veut dire qu'elle n'a qu'à montrer ses muscles pour imposer sa volonté, et qu'elle est assez riche pour se payer des mercenaires. Mais l'on constate que la démocratie, que l'on suppose pacifique par nature, est ordinairement surarmée. *Si vis pacem, para bellum*. Et s'il lui arrive de manquer à cette prudence élémentaire, comme l'Angleterre dans les années trente, la suite montre bien qu'il ne s'agissait que d'un assoupissement temporaire. Caractériellement, le chef démocratique de temps de guerre a beaucoup en commun avec le chef autoritaire. Ainsi, de Gaulle, Churchill, Roosevelt ressemblent-ils davantage à leurs homologues, alliés ou ennemis dans la guerre civile mondiale : Franco, Hitler, Mussolini, Staline, qu'à leurs prédécesseurs respectifs. La raison en est que le pouvoir ne saurait avoir plusieurs logiques : il s'agit toujours d'imposer sa volonté. Et dans des circonstances extrêmes, il faut l'imposer contre de fortes résistances, car il s'agit d'imposer des sacrifices. L'Angleterre churchillienne, c'est simplement l'Angleterre véritable : tout l'inverse d'un pays doux et pacifique.

Aujourd'hui, la violence guerrière est tolérée tant qu'elle est maintenue en périphérie : les démocraties font surtout la guerre à l'extérieur. Les Etats-Unis ont découvert à l'occasion de leur guerre perdue de 1965-1975 les deux conditions auxquelles une agression militaire ne suscite pas d'opposition en démocratie : il faut d'abord qu'aucune image non fabriquée par les services de propagande ne puisse filtrer. Il importe ensuite qu'il n'y meure que des étrangers, ou à la rigueur des militaires professionnels, si possible recrutés dans les couches les plus défavorisées de la société. Cette leçon fut inculquée aux élites états-uniennes pendant la guerre du Viet-Nam par les erreurs symétriques de l'administration Johnson, puis de l'administration Nixon, qui avaient procédé à la conscription des étudiants et laissé les journalistes rapporter des images. Une telle erreur n'a pas été répétée, et la guerre est facilement devenue un état si habituel qu'elle en a perdu jusqu'à son nom de 'guerre' partout ailleurs que dans les annonces journalistiques, où la '*guerre contre le terrorisme*' est nommée du même souffle que la '*guerre contre la pauvreté*' ou '*contre la pollution*'.

"La paix, le pain, la liberté" : c'était naguère un slogan minimal. Or si l'on maintient, voyant se comporter, par exemple les Etats-Unis, qu'il s'agit bien d'une démocratie, et même du modèle le plus parfait de la démocratie, alors on est en droit de réexaminer la question de l'idéal démocratique lui-même. Quelle peut être la valeur d'un système politique qui ne survit qu'au prix de guerres d'agression incessantes ? Et l'érosion de toutes les autres valeurs humaines n'en découle-t-elle pas automatiquement ?

Dans la guerre lorsqu'elle a lieu, si l'on met de côté le cas de l'Allemagne nazie, clairement aberrant, et du Japon, qui relève d'une autre civilisation avec un rapport différent à la vie et à la mort, les démocraties se comportent à peu près comme les dictatures. Au plan intérieur, diverses remarques que l'on trouve éparées dans les mémoires de guerre de Churchill donnent une idée de ce qu'est pour les Anglais, une



dictature collective en temps de guerre : une dictature exercée sur le peuple par lui-même, extrêmement rigoureuse et extrêmement efficace. Ceci signifie qu'il n'y a pas forcément de dictature personnelle, ni de brutalité sociale aggravée. En Angleterre, le corps gouvernant demeure le Parlement, le système pénal demeure inchangé. Churchill, en temps de guerre, n'est toujours que le premier des serviteurs de l'Etat. Il reste constitutionnellement subordonné au roi et révocable par le Parlement. Ses conceptions stratégiques et ses initiatives opérationnelles ne peuvent s'exécuter que si elles rencontrent l'assentiment des grands chefs militaires. Ceci lui permet en plus d'une occasion de rejeter sur eux la responsabilité des échecs. La dictature appartient en fait au Parlement, déléguant ses pouvoirs exécutifs au Cabinet de Guerre, révocable sans préavis. Mais au niveau de la vie sociale quotidienne, le civisme est poussé jusqu'à la contrainte la plus absolue. « *I doubt whether any of the dictators had as much effective power throughout his whole nation as the British War Cabinet* » remarque également Churchill. Un exemple : avec le début du premier Blitz, qui s'étend en gros de l'été 1940 à la fin de 1941, furent instituées les fonctions de *roof watchers* et de *fire-guards*, personnel dédié au lancement des alertes et à la lutte contre les incendies. Churchill rapporte dans ses mémoires de guerre comment ces tâches pénibles et dangereuses furent tout d'abord remplies par des volontaires. Puis elle devinrent, l'expression est intéressante '*compulsary by mutual consent*' : c'est à dire que chacun y était astreint sans pouvoir refuser, mais sans que cette obligation résulte non plus d'un règlement. Il s'agit d'un dépassement de l'Etat de droit, et non pas de la régression vers une forme archaïque que représente la dictature ordinaire. En matière intérieure, le passage de la paix à la guerre, chez les Britanniques, est nettement signifié par le passage d'un gouvernement partisan à un gouvernement d'Union nationale : sous celui-ci, il n'y a plus de droits des minorités, car il n'y a plus ni majorité ni minorité, et les droits de la collectivité sur les individus sont pratiquement sans limite. Ils ne sont pas en particulier limités par la loi. C'est donc en Angleterre que l'on voit apparaître quelque chose qui ressemble à cette situation que Hannah Arendt désigne du mot de *totalitarisme*. Et l'on vit en effet que la mobilisation des forces du pays fut plus intense en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, où, pour donner un exemple, la mobilisation des femmes pour le travail demeura jusqu'à la fin marginale. Il n'y a donc pas de guerre démocratique au sens où la démocratie représenterait la plus grande extension des libertés individuelles.

Une claire dichotomie entre les conditions de guerre et les conditions de paix, et même une morale de guerre et une morale de paix, est explicite chez Churchill : tant que la paix dure, l'homme d'état a le devoir de la faire durer en réglant les différents internationaux par la négociation, et en respectant les droits des parties minoritaires à l'intérieur, des petits pays à l'extérieur. Dans la guerre en revanche, tous les coups sont permis. « *Inter arma silent leges* » : Churchill propose cette citation en commentaire et en justification de l'invasion préventive de l'Iran en août 1941, tout à fait comparable dans ses principes et ses motivations à l'invasion tant blâmée de la Finlande par l'Union soviétique. Au total, l'état politique d'un pays en guerre est toujours une dictature agressive, dont le style seul rappelle l'existence d'un caractère national spécifique : dans le cas britannique, le goût de l'exploit. Dans le cas italien, une certaine humanité. Dans le cas américain, le pragmatisme. Dans le cas soviétique, la bravoure. Dans le cas allemand, la rigueur. Dans le cas français, selon le cas, le panache ou la témérité. Dans

le cas espagnol, la fascination de la mort. Dans le cas japonais, le sens du sacrifice. Ces différences mises à part, la contrainte sociale est la même de la Catalogne anarchiste au Japon impérial. En Angleterre, il y a de la démocratie dans la guerre si l'on entend par là l'existence de procédures de décision fixes et s'imposant à tous : mais alors, on est surpris de constater qu'il en a aussi dans les pays que l'on nomme totalitaires. Si les positions hiérarchiques sont beaucoup plus fluides, incertaines, et occultes dans le système nazi, cela ne signifie pas que Hitler puisse toujours faire prévaloir sa volonté, ni que son contrôle soit total sur les opérations militaires. Ainsi au début de la campagne de Lybie, dans le cadre de ses responsabilités, Rommel n'est-il pas moins libre vis-à-vis de Hitler qu'Auchinleck vis-à-vis de Churchill. Pourtant Hitler a fini par liquider Rommel. C'est cela que nous retenons : et cela montre bien que ce qui nous importe le plus lorsque nous parlons de démocratie n'est pas affaire de mécanique institutionnelle. Quant au fonctionnement de l'appareil étatico-militaire, la différence entre l'Angleterre, l'Allemagne et la Russie est de style plutôt que de substance : mais c'est justement ce style qui importe le plus. En le nommant *démocratie*, nous attribuons à une architecture politique des vertus qu'elle n'a pas, et qui sont bien plutôt de l'ordre des moeurs, fruits de l'Histoire, du passage du temps, de la mémoire collective.

L'Angleterre churchillienne, ou l'Amérique de George Bush, c'est seulement la Nation lorsqu'elle jette le masque. Dans l'ensemble, les pays que nous disons démocratiques sont, internationalement, des pays durs, dotés d'une armée efficace et d'une diplomatie réaliste, tout comme autrefois la république romaine. Partout et toujours, la politique et les relations internationales sont des domaines où la force prévaut, et les grandes démocraties sont régulièrement engagées dans des phénomènes de violence. Le monde est plein aujourd'hui de grandes démocraties militaires, et extrêmement agressives. Peut-être faut-il en conclure que de la démocratie, deux-cents ans après les révolutions qui s'en sont réclamées, seul le mot est resté : mais peut-être aussi que le mot de 'démocratie' lui-même n'est que la pièce principale d'un vaste système phraséologique visant à dissimuler la nature réelle des grandes sociétés économistes et techniciennes.

Lorsque l'on fait le bilan de l'Histoire, on souligne immédiatement que les totalitarismes du vingtième siècle ont fait des millions de victimes. C'est probablement exact, et cela nous choque parce que nous considérons que leurs idéaux ne valent rien, toutes ces morts étaient inutiles. Mais la conquête et la défense de ce que nous appelons démocratie, qui était en même temps la défense de nos systèmes politiques et sociaux, et de nos traditions nationales, c'est à dire aussi la défense de tout un système avec ses excès et ses injustices, ont elles aussi exigé le sacrifice de vies humaines en très grand nombre. Même si l'on croit que la système démocratique est la clé de je ne sais quel bonheur universel, il reste que les morts pour la liberté sont innombrables, et tous n'étaient pas consentants. Au moins, dit-on, les morts des guerres démocratiques sont morts pour une grande cause. A nouveau : c'est ce qu'il s'agit de démontrer, mais si possible en évitant l'argument de la paix puisque celle-ci est un voeu plutôt qu'un fait.

Devant les méfaits de l'Etat démocratique moderne et de son instrument militaire, le démocrate n'est pas le dernier à invoquer le proverbe cynique : *"on ne fait pas d'omelette sans casser d'oeufs"*. Il appelle cela du réalisme. Mais pour que la démocratie vaille mieux que ses ennemis, et que sa défense ne s'écroule pas, il faudra alors que sa supériorité repose sur autre chose que sa supposée modération. Le plus souvent, la

défense de la démocratie repose sur des préférences arbitraires et elle est circulaire : puisque la démocratie est bonne, les moyens qui y concourent sont recommandables. Voilà à quoi tout se ramène. Mais au passage, on défend une démocratie qui a perdu son innocence. Un régime doux et parfait ne devrait-il pas se généraliser par la simple force de l'exemple ? Et, si cela n'arrivait pas en pratique, ne devrait-il pas s'y résigner ? Ne devrait-il pas se contenter de se défendre lorsque sa survie même est en cause ? Lorsque nos entreprises militaires n'ont pas la justification de la légitime défense, nous les justifions par la bienveillance. Nous affectons de vouloir que tous les pays soient aussi démocratiques que nous. Mais pourquoi ce besoin que nous avons de répandre nos moeurs politiques ? Des moyens aussi brutaux que ceux que l'on emploie de façon récurrente contre des dictatures hostiles visent à faire progresser la démocratie en général, et sont donc dans l'intérêt même des populations qui en sont dans un premier temps les victimes : justification qui soulève la question de la proportion entre les coûts et les bénéfices, et qui suppose en outre que l'on soit déjà et par ailleurs converti à ce système.

Au total, l'idéal démocratique a-t-il demandé moins de sacrifices que le totalitarisme ? C'est difficile à dire. Pour partie, les victimes de la démocratie et celles du totalitarisme sont d'ailleurs les mêmes, puisque l'histoire du vingtième siècle est pour l'essentiel celle de l'affrontement entre ces deux familles de domination, et qu'elles sont donc, globalement, les victimes d'une même guerre. Les combattants du Viet-Cong passés au napalm par l'aviation américaine sont-ils à décompter comme des victimes du communisme ou de l'anticommunisme ? Tout ce que l'on peut dire dans un premier temps, c'est qu'ils furent victimes de contradictions dont la question est justement de décrire la logique. La comptabilité des morts ne tranche rien tant que l'on n'a pas fait le choix d'une bonne fin de l'Histoire. Il faudrait pouvoir universellement s'entendre sur une fin souhaitable de l'Histoire -si cette question avait un sens : et la comptabilité des victimes n'aurait alors plus aucune pertinence, parce que personne ne peut dire quel est le niveau des sacrifices acceptables par rapport à un but à atteindre. Mais en pratique, il n'y a pas de bonne fin de l'Histoire sur laquelle tous s'entendent. Et donc, si l'on compare des systèmes politiques, il faut le faire sur la seule base de leurs résultats connus. Il faut tout mettre, coûts et bénéfices, dans la balance, même si l'on ne sait pas comment pondérer les coûts et les bénéfices.

Le nazisme, le communisme dans sa version léniniste mettaient ouvertement leurs fins pratiques au-dessus de tout, soit qu'elles consistassent à garantir un certain destin à un certain peuple, soit qu'elles fussent d'ouvrir certaines perspectives nouvelles à l'humanité dans son ensemble. A l'inverse des pouvoirs totalitaires, pour qui la fin justifie à elle seule les moyens, le pouvoir démocratique justifie ses actes, au-delà de l'intérêt général de l'humanité dans le long terme, par le respect dès aujourd'hui de certaines valeurs fondamentales. Mais quelles sont les valeurs dont l'Etat démocratique réel ne démontre pas qu'en pratique il ne les respecte pas, puisqu'il ose exactement tout ce qui est nécessaire dès qu'il s'agit de sa propre survie et de sa propre expansion ? Et si l'on explique que la démocratie est certes imparfaite, mais indéfiniment perfectible, en quoi l'argumentaire démocratique ne fonctionne-t-il pas exactement comme celui des totalitarismes millénaristes ? Si l'on comprend qu'une dictature fondée sur la domination vise à étendre le champ de ses déprédations, si le socialisme prévoit dans sa

théorie même que l'extension mondiale est une de ses conditions de possibilité, l'impérialisme d'une démocratie demeure inexplicable : et cela donne à penser que le mot même de démocratie n'est rien de plus qu'un argument de propagande.

Le système parlementaire et représentatif est contre la nature des choses parce qu'il dénie et dissimule le caractère irréductible des conflits d'intérêts. Et naturellement il ne travaille qu'au maintien d'un état des choses. Tôt ou tard, l'immobilisme et l'irénisme démocratiques conduisent à des convulsions violentes : les démocrates disent que la violence est le contraire de la démocratie, puisque l'une apparaît quand l'autre se meurt. Les deux en réalité font système, tout comme, synchroniquement, les démocraties riches avec les dictatures pauvres leurs alliées, ou leurs victimes. La démocratie est experte lorsqu'il s'agit de transférer ses tensions intérieures, ailleurs dans l'espace ou plus tard dans le temps. En attendant que les choses tournent au pire, le système parlementaire occupe la scène comme un chef d'orchestre auquel aucun instrumentiste n'obéirait. La réaction habituelle du démocrate devant la difficulté ou même la catastrophe, c'est d'en parler. Simplement d'en parler. C'est à dire qu'il fait comme si l'explicitation des contradictions revenait à les surmonter.

La vie parlementaire est un peu comme la cure psychanalytique selon Freud, qui considère les mots comme un remède. Mais la maladie dont on parle n'en progresse pas moins, et en politique aussi c'est toujours à la fin la réalité qui finit par s'imposer. C'est à dire qu'éclate la guerre, civile ou étrangère. A ce point, les électeurs, qui ont cru pouvoir toujours tromper et contraindre par procuration (soutien aux dictatures chez nos partenaires commerciaux du monde pauvre), cacher leurs intérêts derrière des principes généreux (blocus humanitaires divers contre les dictatures qui entravent nos intérêts), laisser autrui perpétrer les méfaits qui leur étaient nécessaires tout en affectant de n'y être pour rien (opérations néo-coloniales américaines), finissent par devoir régler eux-mêmes leurs propres comptes. Ils se retrouvent un jour en face de leurs victimes et de leurs ennemis. Alors ils se donnent un chef, et il n'est plus, pour un certain temps, question de démocratie. En quelques heures ou en quelques jours, on change à la fois de personnel et de pratiques -mais plus généralement de pratiques que de personnel. Après avoir, par inertie et ineptie laissé s'accroître jusqu'au point de rupture les contradictions et les injustices, la démocratie de carton-pâte, comme le simple décor qu'elle était, s'efface pour laisser la violence s'exercer et résoudre la crise qu'elle a laissée mûrir.

## 8. Fascisme et antifascisme

De la démocratie nous ne savons finalement ni ce qu'elle est, ni à quoi elle tient. Et l'on ne dit pas non plus souvent en quoi consiste exactement le *fascisme*, dont on parlait naguère du côté de la gauche communiste pour désigner tout ennemi. Mais de ce

dernier, il n'est plus question depuis la quasi-disparition de toute opposition à la domination idéologique de l'idéal démocratique. A la place, on entend parler du '*totalitarisme*', mot en vogue depuis Hannah Arendt et qui permet, au prix de grosses approximations que je vais contester, d'associer le *fascisme* au *communisme* dans un même discrédit. Ce balancement suivit en Amérique le passage de l'alliance contre l'Allemagne à la guerre dite 'froide' entreprise, ou plutôt reprise, après l'intermède de la seconde guerre mondiale, contre sa vraie rivale l'Union soviétique.

Les bourgeoisies qui dans l'occident riche détiennent la monopole du pouvoir ont en matière internationale des moeurs qui ne permettent pas de les dire antifascistes. Qu'elles eussent dans le passé déjà manqué au moins une bonne occasion de l'être n'est pas à démontrer. On se souviendra sans doute que non seulement le fascisme italien, mais ses rejetons plus sanguinaires, le franquisme et le nazisme mirent un certain temps à se perdre de réputation. Parce qu'ils étaient nés en réaction contre le projet bolchévique de révolution mondiale, ils ont d'abord rencontré la compréhension et même la sympathie de toutes les bourgeoisies du monde. C'est seulement avec l'agression allemande de 1940 que l'hostilité devint générale en France et en Angleterre à une seule forme de fascisme, et encore pour des raisons purement nationales et même chauvines. Ce manque d'intelligence, et même de *goût*, allaient se payer d'une guerre effroyable, mais probablement inévitable, puisque nos guerres sont en continuité avec nos révolutions, et sont le prix à payer pour l'injustice et le désordre du système social planétaire.

L'attitude des bourgeoisies française et anglaise dans les années trente s'explique par la défense opiniâtre d'intérêts bien réels, mais elle est devenue presque incompréhensible aujourd'hui. On a peine à croire à l'ineptie des politiciens démocratiques en face de Hitler, Mussolini et Franco : mais leurs ruses leur réussissaient d'autant plus immanquablement que leurs dupes -les classes moyennes avides de tranquillité- éprouvaient un furieux besoin de s'y laisser prendre. Le moment épiphanique de cette configuration fut la conférence de Munich. Et lorsque le second Munich échoua à l'automne de 1939 et que l'Angleterre fit la guerre pour la Pologne, son effort contre le fascisme hitlérien ne se conçut qu'en bonne entente avec les fascismes espagnol, polonais, finlandais, et quelques autres. Il n'y eut jamais de guerre de la *démocratie* contre le fascisme. Tantôt par faiblesse et démagogie, tantôt par haine et crainte des mouvements révolutionnaires, la politique de la France et de l'Angleterre pendant les années trente revint à un refus de s'engager en faveur de la *démocratie* idéale, avec laquelle les démocraties de fait ne coïncidèrent jamais. On peut même parler d'une préférence inavouée pour ses ennemis.

C'est le secret de Polichinelle le mieux gardé de l'histoire contemporaine : jusqu'à la guerre elle-même, les classes dirigeantes européennes étaient pro-nazies, et cette sympathie n'avait rien à voir avec l'intérêt national. Il faut lire, sur la trahison caractérisée des milieux technocratiques et financiers, les ouvrages d'Annie Lacroix-Riz et en particulier sur le pro-nazisme français des années trente, « *Le choix de la défaite* », Armand Colin, Paris, 2006.

La recherche historique montre que dans l'étrange défaite française, il y eut du consentement à la défaite. En France, les élites étaient -sont toujours- par rapport à

l'Allemagne dans une situation d'envie comparable à celle qui prévaut aujourd'hui par rapport aux Etats-Unis, à la fois honnis et imités. L'Union Soviétique était ostracisée en raison de son hérésie collectiviste, tandis que l'Allemagne nazie, en dépit de son agressivité, était considérée comme une force avec laquelle on devait pouvoir s'entendre. Des conquérants, l'Europe en avait supporté et digéré d'autres. L'ennemi le plus redouté n'était pas le conquérant étranger, mais le mouvement ouvrier autochtone. Daladier s'aplatissait devant les chantages nazis mais il avait, aux yeux des possédants, le mérite d'être anticommuniste. Telle était la raison de sa popularité. Et de même Hitler. Prendre Hitler pour Bismarck : ce serait l'erreur déterminante de Pétain. Un Bismarck qui mettrait la France au pas : voilà comment Hitler était considéré.

En France , il y eut ensuite la '**Collaboration**', qui rendit les choses bien claires : mais pour ce qui concerne l'Angleterre, en dépit de la lutte qui finit par se livrer, on manquerait quelque chose à ne pas percevoir les convergences entre le militarisme prussien et l'aristocratie britannique. On parlait avec Hitler comme on ne parla jamais avec Staline avant que la guerre en fit un allié obligé. Aussi n'est-ce pas sans justification qu'Hitler espéra longtemps trouver un compromis acceptable avec l'Angleterre, où l'on caressait des espoirs correspondants. Hitler ne voulait pas une guerre longue avec l'Angleterre : non pas qu'il lui voulût du bien. Mais son projet était plutôt de pousser la Russie contre elle en Orient.

Il n'est pas étonnant que des hommes comme Chamberlain aient donné tout droit dans les pièges tendus par Hitler. Pour tout bourgeois occidental, pour quiconque était avant tout soucieux d'en finir avec la menace bolchévique, Hitler était un allié possible parce qu'en dépit de la nouveauté baroque de son style politique il était facile de voir à quel point il était l'ennemi naturel de tout objectif révolutionnaire : et ceci lui valait en France et en Angleterre de nombreuses complicités par les mêmes mécanismes qui avaient conduit après 1789 les absolutismes de l'Europe entière à secourir leur vieille rivale, la monarchie capétienne.

Les bourgeoisies préféraient Hitler. A cela quelques raisons il est vrai : Hitler a des comptes à régler mais il ne veut pas tout casser. Il pense que ses projets, aussi bouleversants soient-ils, peuvent harmonieusement s'intégrer à l'architecture des grands impérialismes guerriers. Il admire l'Angleterre et il est convaincu de pouvoir passer un *deal* avec elle pour partager la domination mondiale. Au fond, ses projets, vus de Londres, peuvent sembler modérés, et il est traité en modéré par les pays du capitalisme anglo-saxon, ce qui ne s'appelle pas encore la '**communauté internationale**', mais prétend déjà représenter ni plus ni moins que la civilisation, la justice et le progrès.

Ce n'est pas sans quelques raisons parfaitement défendables, et bien défendues par les meilleurs esprits collaborationnistes, de Philippe Henriot à Alfred Fabre-Luce, que les bourgeoisies anglaise et française, qui aiment parler de totalitarisme aujourd'hui pour égaliser nazisme et communisme, pensèrent à l'époque que les deux cas étaient différents, et à l'avantage du nazisme. La chose est tue aujourd'hui, et l'on comprend bien pourquoi : car ce qui est désolant, c'est le sens dans lequel elles inclinèrent. Pour un conservateur anglais ou français, la menace et l'aversion n'étaient pas égales entre Staline et Hitler, et c'était Hitler qui semblait le moins antipathique. Churchill, qui les met à égalité et pousse le pragmatisme jusqu'à s'allier avec le premier contre le second,

est une exception. De même de Gaulle dans la bourgeoisie française brise des tabous et prend des risques lorsqu'il travaille à inclure la résistance communiste dans la France combattante. Au moment de la Guerre d'Espagne, Churchill avertit Blum tout à fait franchement de la hiérarchie qui prévaut en Angleterre lorsqu'il s'agit de dévaluer le péril communiste et le péril fasciste. Il dit, pour le dissuader de céder aux pressions de la Gauche pour qu'il revienne sur l'embargo sur les armes pour la République : « *I'm sure if France sent airplanes, etc., to the present Madrid Government, and the Germans and Italians pushed in from the other angle, the dominant forces here would be pleased with Germany and Italy, and estranged from France..* ». Il va de soi que ce sentiment, qui s'exprimait de façon caricaturale dans la bourgeoisie Française par le slogan « *Plutôt Hitler que le Front Populaire* », était aussi celui de Churchill lui-même, tout antinazi qu'il fût. Cette vindicte anticommuniste devait résister à toutes les expériences. A preuve un propos rapporté par John Colville (*The Fringes of Power*) : en plein Blitz, le 13 octobre 1940, dans une conversation entre Churchill et ses collaborateurs immédiats, la question est soulevée des mesures à prendre contre la *Cinquième colonne*. Winston déclare répugner à lever l'Habeas corpus, mais ajoute que dans ce cas il faudrait d'abord s'en prendre aux communistes, beaucoup plus dangereux. On sait que l'anticommunisme Churchillien devait se concilier avec l'alliance loyale avec Staline, et trouver en Grèce le terrain de sa démonstration la plus manifeste, après s'être fait sentir négativement par le refus britannique d'apporter le moindre soutien aux mouvements de résistance d'Europe occupée dès lors qu'ils étaient animés par des communistes. Partout où il y avait des communistes, Churchill, et l'ensemble du monde anglo-saxon avec lui, voyaient une menace plus terrible encore que celle du nazisme. Telle était leur échelle des valeurs.

En réponse à la menace bolchévique, il n'y eut pas cette fois de manifeste de Brunswick, mais il y eut, tout aussi explicites, l'abandon de l'Espagne républicaine, puis le refus de la main tendue par Moscou, et enfin Munich. Sur les responsabilités des dirigeants anglais et français dans les succès initiaux de Hitler, Churchill s'exprime sans ambiguïté dans ses mémoires de guerre. Parmi les principaux reproches qu'il fait à Chamberlain figure celui de ne pas avoir saisi les offres de Litvinov, représentant de l'Union soviétique à la Société des Nations, en vue d'un appui concerté à la Tchécoslovaquie, le 21 septembre 1938. L'Union soviétique s'engageait à intervenir militairement aux côtés de la France et de l'Angleterre en cas d'agression allemande. Churchill commente en ces termes la ligne suivie par Chamberlain : “*This public and unqualified declaration by one of the greatest powers concerned played no part in Mr Chamberlain's negotiations, or in the French conduct of the crisis. The Soviet offer was in effect ignored. They were not brought into the scale against Hitler, and were treated with an indifference – not to say disdain- which left a mark in Stalin's mind. Events took their course as if Soviet Russia did not exist. For this we afterwards paid dearly.*” Certes : dans tout jugement relatif au pacte germano-soviétique, il faut tenir compte de Munich, dont il est la conséquence, seulement différée d'un an. Elargissant la leçon que Churchill tire de la séquence, nous pouvons dire que les peuples européens ont payé très cher l'antisoviétisme borné de leurs classes dirigeantes.

En raison même de sa résolution antifasciste ultérieure, Churchill est tristement exemplaire de la longue complicité démocratique avec le fascisme : une complicité qui

dans son cas ne devait rien ni à la lâcheté, ni à l'esprit de trahison, ni à une bêtise générale, mais à un anticommunisme obtus, lui même le produit d'une position de classe inébranlable, et surtout à un égoïsme national qui se traduit comme pragmatisme et comme opportunisme, en dépit des proclamations de principe. Les deux traits s'articulent sans se confondre, et sont nettement hiérarchisés. Pour l'anticommunisme, un exemple extrême se propose. A propos de la guerre d'Espagne, après une relation des faits manifestant une évidente préférence pour le point de vue franquiste, Churchill se dit neutre. Sa philosophie sur le sujet peut se résumer comme suit : le communisme est le mal politique absolu. Le fascisme est un résultat du communisme, qui l'égalise en nocivité. Dans le conflit qui les oppose en Espagne, et qui découle de l'immaturité politique du peuple espagnol, il y aura un vainqueur, et au fond peu importe lequel : ce sera de toutes façons un ennemi. Churchill ne veut pas pousser l'analyse plus loin : son préjugé d'Anglais et d'aristocrate lui interdit de voir ce que le communisme représente vraiment dans les pays du camp démocratique, ni même de se demander si dans la République espagnole la politique se réduit à la domination absolue du parti communiste. Il appelle la République *'le camp communiste'*, soumis à ses yeux à une bande d'assassins sans scrupules. Telle sera toujours sa vision du communisme, qui explique peut-être aussi l'attitude alliée vis à vis de la Résistance française. Au fond, le sort des Espagnols n'intéresse pas Churchill, dans la mesure où il n'en attend pas d'impact sur le destin de l'Empire britannique : et c'est pourquoi il ne se donne pas la peine d'examiner les choses de près. Non pas qu'il se trompe sur ce qui lui importe. Il est vrai que rétrospectivement, la politique de non-intervention poussée par l'Angleterre eut peu d'inconvénients du point de vue des intérêts anglais, et qu'il est demeuré indifférent au cours de la seconde Guerre mondiale que l'Espagne soit une obligée d'Hitler plutôt que de Staline. Peut-être Churchill a-t-il des raisons de se douter de ce qui va se passer, car il dispose d'informations sur la situation géostratégiques du pays qui sont probablement ce qui a déterminé la neutralité espagnole et l'ingratitude de Franco envers les dictateurs. Churchill n'exprime aucun regret quant à l'issue ultime. Aucun regret pour le peuple espagnol : c'est sans doute qu'à ses yeux, fascisme et communisme s'équivalent, il n'y avait pas de bonne issue possible. C'est se contenter de beaucoup d'approximation, mais l'idéologie peut se donner libre cours tant que cela n'a pas de conséquences pour l'Empire britannique. Et donc Churchill approuve une non-intervention dont il admet qu'elle est toute théorique. Il fait remarquer que Soviétiques, Allemands et Italiens ne la respectent pas, mais fait semblant de croire que du coup cela rétablit l'égalité de traitement entre les parties, en dépit de l'énorme disproportion des forces qui conduit jour après jour à la défaite inéluctable du camp républicain. Il approuve que l'Angleterre aille jusqu'à menacer la France si elle persiste à remettre en cause l'isolement de la République. La guerre une fois terminée, le sujet ne l'intéresse plus. D'ailleurs, Churchill n'est pas un homme qui exprime des regrets, même lorsqu'on peut supposer qu'il en éprouve, et ce sujet n'est pas le seul sur lequel il fasse silence ou glisse adroitement. Qu'il s'agisse de ses échecs, de ses excès, ou de ses coups fourrés, Dieppe, Dresde, Narvick, la campagne Grecque, Arnheim, l'assassinat de Darlan, la mainmise sur la Perse, et après la victoire le viol de la Grèce ou le lâchage de la Pologne, sa réaction de mémorialiste est toujours la même : bien polir sa statue devant l'éternité, au prix éventuellement du déni, de l'ellipse ou de l'omission. Mais en l'occurrence, ce qu'il dit de l'Espagne relève d'une autre démarche : la simplification



grossière, probablement nourrie par une ignorance elle-même fondée sur le désintéret et le refus de s'informer. Pour Churchill, l'Espagne n'est apparemment qu'une vaste contrée stérile au nord de Gibraltar, et qui ne représente ni une menace, ni un enjeu. En tant qu'homme d'action, la différence entre Churchill – en dépit de ses points d'aveuglement - et tant d'autres conservateurs anglais est l'intelligence. Son intelligence et la vastitude de ses vues lui interdisent de perdre de vue les considérations pragmatiques, et celles-ci l'emportent chaque fois que des intérêts sont en jeu. Le pragmatisme qu'ils partagent explique sans doute que Staline et Churchill se soient bien entendus. Les considérations pragmatiques travaillent contre l'Espagne. Plus tard, le préjugé aristocratique n'ira pas jusqu'à interdire une collaboration fructueuse avec Staline et l'Union soviétique, par rapport auxquels les jugements de Churchill sont aussi équilibrés, et souvent éclairants, que les jugements sur les communistes européens peuvent être sommaires et injustes. Entre Staline et Churchill : nous avons affaire à une véritable communauté d'esprit, qui s'étend aussi bien à Roosevelt. Solidarité et complicité de seigneurs. De fait, il n'y a pas de différence entre les principes de la politique churchillienne et ceux de la politique stalinienne telle qu'elle devait culminer dans le pacte germano-soviétique. Si de Gaulle est tenu en suspicion et marginalisé, ce n'est pas seulement parce qu'il représente peu de divisions dans l'absolu, mais davantage encore en raison de l'écart entre ses forces et ses prétentions. Parce qu'il croit qu'on peut, indépendamment de l'action, se faire le héraut d'un pays idéal. De Gaulle relève d'un fonctionnement mental différent et donc inquiétant. Par rapport à de Gaulle, pour qui il éprouve une sympathie spontanée, Churchill exprime son admiration, mais il juge excentrique de mettre en avant des principes que l'on n'a pas les moyens de faire prévaloir. Tout change évidemment lorsque de Gaulle devient le maître effectif des destinées françaises. L'idéal démocratique dans sa version universaliste n'est pas chez Churchill un ressort de l'action. Autant son adhésion au système de gouvernement de son pays est sincère, et sa résolution non pas seulement de sauver les coutumes anglaises, mais de les maintenir intégralement pendant l'épreuve, de les porter au coeur même du conflit, autant son scepticisme est total par rapport au projet de politiser l'univers à l'image de l'Angleterre. Churchill incarne parfaitement l'attitude constante de son pays : il peut faire partie de ses plans d'abattre des tyrannies, mais ne croit pas devoir ni pouvoir se mêler d'instituer d'autres Angleterres là où l'anglais n'est pas parlé. Les termes que nous emploierions pour décrire un tel programme : *démocratie, droits de l'Homme*, etc.. font à peine partie de son vocabulaire.

Si l'on accepte la préférence pour les moyens violents comme critère de reconnaissance du fascisme, alors on doit aussi admettre que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, non seulement il n'a pas disparu, mais qu'il s'est généralisé. On connaît le mot prêté à Napoléon devant les morts de son armée : *'Une nuit de Paris réparera cela'*. C'est cette désinvolture devant le carnage des batailles qui sera la marque du chef totalitaire. A titre personnel, Napoléon était pourtant un progressiste et un révolutionnaire. On rapporte même parfois qu'il était une âme sensible. Ce qui permettait de concilier la sensibilité romantique avec la guerre à coups de canons, c'était l'enthousiasme de la révolution démocratique. Mais laissons Napoléon : il serait injuste d'en faire un cas particulier. On trouve en réalité du fascisme dans tout établissement démocratique guerrier. Dans les temps modernes, Montgomery vicomte d'El Alamein

sortait du même tonneau que Napoléon, Franco, Hitler. Et aussi Patton, MacArthur, Koenig, et tant d'autres aujourd'hui honorés dans les mêmes fournées que leurs contraires idéologiques qui se battaient pour la liberté et l'égalité. Il est interdit de dire ce genre de choses pour les américains et les français dans leurs pays respectifs, mais pendant la seconde guerre mondiale, plus d'un membre de la haute société britannique, rien moins que gauchiste, considérait Montgomery comme un fasciste. A preuve ce témoignage de John Colville, secrétaire particulier de Churchill : « *Leo [Russell] told me he had resigned from Monty's staff in France a. because of the bombing of French towns, much of which he had reason to think unnecessary from the military standpoint, b. because Monty allowed his own staff to loot and rejected Leo's protests, c. because Monty was at heart a fascist.* Et plus loin : « *Tommy Lascelles just back from visiting the front with the King, agrees with Leo that Monty is one of nature's fascists* » . L'opération d'Arnhem n'est qu'un signe de plus de son attitude par rapport au risque consenti pour les troupes placées sous son commandement. Soupçon confirmé par Pierre Messmer dans sa présentation de la stratégie d'assaut frontal adoptée à El Alamein. Monty, en tant que général, est de la famille des Bonaparte et des Nivelle : il considère que la troupe est de la *chair à canon*, et l'époque veut que ce qui vaut pour la troupe vaille aussi pour les populations civiles. Et que dire alors de Harris et de Portal ? Ou d'ailleurs de Passy ? De Frenay ? De Massu, d'Ozarès -des héros par ailleurs : mais voir en eux des *démocrates* suffirait à vider le mot de tout sens.

En 1940, les gens lucides savaient depuis longtemps que l'aviation serait la nouvelle reine des batailles : et il s'en trouvait du côté britannique. T.E. Lawrence décrit dans 'The Mint', qui est le journal de sa vie dans la Royal Air Force dans les années vingt, sa fascination pour cet instrument qu'est l'avion. Depuis 1918 tous les états-majors avaient pris conscience des possibilités ouvertes par l'aviation, et rêvé la guerre totale. Ils avaient pu voir que l'aviation permet des actions offensives dirimantes au pur plan des forces opérationnelles. Mais il n'y a pas que cela. L'avion de bombardement lourd à grand rayon d'action permet aussi de s'en prendre en profondeur à tout le capital productif d'un pays ennemi : et cela, seuls les Anglais, puis à leur suite les Américains, en tirèrent les conséquences pratiques. Ni les Allemands, ni les Français, ni les Russes, ni les Japonais, ne lancèrent jamais un programme de construction à grande échelle de quadrimoteurs comparables aux *Lancaster* et aux *Forteresses volantes*. Et en dehors du *Blitz* sur l'Angleterre dans la première année de la guerre seuls l'Allemagne et le Japon assistèrent à des tentatives de destruction systématique de leurs villes.

Ce qui est ici significatif, c'est que contrairement sans doute aux chefs nazis les Anglais n'étaient ni aveugles ni indifférents aux implications morales de ce qu'ils faisaient : '*We had started the war morally opposed to the bombing of civilian populations, and now we were pursuing it on a horrifying scale. How had this come about ?*' Les plus hauts responsables se posaient de telles questions en leur for intérieur, mais elles n'avaient pas part au débat. La seule différence entre les nazis et les alliés était de l'ordre du for intérieur. Dans la guerre moderne les outils imposent leur logique, et toute l'argumentation morale que l'on entend parfois aujourd'hui relève exclusivement de la justification rétrospective. Sir David Fraser constate avec mélancolie : '*That such kindly, sensitive men as Portal and Brooke believed in the policy bears simple witness*

*to the brutal influence imposed upon the principal actors of all nations by the Second World War. Nor were the military men unsupported. Air Marshal Harris... and the Air Staff were never discouraged by their superiors on moral grounds.'*

Il n'est pas tout à fait exact de prétendre que la question de légalité ne fut jamais soulevée : Churchill dit au contraire qu'elle le fut, dans le sein du cabinet britannique, la toute première fois, en juin 1940, où il soumit à ses collègues les réflexions qui lui étaient venues sur le cours prévisible de la guerre à venir après la chute de la France. Elle le fut, et elle fut rapidement traitée et évacuée. On n'y revint plus ensuite : qu'on allât vers une guerre aérienne était tout simplement un fait découlant des technologies existantes, et cette guerre avait d'ailleurs déjà commencé. C'étaient les Allemands qui l'avaient les premiers entreprise et il n'était pas question de ne pas répliquer avec toute l'énergie dont on était capable. Pour être équitable avec les Britanniques, il faut bien préciser qu'ils sont entrés dans le crime contre l'humanité avant que la notion existe. Ils y sont entrés sans idée de l'ampleur de ce qu'ils allaient faire, avec des idées abstraites et non pas concrètes. Ils y sont entrés alors qu'ils étaient ou se croyaient au bord de la défaite, comme un boxeur groggy après le premier round remonte sur le ring pour le second, bien décidé à frapper en dessous de la ceinture.

Pour exécuter leurs politiques d'extermination –je peux bien employer le mot puisqu'ils l'employaient eux-mêmes- Churchill et Roosevelt s'en remirent à un personnel politico-militaire pourvu des mêmes qualités psychologiques et morales que dans le camp opposé. Tout comme son homologue allemand, Eichmann, Harris est le type parfait de l'organisateur. R.J. Overy fait ce portrait du grand chef de guerre britannique : « *Harris was a man of strong views which bordered at times on sheer prejudice. He was terse, businesslike, immensely hard-working, and single-minded to a degree* ». Les photographies sont révélatrices. Harris n'a rien d'un diable cornu. Il ressemble plutôt à un directeur de supermarché. On n'est pas surpris d'apprendre que son trait de caractère dominant est l'amour du travail bien fait : qualité à laquelle se résume toute sa morale. *I do the job*: on a ré-entendu cela depuis.

Comme il le fit une fois remarquer, Harris ne fit jamais que recevoir et donner des ordres : lorsqu'on lui jette au visage -il faut pour cela une certaine naïveté- le mot de *morale*, Harris ne recourt pas aux arguties habituelles des puissants pris en faute. Il ne croit d'ailleurs pas faire partie des *puissants* au sens politique du terme. ne courtisant personne, et surtout pas un quelconque *électeur*, il peut répondre sans hypocrisie, exactement comme Eichmann, renvoyant la notion de *morale* à son inanité, et ceux qui en parlent à une impuissance qu'il a le sentiment de partager dans un monde fait comme cela. S'il y a de la puissance, elle appartient aux organisations munies d'outils. Une arme peut être dite puissante, plus encore désormais qu'une armée : mais certainement pas un homme. Eichmann se décrivait lui même comme un spécialiste de la circulation ferroviaire. Et de fait : enlevez le chemin de fer, et il n'y a plus ni d'Eichmann, ni d'Auschwitz. Et de même pour Harris par rapport au quadrimoteur à long rayon d'action. « *Post hoc ergo propter hoc* » dit l'adage, que bizarrement l'on n'applique pas à la séquence qui fait succéder la Terreur à l'invention de la guillotine, et Auschwitz aux découvertes de la chimie.

Certains n'avaient pas cessé de dire que les bombardiers lourds n'avaient pas d'utilité en rapport avec leur coût industriel et humain : mais à partir d'un certain point, qu'ils eussent tort ou raison n'avait plus d'importance. Il était devenu impossible de ne pas utiliser un instrument qui, précisément, représentait un tel investissement. R.J. Overy cite cette argumentation d'un pilote en faveur de la guerre aérienne à outrance : « *Bomber Command was available and had to be used every day and every night, weather permitting. Had that force been available and Churchill had got up and said in the House of Commons, well we have this large bomber force available, but I'm afraid we mustn't use it because as it operates at night we can't be sure of hitting specific targets and a lot of women and children will get killed* », *the British people would have been outraged.... If Churchill had said that, he wouldn't have survived as a Prime Minister* » (R.J. Overy, '**Bomber Command**', p201). Il faut obligatoirement que soient totalement consommées dans la guerre les forces et les haines que l'on a mobilisées pour la soutenir, et toutes les destructions permises par le système d'armes que l'on s'est donné doivent tôt ou tard être effectuées. Une fois la guerre engagée, la logique des choses – la même qu'en temps de paix l'on appelle, pour enjoliver cet esclavage, nécessité économique- prend irrésistiblement le dessus.

L'objet technique dépossède l'humanité de son destin car il induit son emploi qui induit lui-même la structure sociale nécessaire, et produit les élites correspondantes. Harris n'est pas le père de la doctrine terroriste : il en est bien plutôt le produit. De tels hommes se rendent indispensables dans les sociétés techniciennes non par des qualités de chef, mais par leur capacité de travail et leur maîtrise des systèmes complexes. Munis d'un objectif nettement défini, ils excellent à réunir les conditions du succès, parce qu'aucune préoccupation autre que pratique n'interfère avec leurs calculs. C'est pour cela que même dans des régimes aussi idéologiques que le national-socialisme ils ne proviennent pas des cercles politiques. Ils ne sont pas motivés par une adhésion qui peut toujours faiblir ou être déçue dans ses attentes, mais par la passion des questions techniques. Rien ne les détourne de leur tâche et ils deviennent rapidement irremplaçables. Ainsi Harris était-il un technicien réaliste, le précurseur, dans le camp démocratique, des 'backroom boys' que décrit Noam Chomsky à propos de la guerre du Vietnam.

Après 1945 un débat eu lieu sur le point de savoir dans quelle mesure la composante terroriste de la guerre anglaise avait contribué à la victoire. Avait-elle été déterminante pour l'issue finale ? Avait-elle été un usage comparativement peu efficaces de ressources qui auraient été mieux utilisées ailleurs ? Ou bien même avait-elle été une aide involontairement apportée à Hitler ? Les trois thèses furent soutenues.

Galbraith, à côté de quelques remarques sur la dimension humanitaire de la question, fonda sa critique de la stratégie retenue en 1940 sur une observation simple : la production de guerre nazie n'avait pas cessé de croître pendant toute la durée du conflit. Harris répliqua avec quelque vraisemblance que les destructions subies, les réparations rendues nécessaires, la main-d'oeuvre et les énormes moyens mobilisés dans la défense anti-aérienne n'avaient pu que faire défaut par ailleurs. Elles ne pouvaient pas ne pas avoir affecté les capacités opérationnelles de l'ennemi, même si c'était de façon difficile à quantifier. Il est impossible d'évaluer la guerre aérienne sur la base de ses coûts et de ses résultats puisque les uns et les autres sont hypothétiques, et puisqu'il s'agit de

comparer des incomparables. Ce n'est pas par le biais de statistiques que l'on peut saisir le rapport entre les buts et les sacrifices consentis. Pour une perception de sa signification humaine, on peut rappeler l'épisode des "Dambusters". Il s'agissait d'une campagne de bombardements conventionnels en rase-motte visant à priver la Ruhr d'énergie par la destruction de ses barrages hydroélectriques. Célébrée à juste titre comme une des plus audacieuses et des plus soigneusement mises au point, exécutée après des mois de préparation, avec la virtuosité la plus remarquable et par les meilleurs équipages, l'opération se solde comme suit : *'Both the Eder and the Möhne dams were repaired within two months. The flooding caused by the raid killed 1200 people, but did not severely impair industrial performance in the Ruhr. The attackers lost eight of the 18 bombers that reached Germany, a casualty figure among highly trained crews that persuaded Harris not to repeat the performance'*. (R.J. Overy, '**Bomber Command**', p117). Quel résultat donc au bout de tant de courage et d'ingéniosité ? Des vies perdues, des ressources gaspillées, des pays dévastés, et un résultat militaire peu mesurable et probablement insignifiant. Le reste est à cette image. La guerre terroriste aussi ample soit-elle n'est jamais qu'un bricolage sanglant et futile.

En regard de l'opinion de Galbraith qui dénonçait les bombardements de terreur comme un gaspillage de moyens plus encore que comme une inhumanité, R.J. Overy met celle de Harris défendant la stratégie à laquelle il est personnellement identifié, et toute stratégie ultérieure du même genre : *'Another war, if it comes, will be vastly different from the one that has just drawn to a close. While, therefore, it is true to say that the heavy bomber did more than any other single weapon to win this war, it will not hold the same place in the next. The principles will, however, hold true : the quickest way of winning the war will still be to devastate the enemy's industry and thus destroy his war potential'*. Il est intéressant de remarquer que la doctrine ici développée par Harris n'est pas celle qu'il a appliquée pendant la seconde guerre mondiale, mais celle des Américains, qui s'en prenaient au potentiel industriel par des bombardements diurnes de précision. Faut-il y voir la reconnaissance d'une erreur ?

Entre Harris et Galbraith, comment trancher ? Si l'on est en droit de prononcer l'échec de la guerre aérienne, c'est d'une part par rapport à ses objectifs : il s'agissait, plaiderait-on, d'éviter le coût humain d'une campagne terrestre. Or la guerre aérienne ne remplaça pas la guerre terrestre mais ne fit que s'y ajouter. Même si l'on admettait qu'elle a été un facteur déterminant et non substituable dans ses effets de la défaite allemande, on devrait donc considérer que les hauts militaires qui se sont faits les avocats intransigeants du bombardement stratégique ont failli au moins par rapport à leur promesse. Soit ils se sont comportés en experts mensongers, soit ils se sont trompés dans leurs calculs.

Il est une certaine façon dont la guerre aérienne s'est effectivement substituée à la guerre terrestre : c'est en tant que gage donné à Staline. Staline réclamait l'ouverture d'un second front, que Churchill lui annonçait depuis 1941, tout en nourrissant semble-t-il, l'espoir de ne pas avoir à l'ouvrir. Les bombardements avaient pour utilité, essentielle au plan politique, de montrer que l'Angleterre faisait sa part du travail, et subissait sa part de pertes. Elle avait dans un sens très moderne une fonction de *signal*. Mais quant à l'effectivité ? Dans quelle mesure la guerre aérienne britannique a-t-elle contribué à la victoire ? Sa contribution fut-elle en rapport avec son coût ? R. J. Overy pour sa part

tranche en faveur d'Harris, Portal et Churchill. Et il rappelle le lien désormais indissoluble qui existe entre la guerre et l'économie. Mais justement, l'étude économique de la guerre, telle qu'on la fait aujourd'hui, lui donne plutôt tort.

Churchill avait *politiquement* besoin de la guerre aérienne parce que, vis à vis de Staline, il ne pouvait pas sembler ne rien faire. Une autre façon de prendre le problème conduit cependant à conclure que ne rien faire, ou au moins rien de cet ordre, aurait en pratique été plus efficace. Pour arriver à une conclusion aussi scandaleuse, je me fonde sur les études générales qu'ont menées les historiens relativement aux grands facteurs de puissance qui ont déterminé l'issue de la guerre. Je prends ici en compte les travaux d'Adam Tooze, exposés dans son ouvrage *The Wages of Destruction*. Une conclusion essentielle et brutale s'en dégage : la guerre était jouée d'avance et l'Allemagne ne pouvait pas gagner en raison de sa pénurie chronique en vivres, en main d'oeuvre, en matières premières. Celle-ci découlait de sa situation continentale et du blocus maritime. Confirmation : en un temps, notre temps, qui adore la comptabilité macabre, on ignore généralement cette donnée numérique majeure et qui entraîne de grandes conclusions : la plupart des morts de la seconde guerre mondiale sont morts de faim.

Il en découle que, même si l'on est enclin, par dureté ou par réalisme, à se réconcilier avec la logique atroce de la guerre d'attrition et de la guerre terroriste promues par Harris et Portal, il est erroné d'en surestimer l'effet. Le bilan humain de la guerre aérienne, aussi terrible soit-il, n'est rien en comparaison du bilan humain résultant du blocus maritime, obtenu presque sans combattre ni voir l'ennemi par la Royal Navy. On tue les hommes beaucoup plus facilement en les privant de nourriture qu'en les visant de loin avec des bombes et des canons, et au vingtième siècle, on les empêche au mieux de se battre en les privant de carburant. Les seules opérations de bombardement stratégique dont on voit sur les graphiques qu'ils ont durablement affecté la capacité militaire nazie furent, très tardivement, la destruction des champs pétrolifères de Ploesti, seule source de carburant des armées allemandes.

Vue du point de vue de Sirius, la seconde guerre mondiale n'est que secondairement une suite de batailles, et les batailles déterminantes, *El Alamein*, *Stalingrad*, la défense de la Malaisie et de la Birmanie, ne le sont que parce qu'elles interdisent aux Allemands un accès aux ressources naturelles qui leur auraient été indispensables pour l'emporter. Les facteurs primaires sont logistiques, et jusqu'en 1943 le combat essentiel est celui qui se livre sur la mer entre la *Royal Navy* et les sous-marins de la *Kriegsmarine*. L'Angleterre et l'Allemagne sont comme deux fauves, chacun cherchant la jugulaire de l'autre. Et si le bull-dog anglais a tué le Rottweiler allemand, ce n'est pas parce qu'il a mis le feu à sa niche.

Une guerre ainsi généralement comprise est conforme au schéma général de toutes les guerres européennes livrées par l'Angleterre. La préférence de Churchill pour les manoeuvres stratégiques indirectes et à distance, aussi bien que la guerre d'attrition sournoisement imposée par Harris sont toutes deux récusées par la tradition militaire britannique, qui tend donc à s'y opposer. Il y a plus de sagesse accumulée dans la terne hiérarchie des amiraux. On sait que dans l'affaire des Dardanelles, Churchill s'était déjà cassé les dents sur la mauvaise volonté de l'Amirauté, *qui croit*, lui reprochait-il, *que tout son rôle consiste à faire le blocus des ports allemands, et qui ne veut pas perdre de*

*bateaux*. Mais certains historiens tendent aujourd'hui à conclure que l'Amirauté avait raison, et que peut-être l'Angleterre, et l'Europe entière, se seraient mieux trouvées si les moyens consacrés à détruire les villes allemandes avaient plutôt été consacrés à la guerre sous-marine.

Comment conclure ? Seul le point de vue cynique permet de se réjouir de ce qui est arrivé. Il ne s'agit plus d'économie, mais d'économisme. Certes les bombardements de terreur coûtent beaucoup, mais ils rapportent exactement dans la même proportion, sous la forme de production industrielle d'armements. Ils rapportent davantage encore si l'on prend en compte les destructions subies par l'assaili comme des bénéfices à venir, le moment venu de la 'reconstruction'. Les économistes humanistes à l'ancienne comme Galbraith fondaient leur bilan sur la mise en regard de quantités qui, dans la logique militaro-industrielle moderne n'ont pas à être soustraites les unes des autres. Car si l'on s'intéresse au niveau global d'activité, les destructions sont en même temps des bénéfices à venir. D'un point de vue cyniquement économiste – et ce point de vue est porté par des groupes influents- la guerre n'est qu'une version sanglante du cycle de la production et de la consommation qui caractérise la société moderne. Autant dire qu'il s'agit d'une société barbare dans laquelle la guerre n'est pas un accident. Elle est une forme essentielle du métabolisme qui dévore la planète et ne cessera qu'avec cette forme de civilisation, et peut-être même de l'humanité elle-même.

Dans quel état du droit sommes-nous en attendant la fin des temps ? Pour le savoir, il suffit d'observer qu'alors même que s'ouvrait le procès de Nuremberg, et que les notions de *crime de guerre*, puis de *crime contre l'humanité* allaient prendre une telle expansion, le débat sur le massacre planifié de centaines de milliers de civils ne fit pratiquement aucune place aux considérations d'humanité qui avaient déjà été laissées de côté à l'été 1940 au point initial du processus. Les vainqueurs ne tiraient aucune leçon pour eux-mêmes des modalités de leur victoire. Il découlait de ce silence que Dresde et Hiroshima n'étaient pas des excès que l'on regrettait, mais des modèles pour l'avenir. Que l'attitude pragmatique par rapport aux moyens de la guerre, l'attitude churchillienne qui ne fixe aucune limite aux moyens employés, était entérinée, mais sans sa contrepartie quant à la façon de faire la paix. Car au même moment par ailleurs on faisait Nuremberg, et que l'on prétendait, avec l'Organisation des Nations Unies, fonder un nouvel ordre international sur le droit plutôt que la force. Donc, par implication, Dresde et Hiroshima représentent des exemples d'utilisation de la force légitime dans le cadre des Nations Unies. Cette affirmation monstrueuse n'est pas explicite, mais elle est sous-jacente, et d'ailleurs elle est en cohérence avec le comportement international des Etats-Unis depuis 1945. Les Etats-Unis ne sont pas tant le gendarme que le grand exécuteur du monde.

En 1945 pour la première fois le meurtre de masse était devenu la production quotidienne et routinière d'un outil administratif et industriel. Et elle l'était devenue d'un côté comme de l'autre. Le meurtre de masse comme routine et non comme débordement.

A propos du 23 février 1945, John Colville rapporte les souvenirs suivants : « *Before dinner, while waiting in the Great Hall for the Prime Minister to come down, I asked Sir Arthur Harris what the effect of the raid on Dresden had been. 'Dresden ?', he said.*

*There is no such place as Dresden.' Though the obliteration of Dresden later became a topic which aroused widespread indignation, it was not at the time regarded as different from previous saturation bombing attacks on Hamburg, Cologne and above all, Berlin. A principal reason for the Dresden raid was the intelligence report, received from the Russians, that one or possibly two German armoured divisions had arrived there from Italy on their way to reinforce the defence of the eastern front. Churchill was on his way back from Yalta when the raid took place and since it was in accord with the general policy of bombing German towns massively, so as to shatter civilian morale, I do not think he was consulted about the raid. He never mentioned it in my presence, and I am reasonably sure he would have done so if it had been regarded as anything at all special. »* Cette pratique n'était pas répudiée par les vainqueurs, mais implicitement entérinée : et cela non pas par un vrai choix des gouvernants, mais par un choix contraint. Parce qu'elle était devenue nécessaire au fonctionnement de l'économie produite par le conflit.

Un programme comme celui du bombardement stratégique de terreur par des moyens conventionnels, s'il vise à l'usure des capacités industrielles de l'ennemi, inversement pousse à bout les capacités inventives, productives et humaines de la nation qui le soutient. Ceci correspond à un développement de capacités de toutes sortes, mais aussi à une consommation de ressources. Parce que la fabrication des avions met en jeu des ressources énormes, que leur maintien au niveau de pointe suppose la mobilisation des capacités de recherche les plus élevées, et que la consommation rapide des pilotes, qui représentent le matériel humain le plus évolué et le plus performant de la collectivité, représente une dépense très surproportionnelle à leur nombre, il n'y a pas d'activité de guerre qui éprouve aussi vite et aussi drastiquement les ressources morales et intellectuelles d'une nation. La guerre aérienne est donc la nouvelle forme, radicalisée, de la guerre d'usure : et comme tout effort, elle accroît les capacités de l'organisme affecté. L'épreuve renforce ce qu'elle ne tue pas. La guerre, aérienne en particulier, fut le test d'effort du capitalisme déchaîné. Elle conduisait soit à la mort, soit à une démultiplication sans précédent de puissance : et c'est la seconde issue qui s'est imposée.

Le cycle des destructions et des reconstructions de pays entiers qui fait désormais partie des calculs commence lorsqu'on s'aperçoit que la guerre a mis fin à la crise économique pour la remplacer presque instantanément par un dynamisme industriel qu'aucun niveau de destruction ne semblait pouvoir affaiblir. En 1945 le plan Marshall prolonge dans la paix – relative - la santé économique et scientifique de la guerre : mais c'est qu'il s'agit de reconstruction. Loin de la guerre, et passés ses effets, c'est à nouveau le marasme. D'un point de vue aveugle aux valeurs morales, on doit donc considérer la guerre comme un facteur vertueux. Pour une technocratie pragmatique, quoique cela reste inavoué, plutôt qu'un problème, la guerre et ses conséquences apparaissent comme une solution.

Les méthodes de la guerre contre le fascisme avaient rejoint celles du fascisme lui-même, et elles avaient de loin dépassé en horreur tout ce qui s'était fait en temps de paix sous quelque régime que ce soit. La conclusion en découlait, aveuglante : la guerre quel que soit son prétexte est plus fasciste que toute idéologie. Mais cette évidence était cela même qu'il n'était apparemment pas question d'admettre sauf à condamner toute



politique fondée sur la victoire de 1945, et en particulier sur la domination militaire garantie par les mêmes moyens qui l'avaient permise. Parce que les anglo-saxons restèrent unis dans la guerre, et parce que l'esprit révolutionnaire ne s'est jamais implanté chez eux, ce qui aurait pu être un moment d'émancipation politique pour l'humanité tout entière se réduisit à la défense d'un mode de vie particulier, ou tout au plus à la lutte pour une liberté politique abstraite, assimilée à la forme ancestrale de la politique en pays anglophone. Les Anglo-Américains n'ont pas compris la nécessité de procéder à l'éradication du fascisme réel. L'eussent-ils compris, ils n'en auraient pas accepté les moyens.

A ceux qui admirent la capacité qu'ont les Américains de parler ouvertement de leurs fautes passées, on peut rétorquer que ces aveux impliquent peu de conséquences pratiques : ni obligation d'en répondre devant une instance internationale, ni renonciation à quelque moyen que ce soit dans la poursuite de l'intérêt national. Le coût du repentir en est d'autant diminué : mais il en va différemment pour les vaincus, ou plus généralement les petits. La justice internationale et la réputation médiatique fonctionnent comme dans *Les animaux malades de la peste* : haro sur le baudet !

Du coup, on peut considérer qu'Hitler a gagné sa guerre dans la mesure où, même débarrassé de lui, le monde né de la seconde guerre mondiale est celui qu'il avait projeté : un monde de la force où la force n'est plus au service de la survie mais de structures et de moyens homicides. Lorsque le phalangiste Millan Astray avait crié 'Viva la Muerte' en éloge et justification des assauts suicides, son cri fut considéré comme une manifestation de la mentalité fasciste. Mais cinq ans plus tard, l'esprit de sacrifice était devenu la norme. « *If you go into a war you have to win it, and if you are too weak you suffer the trials and tribulations of being a slave race* », c'est cette fois un aviateur anglais qui le constate (R.J. Overy, *Bomber Command*, p. 194). La guerre totale ne laisse pas le choix des moyens. Dans l'aviation de bombardement britannique, les chances de terminer les deux tours d'opérations requis des équipages s'établissaient aux environs de 2.5 pour cent en 1943, mais Harris faisait observer que les risques n'étaient guère moins élevés dans les autres troupes de choc. Ils n'étaient pas non plus différents dans la guerre sous-marine.

Dans la Royal Air Force il y a un monde entre l'esprit qui règne dans la chasse et celui qui prévaut dans le *Bomber command* les jeunes Anglais qui sont ramassés pour remplir les fonctions non nobles, et les plus exposées - les mitrailleurs de queue en particulier, qui devaient répondre à des canons avec des mitrailleuses de petit calibre - savaient qu'ils allaient à une mort pénible et obscure. L'armée anglaise dans son ensemble, et l'aviation de bombardement en particulier, était structurée selon les lignes de la société de classe. Que Churchill ait pu noter avec satisfaction que dans la chasse il y eût aussi des anciens élèves de l'école publique souligne que ce trait démocratique était une exception. En général, les officiers et les pilotes étaient presque tous issus de la bonne société et ils vivaient bien, alors que les autres personnels de l'aviation de bombardement font surtout penser aux matelots de Nelson ou aux galériens de Louis XIV, raziés dans les tavernes pour servir sous le fouet. Nous avons à ce propos un témoignage de l'automne 43, début du développement à grande échelle de la guerre aérienne. Ayant fait un atterrissage d'urgence sur un aérodrome de *Bomber Command*, John Colville, familier de Winston Churchill mais aussi pilote de chasse dans la RAF,

raconte : « *It was only a few miles from Cambridge and I asked if I might have transport to the railway station. The duty officer said yes but I must await the take off of that night's raid ; for it was a bomber airfield, lined with Lancasters and Halifaxes due for inclusion in a gigantic assault on Berlin. So I stood outside a hangar and watched one tree-ton lorry after another debouch a hundred or more young men, who walked silently and unsmiling to their allotted aircraft. Accustomed as I had already become to the gaiety and laughter of fighter pilots, I was distressed by the tense bearing and drawn faces of the bomber crews. At that time, late in november 1943, some eighty percent were failing to complete unscathed their tours or thirty operations. Of courage they had plenty but there was nothing but lip-biting gloom registered on those faces* ». Comme la vie en général, la guerre, dans la société de classe n'a pas la même teneur pour tout le monde. Pour un Closterman elle est surtout l'occasion de piloter quelques uns des meilleurs avions de tous les temps, et une extension de sa liberté, en dépit du risque de mourir en plein ciel. Pour d'autres elle radicalise sans contrepartie le malheur d'être pauvre. A tous points de vue, *Bomber Command*, instrument de terreur marqué par la domination est une force de la nuit.

Les fascistes tendaient à la mort, pourtant, un aspect au moins du monde qui résulte de leur apparente défaite ne leur est pas attribuable : c'est la technique de conciliation des hauts technocrates collaborant dans une entreprise commune, et dont le modèle fondateur est l'intégration fonctionnelle des armées anglaise et américaine sur le front européen. On en discerne bien les problèmes et les techniques dans le récit que Chester Wilmot fait de la campagne de Normandie. (Chester Wilmot, "The Struggle for Europe", Wordsworth Military Library, 1997). Voir en particulier les négociations et arbitrages permanents entre les exigences des diverses armes et des divers services telles qu'elles sont portées et exprimées par Harris, par Montgomery, par Eisenhower, et qui aboutissent à des compromis militairement efficaces, alors que les conflits analogues ne sont pas correctement arbitrés à l'intérieur du Reich et se transposent en infériorité sur le terrain.

Depuis la seconde guerre mondiale, le monde dit démocratique est régi par une oligarchie technicienne dont la technicité particulière est celle de la concertation à la fois conflictuelle et efficacement collaborative à l'intérieur de l'appareil industriel et militaire qui fonde la puissance. C'est l'expérience acquise au cours de la seconde guerre mondiale dans ce domaine qui explique la domination anglo-américaine jusqu'à ce jour : et il est donc vrai que la culture politique anglo-saxonne demeure, à l'intérieur de la technocratie, une culture du débat, de la libre expression des idées, et du contrôle réciproque. Mais pour ce qui est de la politique pure, au sens traditionnel du terme -élections, parlements, partis, presse- c'est à dire des institutions traditionnellement porteuses de l'idée de démocratie, tout cela a perdu toute pertinence et ne subsiste plus que comme un décor illusoire. La disparition dans les pays vaincus ou libérés par d'autres de ce que certains appelaient *démocratie* a été confirmée par l'abolition de leur autonomie politique. En même temps, l'exercice du pouvoir en vue principalement du pouvoir, par le moyen du contrôle, de la propagande, de la contrainte économique et policière, s'est étendu aux vainqueurs. Peut-être, faute de mieux, pourrait-on considérer cette formule comme une description acceptable du fascisme de notre temps.

Parce que la violence est le chemin le plus court d'un tort à son redressement, et puisque tout le monde aujourd'hui accepte la guerre, quoique plus personne ne fasse profession de l'aimer, à condition seulement que la cause soit juste, comme on l'accepte aujourd'hui au nom du progrès et des droits de l'Homme, on peut dire que le fascisme a gagné les esprits, et qu'il s'est durablement installé sans plus trouver de contestation. Les bourgeoisies qui aujourd'hui se disent elles-mêmes démocratiques ne peuvent pas prétendre à l'antifascisme, et elles ne le pouvaient pas même au temps de leur lutte à mort contre les puissances qui s'en réclamaient.

Grâce à la politique de Staline qui permit, sans qu'il l'ait voulu, la victoire de l'Allemagne sur la France, celle-ci put connaître sa **Révolution nationale** fasciste, qui clarifiait bien les choses et faisait apparaître en pleine lumière les liens anciens de collaboration entre les industriels, les banquiers, les administrations, bref, les bourgeoisies française et allemande. L'Angleterre de son côté, refusant de pactiser et de passer un compromis impérialiste avec la nouvelle puissance émergente, put développer une forme originale d'antifascisme : un national-antifascisme qui put vivre et vaincre du fait que l'Angleterre est une île. S'il restait dans ces deux pays, l'un vaincu et l'autre menacé de l'être des individus mus par la seule idéologie, leur lutte ne put se donner libre cours qu'en s'intégrant à une tempête sociale plus générale et d'un plus grand moment. La victoire ne serait pas la leur : ce qui signifie que le fascisme aussi bien que l'antifascisme pourra s'immiscer, sous des formes diverses, dans le camp des vainqueurs : et 1945 ne serait pas la défaite du fascisme. L'antifascisme n'était pas une opinion consensuelle mais un point de divergence entre classes et entre partis en Angleterre comme dans la France libre. Ce qui peut se dire ainsi : la démocratie en 1939 n'avait aucune conscience d'elle-même, et la guerre à laquelle la France et l'Angleterre finirent par consentir n'était celle d'un système contre un autre, mais une addition de guerres patriotiques. La politique anglaise sous Churchill n'était donc qu'un antifascisme de circonstance, un antifascisme de fait, un antifascisme objectif, et qui en tant que tel n'engageait ni l'avenir, ni l'empire, ni la politique intérieure ou internationale. Cela se révélera immédiatement après la fin de la guerre, un antifascisme compatible avec le général Franco, *un salaud, mais notre salaud*.

Du côté français, les communistes avaient critiqué la politique de défense de leur pays en raison de son ambiguïté idéologique. Ils avaient parlé de '*guerre impérialiste*'. Cela les avait fait taxer de trahison. La vérité oblige à dire qu'ils avaient raison : et même ils ne croyaient pas si bien dire, car la seconde guerre mondiale fut une gigantesque guerre impérialiste, sans excepter la défensive soviétique contre l'envahisseur allemand. Les Anglais pour leur part n'eurent pas à proclamer la **guerre patriotique** parce qu'en Angleterre le patriotisme va de soi. Le ressort patriotique lui-même, aussi puissamment tendu qu'il soit dans les pays européens, fut pourtant long à effectuer. Tant que le temps reste calme, c'est en fonction des intérêts domestiques des classes dirigeantes que se déterminent les politiques étrangères, et l'on vit, pendant tout l'avant-guerre, les sympathies de la France, de l'Angleterre, de la Pologne même, aller vers l'Allemagne en raison non des intérêts nationaux mais des proximités idéologiques. La bienveillance des gouvernants bourgeois à l'égard de Franco, Mussolini, Hitler, considérés comme des remparts contre le communisme, est une cause majeure des déboires de la France et de l'Angleterre, privées de stratégie de rechange dans la période qui s'étend de 1933 à

1940, et qui poursuivent la politique de refoulement de l'URSS entamée dès le début de la révolution bolchévique. On note avec étonnement que dans la période précédant Munich, la Pologne était plus germanophile que l'Angleterre, et la France que l'Italie.... Qu'il s'agisse de la répression du mouvement ouvrier, des tentatives d'isolement de l'Union Soviétique ou de la non-intervention en Espagne, la stupide politique des gouvernants démocratiques, si l'on met toutes leurs décisions bout à bout, revenait à un véritable pro-fascisme, que les peuples ressentaient, et qui semait les germes de la guerre civile dans l'ensemble des pays d'Europe.

On décrit comme *contre-nature* l'entente conjoncturelle et forcée qui s'imposa entre Staline et Hitler après le pacte conclu à Munich entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne – dont il reste à déterminer s'il était naturel ou contre-nature - et qui est restée célèbre sous le nom de *pacte germano-soviétique*, mais l'association de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique à l'effort de guerre de l'URSS à partir de juin 1941 fait figure d'exception et d'anomalie encore plus étonnante. Le sujet est d'ailleurs abordé lors de la première rencontre entre Churchill et Staline, le 14 août 1942, donc un an après *Barberousse* : car il leur est impossible d'entamer le moindre dialogue sans évoquer leur fondamentale aversion réciproque, et se confirmer réciproquement que ce n'est pas par aberration passagère, mais en raison d'une mesure consciente d'une étrangeté plus fondamentale encore du nazisme, et du danger commun qu'il représente, qu'ils consentent, quoique dans des limites étroites et avec beaucoup de méfiance réciproque, à collaborer. Les deux hommes savent qu'ils sont de vieux ennemis, et qu'ils ont des offenses à se pardonner ou à se faire pardonner avant de pouvoir se parler sans arrières-pensées. En l'occurrence, Churchill est l'offenseur : il a poussé à la guerre que les puissances occidentales et la Pologne ont faite au régime soviétique à ses débuts. Il n'est pas homme à ne pas assumer son passé. Il le rapporte dans ses mémoires de guerre : « *During the dinner Stalin talked to me in lively fashion through the interpreter Pavlov. 'Some years ago', he said, 'we had a visit from Mr George Bernard Shaw and Lady Astor.' Lady Astor suggested that Mr. Lloyd George should be invited to visit Moscow, to which Stalin had replied, 'Why should we ask him? He was the head of the intervention.'* On this Lady Astor said, *'That is not true. It was Churchill who misled him' [...]* At this point, I interrupted saying, *'There is much in what she said. I was very active in the intervention, and I do not wish you to think otherwise.'* He smiled amicably, so I said, *'Have you forgiven me ?'* *'Premier Stalin, he say,' said interpreter Pavlov 'all that is in the past, and the past belongs to God'.* (The Second World War. Book 3. The Grand Alliance. Moscow : a relationship established ).

Tout ceci est bel et bon, mais venait un peu tard. Cela paraît incompréhensible aujourd'hui en raison de soixante-dix ans de propagande tendant à faire croire que tout le monde était au fond antinazi dans la France et la Grande-Bretagne munichoises, mais dans des pays comme la France et l'Angleterre, Hitler n'inquiétait pas à droite. On le prenait pour une sorte de Bismarck modernisé, et l'on était rassuré par le style bien reconnaissable de sa dictature. En dépit de la menace que représentaient ses revendications territoriales, on pensait toujours pouvoir traiter avec lui. C'est la différence décisive entre les politiciens comme Pétain et Chamberlain d'une part, Churchill et de Gaulle d'autre part, qu'ils hiérarchisaient les menaces à l'inverse de leurs castes d'origine. Talent rare et précieux, ils hiérarchisaient correctement les

données permanentes : rivalité franco-anglaise, menace de subversion communiste, ambitions germaniques d'usage, et en même temps repéraient la nouveauté absolue du nazisme exterminateur et visant à un empire global. Ce n'est pas tant qu'ils fussent plus intelligents : ils l'étaient, mais surtout, ils avaient une vue plus large des choses, et tiraient de leur connaissance du passé une perception du changement, et donc une stratégie pour l'avenir. Pétain voyait seulement en Hitler l'ennemi héréditaire, et gèrait son conflit avec lui comme la vieille querelle de bornage qui opposait la France à l'Allemagne depuis au moins 1870. Mais, parce qu'il était un Anglais de son temps, Churchill était d'emblée prédisposé à avoir une vision globale, et il ne conduisait pas la guerre de l'Angleterre mais celle de l'Empire britannique. C'est frappant dans ses mémoires de guerre : sa vision et sa stratégie sont d'emblée mondiales. Le simple contenu des dossiers qu'il a à traiter chaque jour le contraint à une perception juste des forces en présence et des chances des deux camps. Cela lui évite le découragement qui saisit le personnel politique français, qui ne pense pas Empire, mais Terroir, et qui panique dès qu'il voit la métropole envahie. C'est pourquoi du côté français, où la pente est encore plus dure à remonter, le premier message de de Gaulle est pour partie une leçon de géographie politique : *'La France n'est pas seule...'*

Mais ceci vient plus tard. Dans les années 1936-1938, Hitler n'inspirait pas la répugnance spontanée et immédiate que suscitait le communisme. Et comme il était l'ennemi le plus efficace du communisme, ses ambitions expansionnistes passaient pour péché véniel. Hitler assumait et voulait pousser à ses conséquences ultimes la rivalité qui l'opposait aux deux autres puissances impérialistes du continent : mais ce rapport de rivalité était une chose banale et ordinaire. Rien à voir avec l'étrangeté absolue de la révolution bolchévique. Comment n'y aurait-il pas eu des atomes crochus entre la caste militaire et aristocratique allemande et le *Tory* anglais, la véritable *race des seigneurs* ? Le véritable clivage intellectuel, celui qui allait sous-tendre tous les conflits de la seconde moitié du vingtième siècle, n'était donc pas le clivage entre fascisme et démocratie, mais le clivage entre fascisme et antifascisme. Par rapport à cette contradiction majeure, la position des bourgeoisies dominantes d'Europe et d'Amérique fut pour elles une affaire d'opportunité : d'où les ralliements tardifs, les hésitations, et aussi le fait que les unes tombèrent finalement d'un côté et les autres de l'autre. En revanche, le basculement une fois opéré, la réalité de la guerre transcende les idéologies, aussi virulentes soient-elles. Après le printemps quarante, l'histoire qui se déroule est celle d'un affrontement à mort entre des nations. L'idéologie est seconde et subsidiaire. A Munich, les démocraties avaient pactisé avec Hitler : cela ne les rendait ni plus ni moins pro-fascistes qu'avant. Elles avaient seulement détourné la foudre. Après 1942, en revanche, on peut dire que même un homme comme Patton devient authentiquement antifasciste.

Du côté de l'Est, il s'est passé presque la même chose qu'à l'Ouest. Avec son pacte soviéto-allemand, Staline avait à son tour détourné l'agressivité allemande vers d'autres proies. Deux réalités déterminaient la guerre qui devait avoir lieu entre l'Allemagne et l'Union soviétique, et elles étaient de violence inégale. Il y avait une incompatibilité de fond entre communisme et fascisme d'une part, et aussi d'autre part une autre contradiction, plus violente, entre les visées internationales de l'Allemagne et de l'Union soviétique en tant que puissances. Mais c'était la prise en compte de cette seconde

contradiction qui déterminait la politique de Staline, car il savait bien qu'elle mobiliserait de part et d'autre davantage de divisions : pour prendre l'Europe centrale, Hitler l'appui de l'essentiel des nations non slaves, et Staline aurait en sa faveur une convergence d'intérêts avec l'Empire britannique. Cette incompatibilité des intérêts impérialistes devait tôt ou tard se traduire en guerre à mort. Les protagonistes étaient les derniers à pouvoir l'ignorer.

Staline répliqua donc à Munich par le Pacte Ribbentrop-Molotov. On le lui reproche de mauvaise foi, car comment les ainsi-dites *démocraties* pouvaient-elles ne pas deviner que si elles refusaient de s'allier avec l'Union soviétique, c'était en comptant sur le fait que malgré son aversion atavique pour la France, ce n'était pas vers l'ouest qu'Hitler recherchait un espace vital pour le peuple allemand ? Le calcul était donc tout aussi cynique du côté des démocraties. «*Tous mes projets sont dirigés contre la Russie. Si l'Ouest est trop stupide et aveugle pour le comprendre, alors je serai obligé de m'entendre avec les Russes, d'écraser l'Ouest, puis, après l'avoir vaincu, de retourner toutes mes forces contre l'Union Soviétique. Il me faut l'Ukraine pour leur interdire de nous affamer comme ils ont fait la dernière fois*», écrivait Hitler. Et ce n'était pas tombé devant des yeux d'aveugles.

Pourquoi Hitler ne s'en est-il pas tenu à son plan initial ? Seulement parce que, surenchérisant sur les concessions faites à Munich par les occidentaux, Staline lui avait à son tour fait toutes les concessions dont il avait besoin pour attaquer la Pologne. Le pacte germano-soviétique faisant suite à Munich est une histoire d'arroseur arrosé. On le critique du point de vue d'une moralité que personne ne pratique : seul importe en réalité qu'il ait été un bon accord du point de vue soviétique. Ce que l'on n'arrive pas à admettre, c'est que l'Union soviétique se soit comportée comme les autres états : un étrange reproche pour quiconque se déclare étranger et même hostile à l'idéal communiste. On peut en effet accuser Staline d'avoir à de multiples occasions violé les principes de l'internationalisme prolétarien. Il l'a fait et s'est en cela comporté non pas en idéologue, comme on aurait pu l'attendre, mais en homme d'Etat pragmatique et même cynique : mais pas autrement ni davantage que ses homologues européens ou américains, des idéologues eux aussi, mais tout autant détachés de leur propre idéologie.

Après cela, on dit parfois que l'agression de juin 1941 contre l'Union Soviétique était inévitable : ce n'est pas tout à fait exact. Hitler aurait préféré la pousser contre l'empire britannique et obtenir des concessions territoriales supplémentaires pour prix de sa neutralité. On peut lire sur ce sujet Luciano Canfora : **'La démocratie, histoire d'une idéologie'**, Seuil, 2006. Dans cet ouvrage délectablement non-conformiste, Luciano Canfora explique ce que peu d'historiens relèvent : les plans d'Hitler ne comportaient pas forcément de faire la guerre à l'Union Soviétique, mais de la rendre dépendante et serviable -en particulier en matière d'approvisionnements- en la poussant au conflit avec l'empire britannique. Il suffisait pour cela de la pousser vers l'est, du côté de l'Iran et de l'Inde. Mais Staline avait percé ces intentions à jour, et il avait pris soin au contraire de ménager des relations raisonnablement cordiales avec Londres : d'où la nécessité pour Hitler de se jeter sur le Caucase et la rapidité du retournement d'alliance qui s'en est suivi. Staline avait eu l'intelligence de garder deux fers au feu : il avait fait de la Realpolitik au sens le plus traditionnel du terme. "On ne pardonnait pas à l'URSS de se comporter comme un état ordinaire", conclut Luciano Canfora (p 101). Du côté anglais,

la rapidité avec laquelle on s'entend avec la patrie, jusque-là honnie, du socialisme, est déterminée par l'urgence de s'emparer avant Hitler du pétrole iranien : à ceci près que, grâce à l'agression hitlérienne, on le fera avec les Russes plutôt que contre eux. La première opération soviéto-britannique conjointe après *Barbarossa* est l'occupation préventive de l'Iran, dès le mois d'août 1941. « *The Persian oilfields were a prime war factor, and if Russia were defeated we would have to be ready to occupy them ourselves* », écrit Churchill. Mais cela ne fut pas possible car Staline ne voulut jamais s'engager à ce point qu'il aurait définitivement partie liée avec Hitler. Dans cette mesure seulement, il existe donc bien un certain degré de responsabilité de Staline dans l'agression à laquelle les nazis durent se résoudre contre l'Union soviétique. Staline savait, et il était seul à savoir de source sûre, qu'il ferait un jour la guerre à l'Allemagne, parce qu'il savait qu'il n'était pas prêt à faire à Hitler toutes les concessions attendues.

La politique de Staline consistait à repousser le moment de l'agression allemande au maximum, en faisant le moins possible de concessions mais en ne se livrant à aucune provocation. Elle consistait aussi à tenir ouverte la possibilité d'une alliance de revers avec la France et l'Angleterre : pure alliance militaire, sans rapprochement politique. Tout cela était, de son point de vue, très raisonnable, mais ne faisait pas non plus un antifascisme, sinon conjoncturel et objectif lui-aussi. Y avait-il donc un **antifascisme** quelque part ? Il semble qu'il y en avait un au moins dans les années trente. Ce nom tout du moins était dans l'air du temps. Au contraire des bourgeoisies dominantes, et comme en prolongement international des oppositions intérieures aux pays de capitalisme libéral, face à Hitler, à Mussolini, à Franco, qui plaisaient aux patrons, à l'Eglise, aux rentiers, la gauche des ouvriers, des employés, des intellectuels et des petits paysans se déclarait '**antifasciste**'.

Puisque le véritable ennemi du fascisme est l'antifascisme, il est important de bien voir comment il se constitue. Retournons aux origines historiques du fascisme, du pacifisme, et du communisme, qui sont en réalité de naissance à peu près contemporaine : c'est à dire à la fin de la première guerre mondiale. Face à la réalité de la guerre moderne, le pacifisme est le noyau idéologique du véritable antifascisme, qui a connu des formes diverses et en apparence contradictoires. Dès les tranchées de 1917 est née la réaction à la guerre moderne, qui dans sa forme anarchiste, socialiste, puis communiste n'est plus une plainte, mais un combat illimité contre cet ennemi de l'humanité qu'est devenue la technologie d'application militaire. D'emblée le terme d'**antifascisme** avait donc une application plus large que le terme de '**fascisme**' lui-même : ce qui revenait à aller au concept du mal plutôt qu'à sa forme conjoncturelle. L'antifascisme consistait à s'opposer à tous les régimes autoritaires et guerriers qui fleurissaient en Europe, et il était clairement perçu que pour s'opposer au fascisme, il fallait aussi s'opposer aux pouvoirs censément démocratiques, mais en réalité conservateurs et réactionnaires qui dominaient partout en Europe. Le terme de *fascisme* devait donc lui aussi s'élargir.

C'est à l'occasion de la guerre d'Espagne que le mot de fascisme prit un sens à la fois élargi par rapport à ce qu'entendait son inventeur, Mussolini, et c'est d'abord la gauche qui donna à ce nom une valeur péjorative, parce qu'il était celui de son ennemi. Le terme sert désormais à désigner l'ensemble des régimes autoritaires apparus dans les années trente et pour la plupart engloutis dans la seconde guerre mondiale. Mais ceci n'est qu'une définition par l'exemple, qui ne caractérise pas l'objet et fait de l'application

du mot à un régime, une personne, une attitude, une décision arbitraire. Il faudrait pouvoir dire ce qu'est essentiellement le fascisme en tant que système politique. Ou au moins donner quelques traits constamment présents. Par exemple ceci : *le fascisme est une des façons dont s'exprime la préférence pour la violence en tant que moyen de la politique.*

En face de cette menace, des méthodes nouvelles de la politique avaient été mises au point dans l'ambiance du grand bouleversement révolutionnaire du dix-neuvième siècle. Etaient né le **parti politique de masse**, un noyau de militants, la manifestation de rue, l'émeute encadrée et organisée qui en découle lorsque le rapport de force semble s'y prêter, la légitimation plébiscitaire ex-post facto. Puis l'idéologie contre-révolutionnaire tira à sa façon la leçon des méthodes révolutionnaires, et c'est l'addition des méthodes révolutionnaires à un projet contre-révolutionnaire qui donna le fascisme. Le fascisme ne fait donc qu'utiliser les instruments nouveaux de la politique révolutionnaire, qu'il a à peine besoin d'adapter à sa propre base de sympathisants : groupes factieux de nature para-militaire plus marquée, noyautage de l'armée et estocade parfois portée au régime constitutionnel sous la forme d'un pronunciamiento militaire. On voit le rapport de filiation avec la démocratie. Le moyen politique de base est la mise en mouvement de masses violentes, et l'institution d'un pouvoir de fait tirant sa légitimité de l'acclamation populaire relève de la même logique de légitimité et de stabilité. Et rien de tout cela n'aurait été possible sans les habitudes mentales prises à l'occasion des révolutions démocratiques du dix-neuvième siècle. L'origine du fascisme n'est pas à rechercher dans les régimes monarchiques et autoritaires d'autrefois, mais bien plutôt dans les révolutions qui les ont renversés.

C'est partout en Europe que certains déduisaient de l'expérience de 1914-1918 le culte de la force et la nécessité d'accepter tous les moyens d'une revanche. Ceux-là devinrent les fascistes. Face à eux, les anciens combattants communistes et leurs enfants de l'immédiat après-guerre sont des moutons enragés, lancés dans une lutte à laquelle ils sentent peu à peu que l'armistice de 1918 n'a pas mis fin. Les peuples, dans des pays comme la France et l'Angleterre, n'avaient consenti aux horreurs de 1914-1918 que pour en finir une bonne fois avec elles. Dans le peuple, on estime qu'on a payé pour la paix. On attend que les politiciens la fassent. On y regarderait à deux fois désormais avant de se laisser embrigader dans une querelle prétendument patriotique. On ne se laisserait plus conduire au combat comme du bétail à abattre. On ne se laisserait plus fusiller pour l'exemple. Il ne suffirait plus de désigner l'étranger comme ennemi pour provoquer un réflexe d'obéissance. On était pacifiste, internationaliste et révolutionnaire. Et s'il fallait à nouveau faire la guerre, cela serait pour des buts différents, et avec des chefs que l'on aurait choisi : tel est le contenu sentimental du pacifisme, dont le communisme est la forme politique et militante. Dans les années trente, dans le souvenir de 14-18, l'aspiration à la guerre en dépit de ce qu'elle est devenue est le critère du fascisme en tant qu'idéologie, alors que le pacifisme est la base de l'antifascisme populaire.

Le pacifisme des années vingt déjà répondait au sentiment que la guerre était le mal absolu. Il devait se transformer avec la seconde guerre mondiale en Résistance, c'est à dire en guerre contre les armées régulières du fascisme. Cette époque a fait quelques héros : ceux qui sont entrés en rébellion contre tous les ordres étatiques à la fois. Les



autres, ceux qui ont seulement participé à une guerre patriotique, ont bien pu montrer du courage et œuvrer efficacement, et même de façon déterminante contre ceux qui s'assumaient comme fascistes, mais leur action était ambiguë dans la même mesure que les systèmes politiques qu'ils servaient : la démocratie anglo-saxonne pour les uns, le communisme soviétique pour les autres, camps marqués tous les deux par le chauvinisme. L'antifascisme pur ne peut pas être un nationalisme, ni porter principalement un projet de transformation de la société. Pour ne pas s'exposer au risque de combattre le fascisme en acceptant de lui ressembler et de lui donner la victoire sous de nouvelles couleurs, l'antifascisme doit être d'abord un pacifisme, quitte à être un pacifisme armé et violent.

On s'est moqué du 'pacifisme bêlant' de ceux qui dénonçaient d'avance les guerres que préparait, dans les années vingt et trente, une classe politique corrompue et irresponsable, mais face aux états guerriers, c'était le chauvinisme entretenu des foules asservies par la propagande qui était passif et démissionnaire. De tout temps on s'est indigné de la version virile de ce qui est encore pacifisme : l'anarchisme tueur de chefs d'état et fusilleur de généraux. On célèbre aujourd'hui, mais hypocritement, sa version récupérée : le terrorisme anti-allemand de la période d'occupation. Mais il est permis de mépriser tous ces jugements moraux à la fois. Pourquoi la démocratie seule aurait-elle le droit de tuer pour se défendre ? Pourquoi pas les pacifistes ? Pourquoi pas les anarchistes ? Pourquoi pas les simples humains qui veulent simplement vivre, y compris parfois sans s'occuper de politique ? En réalité, les pacifistes radicaux qui refusent la nécessité et l'absurdité de la guerre à l'ère nucléaire sont le sel de la terre. Et lorsqu'ils se lancent dans l'action directe, cela prouve qu'ils ne sont pas des idéologues, mais des praticiens pragmatiques de la non-violence. Deux sous d'intelligence suffisent à comprendre que le pacifisme puisse conduire à la guerre. Le pacifisme n'est pas forcément une idéologie visant à justifier une attitude de victime consentante. Le moment où les couches populaires instruites au pacifisme par l'expérience désastreuse des guerres nationalistes se résolvent à prendre les armes contre le fascisme est celui du ***pacifisme de guerre*** : le pacifisme qui fait la guerre à la guerre.

Parce que le fascisme était la principale force belliciste, la guerre contre la guerre ne pouvait que prendre la forme de la guerre antifasciste. L'ennemi ne laisse d'ailleurs pas le choix. Hitler, lorsqu'il songe à une réconciliation possible, ne pense qu'à l'Angleterre. Avec les communistes, les anarchistes, toutes les forces qui ne sont pas au service d'une domination nationale, localisée, et dotée d'un Etat, seule est concevable la guerre totale, couronnée par l'annihilation définitive. Et de même pour le communisme russe, puisque aux yeux d'Hitler la Russie n'a pas droit à un Etat. Dans toute l'Europe, plus d'un communiste avait entamé dès le début de la révolution bolchévique une vie de hors-la-loi, de clandestin et de terroriste : car la violence des faibles ne s'attire jamais d'autre nom. Pour ceux-là, la Résistance prolongeait la lutte sociale. Et ce qui était nouveau et inacceptable, c'est que dans cette résistance anti-allemande là, il ne s'agissait pas principalement de patriotisme. Cela heurtait dans l'autre moitié de la résistance : celle qui se réclamait du gaullisme. Là, on refusait d'admettre qu'il était devenu difficile d'être patriote en 1940, quand tout combat ne pouvait se mener qu'à l'ombre d'une armée étrangère. Mais il ne s'agissait pas non plus de rupture d'allégeance. Pour des Français, l'alliance avec l'Union soviétique n'impliquait pas davantage de concessions

et de risques que l'alliance anglo-américaine. Il est vrai que, dans un cas comme dans l'autre, l'alliance s'était muée en protectorat : mais cela résultait inévitablement de la débâcle militaire et du nouveau rapport des forces qui en découlait. Le choix des Russes ou des Anglais comme alliés principaux était en réalité le choix d'un modèle de société, et non pas celui de la trahison d'un côté et du patriotisme de l'autre. Thorez n'avait pas davantage déserté que le général de Gaulle.

Pour en finir avec une vaine polémique, affirmons avec force que, du côté des communistes français, la résistance antifasciste ne commence ni en 1940, ni en 1941. Elle naît avec le fascisme lui-même : et même en réalité c'est plutôt l'inverse, puisque c'est le fascisme qui est second et se donne pour réaction anti-communiste, préférant pour des raisons tactiques cet étendard consensuel dans les milieux bourgeois à celui du nationalisme, de la foi catholique ou de la défense pure et dure qu'il était en réalité du capitalisme dans sa version ouvertement esclavagiste. Mais quel que soit le masque sous lequel le fascisme veuille se présenter la chronologie suffit à démontrer l'absurdité de la question que l'on pose si souvent de savoir à partir de quand le communisme s'est opposé à lui, car la réponse est claire : c'est toujours et partout.

Au plan européen, l'antagonisme entre communisme et fascisme est constant. De 1917 à 1945 cette guerre là ne connaît pas de trêve. Débutant par la répression du spartakisme, elle devient furieuse à Berlin dans les années trente, et s'élargit en conflit international en Espagne, qui est en réalité le début de la seconde guerre mondiale dans sa composante principale, à savoir un affrontement entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie. Les communistes seuls étaient étrangers au consensus de Munich, puisqu'ils en étaient la cible. Et c'est cela même qui faisait d'eux le parti unique de l'antifascisme. Aussi être hostile à la fois au fascisme et à la guerre nationaliste conduisait-il presque obligatoirement à faire allégeance à l'Union Soviétique, puisque c'est à ce moment aussi que la France et l'Angleterre avaient signifié leur refus d'entrer dans une alliance antifasciste, confirmé lors des ultimes négociations de Moscou en août 1939. Par la suite, la plupart des premiers résistants actifs sur le sol français –je parle de ceux qui tuent des Allemands, et qui sont tués par eux, à partir de l'été 1941 - sont des anciens d'Espagne, et souvent des Espagnols. Pour eux, Juin 1940 n'est pas une rupture : « *La guerre est arrivée et on a continué à militer* » : voilà comment un résistant communiste décrit le passage continu et presque automatique que firent certains milieux populaires, les plus engagés, de la lutte politique et syndicale à la Résistance. L'Histoire ne leur donnait pas le choix : le fascisme était leur ennemi naturel, même si c'était la *démocratie* agonisante de Daladier et Reynaud qui les avait d'abord mis sur un pied de guerre.

## 9. Le totalitarisme

L'acharnement anglais à abattre Hitler avait été une question de survie pure et simple : survie non de certains principes de modération, mais seulement d'un état et d'une nation. L'enjeu auquel les gouvernements démocratiques s'étaient intéressés n'était qu'un enjeu local et limité qui ne coïncidait pas avec l'enjeu objectif de la guerre en tant que guerre mondiale : la question de savoir si l'humanité sera désormais soumise à des formes de pouvoir terroristes. Et si l'on peut admettre que l'Angleterre et les Etats-Unis ont, selon leurs termes grandiloquents '*sauvé la liberté*', il faut ajouter pour être tout à fait juste qu'ils ne l'ont pas fait de propos délibéré, et qu'ils n'ont pas pour autant préservé la civilisation telle qu'elle était jusque là. Ils ont seulement agi sous l'empire de la nécessité, et cette nécessité a produit un monde où la forme la plus efficace du pouvoir se réclame peut-être de la « *démocratie* », mais ne saurait se dispenser de recourir aux formes de violence les plus extrêmes et les plus indiscriminées.

Du point de vue de ces forces porteuses du capitalisme mais qui n'avaient pas eu besoin de recourir au fascisme pour se maintenir, il fallait, pour conduire leur propagande contre l'ancien allié soviétique, un mot qui porte la mise à égalité du fascisme et du communisme. Mais les communistes avaient combattu le fascisme quand il était une force réelle. Aussi fut-on satisfait à l'ouest de rencontrer le mot de '*totalitarisme*', incorporant l'idée d'une nature commune entre toutes les dictatures qui avaient disputé ou disputaient encore au monde anglo-américain l'empire du monde. Rejetant le monde communiste du côté du mal absolu qu'est le nazisme, ce mot a rendu aux bourgeoisies occidentales le même service qu'à gauche le mot de 'fascisme' rendait aux communistes : il les a justifiées par rapport à tous leurs ennemis à la fois en attendant que l'islamisme surgisse comme méchant principal.

Pour parler de "*totalitarisme*" et rassembler Hitler et Staline tout en les opposant à la démocratie, il ne suffit pas de montrer en quoi ils se ressemblent. Il faut encore montrer en quoi tous deux nous sont radicalement étrangers. Or les deux tâches sont délicates : la première parce qu'alors que le terme de '*fascisme*', pour vague et attrape-tout qu'il soit devenu dans la bouche des communistes, regroupait au moins à l'origine des régimes qui assumaient leur parenté et la traduisaient en soutien réciproque, celui de '*totalitarisme*' rassemble au contraire des ennemis historiques. Et aussi parce qu'il ne suffit pas d'énumérer des traits communs qui autorisent un rapprochement a priori paradoxal si par ailleurs d'autres traits les opposent. Ensuite, il faudrait dire ce qui, sur la base de ces traits communs, oppose si radicalement ce nouveau concept du pouvoir à la démocratie. Or il est difficile de lire Hannah Arendt décrivant la banalité du mal sans penser aussi à Harris, à Teller, à Hoover, à tant d'autres : à tous les grands experts qui entourent, dans nos sociétés techniciennes, des chefs d'états dont la culture et la moralité sont souvent peu en rapport avec la puissance des armées qu'ils commandent. Parce que la mentalité d'expérimentation technique, sociale et politique est désormais commune à toute la civilisation humaine, on trouve difficilement ce qui justifie de rassembler Hitler et Staline tout en les séparant de l'Occident riche. Les traits qu'ils ont en commun sont tous des traits universels. Tel est le mensonge de la prétention *démocratique*.

Pour le dire autrement : aussi déplaisants que nous puissions les trouver, Staline et Hitler sont tous deux des fils dénaturés de l'Europe, et surtout de la technique et des révolutions démocratiques. Ce sont elles qui inventent le **PARTI** moderne, appuyé sur des masses et qui en fait émerger des chefs. Il était prévisible que par la même loi de concentration qui conduit en économie au monopole, on aboutisse au parti unique. Le totalitarisme n'est rien de plus, et tout ce qui est décrit en sus relève d'une barbarie à laquelle les *démocraties* ne sont pas étrangères.

Rappelons ce que dit Hannah Arendt : *'Aux origines du totalitarisme, on trouve la Révolution industrielle, la montée de l'impérialisme, et la débâcle des institutions et des traditions. Ces trois éléments provoquèrent le déracinement et le chômage, qui sont les deux composantes essentielles de la désolation morale des individus, fonds commun de la terreur, et de l'isolement politique du corps social, qui engendre l'impuissance des individus, préalable de la domination totale, gérant principalement le problème matériel représenté par leur nombre'*. Si l'on croit cela, comment ne pas douter que l'occident, fait du même bois industriel et impérialiste soit indemne du mal qui sévit ailleurs ? Soupçon confirmé par le fait qu'après tout, c'est à l'intérieur des pays industriels avancés que s'est engendré le serpent totalitaire. Que c'est là qu'il peut d'abord se décrire. Si je mentionne ici le 'serpent totalitaire', c'est en hommage au film *'L'œuf du serpent'*, où Ingmar Bergman conduit une réflexion sur le nazisme non pas en montrant des nazis véritables, mais un savant fou ordinaire. Façon de dire que le nazisme est le produit d'une époque, qui leur donne un peu partout des imitateurs spontanés et éventuellement inconscients de l'être. Nous savons que le savant fou de Bergman a un homologue réel en France : le docteur Petiot, petit artisan de la solution finale reprenant les techniques nazies à son humble échelle.

La barbarie du vingtième siècle doit se décrire et se comprendre en faisant l'économie de l'accessoire et de l'anecdotique : grands discours, rituels, swastikas et culotte de peau, tout le folklore que révèrent les néo-nazis, et que leurs véritables héritiers omettent en général. Elle n'a pas ses causes circonscrites à la Russie et à l'Europe centrale. Parmi celles-ci, il y a le règne de l'économie. Il y a les guerres coloniales et le racisme. Parmi les moyens sur lesquels elle s'appuie il y a en France les partis émeutiers issus des pratiques révolutionnaires et les polices de l'ordre versaillais toujours prêtes au massacre des pauvres. Il y a les méthodes de l'état bureaucratique, et la technique du coup d'état bonapartiste. Il y a la surveillance policière que la République a héritée de la monarchie centralisée et portée à la plus grande efficacité avec les méthodes modernes de l'anthropométrie, puis de l'informatique et de la génétique. Il y a le système des fiches inventé par les jacobins et repris par les francs-maçons. Il y a le développement des services secrets, corollaire de la guerre scientifique..... Et le point commun entre tous ces éléments, c'est qu'ils sont autant d'innovations, autant de progrès introduits par l'histoire : mais tout cela n'est rien en regard des innovations de la technologie militaire.

Hannah Arendt avait eu une intuition juste lorsqu'elle avait identifié l'homme superflu comme la grande nouveauté des temps modernes. Elle avait eu raison aussi de suivre Heidegger et de reconnaître dans l'autonomisation de la technique par rapport à la volonté humaine la grande menace pour l'avenir. Mais la démonstration qui lui est propre, que subsume le mot de *'totalitarisme'*, et qui consiste, en résumé, à dire que le fascisme et le communisme en furent l'unique et irrépétable concrétisation politique est

trompeusement et dangereusement rassurante. En effet, l'une et l'autre de ces idéologies sont désormais vieilles et même à peu près oubliées en tant qu'idéologies consciemment assumées, et toutes les constructions politiques fondées sur elles ont été l'une après l'autre démantelées : et cette mort, qui, selon la vision darwinienne si répandue dans tous les domaines de l'existence, résulterait d'une profonde inadaptation aux conditions de la survie, semble justifier le démocratisme naïf de notre temps, qui ne se voit d'ennemis qu'extérieurs à lui-même et aussi différents de lui-même que possible, et qui triomphe aujourd'hui comme une niaise confiance en la *démocratie*, autre concept problématique et non réalité substantielle, comme antidote nécessaire et suffisant de tout mal politique.

Le concept de *totalitarisme*, dont il ne s'agit pas de nier l'intérêt, a eu deux inconvénients : d'une part araser les différences essentielles qui peuvent exister entre les tyrannies, et d'autre part gommer les similitudes qui peuvent exister aussi entre les régimes de pouvoir personnel et les régimes oligarchiques que nous connaissons en occident. Bref, c'est un concept à manier avec prudence si l'on ne veut pas tomber dans la simplification et le manichéisme. De toute théorie qui se propose, on peut retirer deux choses : tout d'abord son enseignement direct, qu'il ne convient pas de mépriser, mais aussi ce qu'elle révèle indirectement, c'est-à-dire ce qu'elle vise à dissimuler. Dans le cas de la théorie Arendtienne du totalitarisme, le point aveugle est le caractère foncièrement homicide de tout pouvoir quel qu'il soit.

Hannah Arendt donne une description profonde et abstraite de l'engrenage totalitaire, fondée sur une opposition dialectique entre pouvoir et violence. Pouvoir et violence seraient deux réalités non seulement distinctes mais antagonistes. Le pouvoir s'use et se nie lorsqu'il cherche à s'appuyer sur la violence. Il réagit alors à sa propre usure par un surplus de violence. Telle serait la nature profonde de l'engrenage totalitaire. Le totalitarisme consisterait donc en un remplacement progressif du pouvoir par la violence. Il serait achevé sous des formes politiques spécifiques lorsque la violence ne pouvant plus être augmentée, il y serait suppléé par un surcroît d'organisation. L'état final est à peu près ceci : quant à sa structure institutionnelle, Hannah Arendt fait de la disparition du système de commandement hiérarchique une caractéristique essentielle du totalitarisme. Par l'usage qu'il fait de l'outil bureaucratique, le totalitarisme fait disparaître le pouvoir en tant qu'orchestration concertée de l'action: il ne reste qu'une multitude d'ordres donnés et reçus, mais qui ne découlent généralement pas d'une source identifiable, parce qu'il n'y a plus de chaîne hiérarchique fixe et définie: visant à l'instabilité de toute chose, le système ne peut tolérer l'existence de structures contraignant en quoi que ce soit la volonté du chef. Le chef doit à tout moment conserver l'initiative des moyens par lesquels il fait exécuter ses ordres: c'est pourquoi il se ménage des canaux de transmission intriqués, concurrents, et sans cesse modifiés, étendant à la société entière les principes de fonctionnement non pas de l'armée, mais des services secrets. Ordinairement commandés par des canaux qui ne laissent pas de traces, les actes quotidiens et ordinaires dont se composent les crimes du totalitarisme sont parfois seulement inspirés par une notion quasiment mystique: la "volonté du chef", qui ne donne que rarement lieu à une formulation explicite, mais dont tous les membres du "peuple" ont le devoir de comprendre d'eux-mêmes l'orientation générale, et sa traduction en décisions concrètes. La capacité d'interpréter le silence et d'obéir aux

ordres que l'on n'a pas reçus, est alors un critère de l'appartenance au "peuple", mystiquement uni à son chef, et donc en harmonie avec lui: et l'on sait quelles conséquences entraînait un échec à y satisfaire. Sous le totalitarisme, la culpabilité ne s'attache pas à des actes: elle découle de l'incapacité à percevoir spontanément le caractère obligatoire de ce qui n'est pas prescrit, et le caractère coupable de ce qui n'est pourtant pas interdit. Il est coupable de ne pas entreprendre spontanément les actions qui donneront une consistance à la "volonté du chef", et c'est pourquoi les actes spontanés n'y sont pas pour autant des actes libres. C'est pourquoi aussi la société entière y devient, malgré l'apparente contradiction, effectivement criminelle. Quant à sa nature, le totalitarisme est un projet politique visant à transformer la nature humaine en soumettant l'humanité toute entière à un processus de terreur et d'extermination indéfini. Quant à l'expérience vécue, le fait majeur, et qui domine la vie de chacun, est une atmosphère de peur justifiée par l'expérience quotidienne de l'arbitraire policier, des disparitions, des exécutions sommaires et des procès arrangés. Dans un régime autoritaire traditionnel, il suffit de se soumettre aux injustices des plus forts et de ne pas contester leur domination pour jouir d'un sentiment de sécurité presque aussi grand que dans un pays de droit et de liberté politique. En régime totalitaire, en raison de l'efficacité atteinte dans l'administration d'une violence qui ne vise pas au statu quo mais au mouvement et au bouleversement des habitudes, le danger est en permanence, partout et pour tous. Aucune règle n'est garantie, aucune zone de liberté ne subsiste, toute réticence, toute abstention, tout retard est criminalisable. Dans la défaite la logique totalitaire, qui repose sur l'intériorisation de la contrainte, semble se dissiper comme un mauvais rêve, aussitôt oublié. Il en résulte aussi que les comportements des individus soumis à un pouvoir totalitaire sont incompréhensibles pour qui n'en a pas fait l'expérience.

L'analyse Arendtienne a l'immense mérite de s'opposer à tous les récits purement émotifs qui forment la grande masse des discours sur la période dite *'totalitaire'*. Elle les périmé également, et transgresse le tabou de l'explication, que la plupart, empêtrés qu'ils sont dans leur moralisme, ne parviennent pas bien à distinguer d'une justification. Elle est parfaite en son genre. Reste cependant une question, la plus importante pour nous aujourd'hui : d'où provient que se mettent en branle tous ces mécanismes propres à installer et à faire fonctionner une dictature meurtrière ? Car la crise de la liberté, comme n'importe quel autre événement de l'histoire, ne peut pas découler du hasard, ni seulement du caprice ou de la folie de quelques individus. Elle découle du jeu spontané de forces aveugles.

Hannah Arendt met le développement industriel et scientifique lui-même aux origines du mode de domination bureaucratique: *"La base, d'essence totalitaire, de la conscience bureaucratique est l'idée que la contrainte objective que l'homme produit lui-même en tant que science et travail doit prendre la place de la volonté politique. Alors, l'existence de certains moyens et de certains besoins contraint totalement chacune des décisions à prendre: l'espace de la politique disparaît, dévoré par un "pouvoir" qui n'a plus aucun rapport avec le "vouloir", et qui n'est donc pas un véritable pouvoir"*. (Hannah Arendt: "Le Système Totalitaire", Seuil). Raisonnant à partir du marxisme, Juergen Habermas concourt au même constat.. Mais pour parler de notre monde *'démocratique'* d'après-guerre : *"La légitimité de l'Etat a désormais pour critère sa*

*capacité de réguler l'économie, d'assurer à tous un bien-être minimal, de répartir les gratifications en fonction des performances. Or, la réussite dans ces domaines pragmatiques ne peut pas découler automatiquement de l'application scrupuleuse de règles institutionnelles stables et susceptibles d'un minimum de sacralisation. Avec le culte de la compétence et de la concurrence, c'est en réalité le système du travail, et donc la maîtrise des choses, qui devient la base de la légitimation, et non plus une vision humanisée ou mythologisée du monde."*

Ceci décrit de façon statique la logique du fonctionnement *totalitaire* des sociétés industrielles de masse. Une explication diachronique est donnée en outre de la façon dont elles se mettent en place : *«La Révolution industrielle, la montée de l'impérialisme, et la débâcle des institutions et des traditions. Ces trois éléments provoquèrent le déracinement et le chômage, qui sont les deux composantes essentielles de la désolation morale des individus, fonds commun de la terreur, et de l'isolement politique du corps social, qui engendre l'impuissance des individus, préalable de la domination totale, gérant principalement le problème matériel représenté par leur nombre' , dit Hannah Arendt. Ceci est excellent : mais en quoi ces facteurs ne sont-ils pas aussi prégnants dans tous les pays, et aujourd'hui plus encore que dans les années trente ? Il faut donc bien expliquer le nazisme, le stalinisme, comme des développements historiques spécifiques, soumis à des déterminismes particuliers, en sus des conditions favorisantes générales. Par ailleurs, une aventure politique comme le nazisme n'est pas le cauchemar d'une collectivité isolée. Il faut décrire l'interaction des grands ensembles politiques, des classes et des nations. Au total, il faut démonter en historien et non seulement en philosophe l'engrenage des défaites de la liberté. C'est sur ce point qu'Hannah Arendt est peut-être un peu faible : mais comment pourrait-elle trouver des causes historiques contingentes qui soient communes ou similaires pour expliquer l'installation des régimes nazi et soviétique ? C'est le noyau même de sa thèse qui lui interdit de parler des différences et des circonstances. Or pourquoi s'intéresser au totalitarisme si on le croit révolu ? Il n'est ni révolu ni installé. Il faut s'intéresser aux circonstances particulières qui ont pu le produire ici et non là. Cela conduira forcément à voir des différences, plus intéressantes si cela se trouve que les ressemblances.*

En patriote américaine, Hannah Arendt partage les opinions, et je le crains le peu d'intérêt et de sympathie qui prévalent aux Etats-Unis et en Occident sur l'Union soviétique et sur le monde Russe en général. Ayant surtout connu et étudié le nazisme, elle a considéré un peu vite que le stalinisme était la même chose à quelques ajustements près. C'est cette simplification probablement abusive que résume d'abord le mot de *totalitarisme*, et c'est par une autre simplification abusive que le terme de *totalitarisme* est mis en rapport d'opposition polaire avec celui de *démocratie*. Et l'on peut trouver là une étonnante inconséquence, puisque c'est dans l'impérialisme britannique qu'elle en décrit la naissance. Avec tous les défenseurs des systèmes *'démocratiques'*, elle pose en principe que les dictatures répressives et bellicistes du vingtième siècle sont en rupture avec tout ce qui a précédé, que ce soit les régimes autoritaires du passé ou les régimes libéraux issus des révolutions du dix-neuvième siècle : et de fait c'est le propre de l'Histoire qu'elle ne se répète jamais à l'identique : mais d'un autre côté, il n'est pas faux non plus de dire, avec les Anciens, qu'il n'y a jamais rien de nouveau sous le soleil, et lorsqu'elle fait l'historienne, Hannah Arendt,

comme tout historien, montre des filiations et des continuités qui ne vont pas dans le sens de sa thèse. Que le nazisme et le stalinisme soient *sui generis*, ne signifie pas qu'il n'y ait ni convergences, ni connivences, ni filiations entre eux et les régimes contemporains, leurs rivaux, alliés et ennemis. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de rapport génétiques entre eux et leurs prédécesseurs. Cela ne signifie pas qu'ils n'aient laissé des traces, ouvert des pistes, donné des leçons, imposé des solutions dont les régimes ultérieurs, démocratiques ou non, auraient fait leur profit. Car en Histoire il n'y a jamais de ruptures ni de continuités absolues.

La construction rétrospective d'une opposition radicale entre le totalitarisme et la démocratie qui serait son contraire se fait au prix de quelques paradoxes. Par exemple, on argue que la convergence entre stalinisme et nazisme se manifeste dans leur supposée complicité au temps du pacte germano-soviétique. Mais stalinisme et nazisme furent ennemis dès juillet 1936 en Espagne, ce dont la plupart des historiens et publicistes ne tiennent absolument pas compte puis après juin 1941, comme seuls les plus radicaux propagandistes de l'ordre mondial états-unien ont perdu la mémoire : et cela, qu'est ce que cela prouve ? Pourquoi certaines alliances, ou certains conflits de circonstance seraient-ils, plus que d'autres, la preuve d'une convergence philosophique profonde, ou d'une incompatibilité ? L'alliance que Staline avait voulue avec Hitler prouverait la compatibilité totalitaire : mais que prouve alors son alliance ultérieure avec l'Angleterre ? En réalité, cela ne prouve rien, si ce n'est que les Nations sont les seules réalités stables et fortes, et que les principes qu'elles affichent, affaires d'intellectuels, pèsent peu au regard des exigences de la simple survie. Sur les préférences secrètes, mais qui cèdent devant les oppositions impériales, on peut davantage se fier aux attitudes des temps où la survie n'est pas encore en jeu. Comme cette analyse d'Halifax, peu après Munich, défendant devant l'ambassadeur d'Union soviétique Ivan Maïski la politique de son gouvernement : *"Nous pensons que le monde est aujourd'hui le témoin de la lutte de deux fronts idéologiques, le fascisme et le communisme. Nous, les Anglais, ne soutenons ni l'un ni l'autre. De surcroît, nous n'en aimons aucun. Nous avons nos idées et nos institutions, développées au fil des siècles. Nous ne voulons pas les changer pour quoi que ce soit d'autre. Dans la lutte entre ces deux fronts, nous occupons une position neutre ou, si vous préférez, intermédiaire. C'est précisément pour cette raison que nous sommes si souvent mal compris sur le Continent, et attaqués si fréquemment des deux côtés."* Ou bien cette autre analyse, qui remonte à août 1936, alors que la guerre d'Espagne prend sa tournure de guerre par procuration entre *Komintern* et *fascintern*, cette fois de **Lord Loyd**, proche de **Lord Halifax** et interprète autorisé de sa pensée, résumant ainsi le jugement d'ensemble des mérites respectifs des systèmes totalitaires qui font assaut d'amabilités pour se concilier la Grande-Bretagne, et dont la conclusion est plus nette : *« However abominable Hitler's methods, however deceitful his diplomacy, however intolerant he might show himself of the rights of other European peoples, he still claimed to stand ultimately for something which was a common European interest, and which therefore could conceivably provide some day a basis for understanding with other nations equally determined not to sacrifice their traditional institutions and habits on the blood-stained altars of the World revolution. »*

Dès que l'on étudie de près le jeu des alliances dans les conflits du siècle, on constate une intrication confuse de la démocratie et de son supposé contraire. La leçon constante



qui en découle, c'est que la nation est restée la réalité morale la plus forte, que ce sont les intérêts nationaux qui agissent dans l'Histoire, et qu'en conséquence, les questions d'idéologie, de tradition politique et même les conflits de classes sont secondaires par rapport à leur défense. Telle est la leçon de la Seconde Guerre mondiale, dont une des victimes principales est l'idéal de l'internationalisme prolétarien. Les Nations sont comme des animaux féroces et leurs rapports sont fondés sur l'égoïsme le plus pur. Nous savons comment dans la nature il peut arriver à deux animaux totalement différents par leur taille, leur psychisme, leur régime alimentaire, d'avoir besoin l'un de l'autre et de se rendre des services mutuels. Nous savons aussi que des espèces voisines sont capables de s'entre-dévorer, et même à l'intérieur d'une même espèce, et même les parents les enfants, etc... Nous nous doutons que le jardin d'Eden est un mythe, où tous les animaux vivent en harmonie. A l'inverse des fables où les animaux symbolisent les comportements humains, l'histoire du vingtième siècle est comme un apologue dans lequel les Nations se seraient attachées chacune à jouer le rôle d'une espèce animale. Ce n'est pas seulement par imitation fantaisiste de l'ancienne héraldique que l'on parle du Coq français, de l'Ours russe et du Bull-dog anglais. Longtemps après l'Angleterre, qui le fut en son temps, l'Allemagne des années trente est un loup affamé, et l'Italie un petit chacal à sa suite.

Il est notoire que les démocraties eurent avant la seconde guerre mondiale une attitude ambiguë à l'égard des puissances fascistes. A soi seul, cela ne suffirait à prouver ni ressemblance ni sympathie. Pour le fascisme naissant et son mimétisme colonial au détriment de l'empereur d'Ethiopie, la France, l'Angleterre, et la SDN à leur suite ont toutes les indulgences. Et aussi pour les premières revendications d'Hitler, la ligne de fracture s'établissant de façon très nette au moment où Hitler prend Prague : mars 1939, ce qui est tout de même un peu tard pour se réveiller du sommeil neutraliste. Dans la guerre commencée cinq mois plus tard, au contraire, les démocraties finiront par être les alliées de l'une des tyrannies du moment pour en finir avec l'autre : et de celle qu'ils désignaient comme la pire. L'opportunisme de l'alliance anti-hitlérienne entre Staline, Churchill et Roosevelt -comme de toute alliance entre Etats Nations - est incontestable. Cette alliance ne prouve en soi aucune convergence politique profonde entre l'Union soviétique et ses deux alliés démocratiques. Mais elle ne prouve pas non plus son absence. Quels que soient les conflits et les polémiques, il est peu croyable que des régimes politiques qui sont contemporains, et donc soumis aux mêmes contraintes, n'aient absolument rien en commun. C'est justement par sous-estimation des logiques sous-jacentes mondiales, qui rapprochent tous les pays en même temps et unifient l'époque que la théorie arendtienne, qui reste intéressante comme description du nazisme, est en revanche peu convaincante comme démonstration d'une opposition radicale entre démocratie d'une part et totalitarisme de l'autre. Les ressemblances entre nazisme et stalinisme ne sont pas négligeables assurément, mais ce ne sont que des ressemblances, et les différences sont tout aussi intéressantes : mais Hannah Arendt ne les voit pas, parce qu'elle n'a pas en réalité d'analyse détaillée du stalinisme. A l'inverse, elle ne tire aucune conclusion valable pour le présent de la filiation qu'elle décrit entre l'impérialisme britannique et le bellicisme allemand : comme si, une fois revêtu de l'onction démocratique ou bien au contraire du manteau d'infamie totalitaire, un pays pouvait perdre tout rapport avec son propre passé.

Pour expliquer la naissance des régimes totalitaires, on accuse beaucoup la folie idéologique : mais l'hystérie manifeste des hitlériens et d'Hitler lui-même n'exclut pas le travail sous-jacent d'une logique sociale, économique, géographique que l'on puisse comprendre. Cela n'exclut pas non plus une relation de filiation à partir des régimes supposés '*modérés*', quoique nés dans le sang versé des pauvres, dont ces régimes ont à chaque fois pris la succession. Le stalinisme développe les camps de travail : mais il reprend en cela la tradition du tsarisme qui l'a précédé, et la fonction qu'il leur attribue n'est pas fondamentalement différente. Ne pas rire, ne pas pleurer, mais comprendre : on ne peut s'arrêter aux analyses Arendtiennes du '*totalitarisme*', ni même retenir ce terme comme concept permettant d'unifier l'époque et de décrire sa tendance persistante. Ce terme, en effet, qui prétend rassembler l'expérience historique du vingtième siècle en opposant nettement la démocratie d'une part, et les deux régimes nazi et soviétique d'autre part, manque l'essentiel : à savoir que nombre de leurs caractéristiques opposent le nazisme au stalinisme au lieu de les rassembler. Et que par ailleurs il est difficile de trouver des caractéristiques communes au nazisme et au stalinisme sans constater avec dépit, si l'on est démocrate, qu'elles s'appliquent aussi aux régimes supposés différents et antagonistes de la France, de l'Angleterre, et des Etats-Unis.

Telle est la source des réticences que l'on ressent de façon récurrente à la lecture des '*Origines du totalitarisme*' : aussi intéressé que l'on soit par le récit, et aussi séduit que l'on soit par les généralisations proposées, on a l'impression que l'oeuvre vaut surtout comme une analyse du nazisme. Le nazisme y est vivement raconté comme une conséquence et un déploiement de l'impérialisme. L'impérialisme y est très vivement raconté : mais l'impérialisme est anglais. Ce qui rassemble nazisme, stalinisme et fascisme italien : propagande, censure, embrigadement de la jeunesse, est anodin, et se rencontre pour partie dans les pays démocratiques : il n'y a guère de différence entre l'atmosphère morale du scoutisme britannique et celle des jeunesses hitlériennes. Il y a l'antisémitisme, dira-t-on, qui est russe en même temps qu'allemand : mais c'est un des ces traits hérités du passé qui ont doivent peu au nouveau régime soviétique. Et si on ne le trouve pas institutionnalisé en Angleterre, c'est surtout qu'il y a peu de juifs en Angleterre, et aux Etats-Unis où il y en a davantage, ils ne sont pas moins exclus qu'en Allemagne des approches du pouvoir. Quant à parler du racisme en général : le racisme est partout, mais y a-t-il un pays où le racisme joue un rôle politique plus important, encore aujourd'hui, que ce temple et berceau de la '*démocratie*' ?

Poursuivons les comparaisons. L'école anglaise de l'entre-deux-guerres est plutôt plus disciplinaire que l'école soviétique. Les illustrés pour la jeunesse britanniques et le cinéma de guerre américain sont indépensables dans le chauvinisme guerrier. Par ailleurs : les pires violences des trois dictatures, qui les opposent aux régimes parlementaires et bourgeois, ne leur sont pas communes. Pas de chambres à gaz en URSS. Pas de déportations de masse et de famines organisées en Italie ou en Allemagne. Ce qui leur est commun : la pratique de l'assassinat politique, de l'espionnage policier n'a ni les mêmes logiques causales, ni les mêmes buts. Au total, les différences, qui l'emportent de beaucoup sur les ressemblances, sont également beaucoup plus intéressantes.

N'ayant pas analysé, en particulier, la logique historique concrète de l'assassinat politique en Union soviétique, qui découle essentiellement du déroulement d'une

révolution, c'est à dire d'une guerre civile, alors que l'Allemagne est le théâtre d'une contre-révolution sans révolution, Hannah Arendt se contente de ressemblances superficielles. Elle plaque finalement sur la situation soviétique des analyses qui ne sont pleinement valables que pour le nazisme, où, de Bismarck à Hitler, nous avons pour l'essentiel affaire à une même société, à une même classe dominante et à un même Etat suivant jusqu'à la démesure une pente nationaliste, productiviste et répressive dont l'Allemagne n'a pas l'exclusivité, mais qu'elle partage avec les pays du capitalisme. Par contraste, les événements russes découlent d'une rupture révolutionnaire, même si certaines méthodes s'expliquent par la configuration du pays et n'ont été rendues possibles que par le tsarisme.

Au total, on ne voit pas bien ce qui peut découler d'une essence totalitaire abstraite. La mise en parallèle de l'extermination au nom de la race et de l'extermination au nom de la classe, qui est la thèse fondamentale du comparatisme arendtien, est une formule bien balancée, mais qui occulte au lieu de le décrire tout un monde de mécanismes plus originaux à découvrir du côté soviétique.

La similitude entre nazisme et stalinisme qu'implique le terme de *totalitarisme* est discutable parce qu'il y a peu en commun entre Staline et Hitler comme personnes, et pas beaucoup plus entre les systèmes qu'ils incarnèrent : et c'est ce qui rend les comparaisons d'Hannah Arendt peu convaincantes dès qu'elles s'aventurent au niveau de la description historique concrète. Dès que l'on adopte un point de vue politique rigoureux et détaillé, les différences l'emportent, et elles sont irréductibles parce qu'elles sont avant tout des différences d'intérêts, c'est à dire en dernière analyse, des différences de position géographique, de structure de classes sociales, de situation historique : autrement dit du stable et du résistant. D'un côté il y avait une classe nouvelle, la bureaucratie communiste, dans un état neuf et dans un pays vierge et sous-développé, sortant d'une révolution et encore plongé dans la guerre civile. De l'autre, il y avait une classe dominante ancienne dans un Etat ancien, et qui était en même temps le pays le plus moderne et techniquement le plus avancé du monde. En outre, l'Allemagne sortait d'une tentative révolutionnaire manquée, et toute velléité de subversion venait d'être définitivement liquidée. Par rapport à l'Union soviétique, le composé social était entièrement différent, la situation diplomatique, les obsessions et les ambitions nationales n'avaient rien à voir, les voies de la politique étaient entièrement dissemblables et devaient le rester.

Seule une science politique un peu abstraite peut rassembler le stalinisme avec le fascisme comme deux avatars d'un même style de pouvoir. Mais si l'on plonge dans le détail historique, et si l'on tient à adopter l'attitude non pas scientifique mais moralisante, on ne peut parler d'un *même* mal qu'à un tel niveau de généralité que l'on doit alors englober la démocratie elle aussi. Et si l'on tient à faire des regroupements, on peut naturellement trouver des convergences entre nazisme et stalinisme, mais il y a aussi des arguments pour faire d'Hitler une simple variante du système politique qui prévaut en occident : le système capitaliste par opposition au communisme soviétique. C'est bien ainsi que le comprenaient nombre de contemporains, et pas seulement parmi les adversaires de la démocratie. Daladier et Chamberlain faisaient une nette différence entre les deux tyrans, puisqu'ils dialoguaient avec l'un mais pas avec l'autre : et même si cela peut sembler aujourd'hui incompréhensible, c'est Hitler qu'ils redoutaient le

moins, et qu'ils espéraient le plus facilement amener à leurs vues ou utiliser à leurs fins en se mettant dans un premier temps à son service.

Finalement, le terme de totalitarisme ne sert qu'à imposer sans démonstration l'idée un peu maoïste d'une 'contradiction principale' entre la démocratie et ses ennemis. Et cela revient à un mensonge historiographique. Car bien sûr, Hannah Arendt n'est pas objective : elle n'est pas que cela, mais elle est aussi à titre personnel une propagandiste de l'Occident capitaliste. Le prix à payer pour ses approximations commodes, c'est une méconnaissance persistante de la réalité soviétique par rapport à laquelle la lecture de l'ouvrage de David Rousset '*La Société éclatée*' servira d'antidote.

Expliquant le nazisme et le stalinisme dans le cadre d'une analyse marxiste, et donc essentiellement formulée en termes d'intérêts économiques, David Rousset conclut à un enchaînement rationnellement tragique, et non au jeu accidentel de quelques volontés démoniaques. Voici la présentation qu'il donne des causes profondes de la seconde guerre mondiale et du nazisme : *"L'Allemagne est la pièce maîtresse de l'Europe...L'industrie allemande représente l'ensemble continental le plus intégré et techniquement le plus qualifié...L'Europe est en conséquence, et ne peut pas ne pas être, largement tributaire de son sort. L'Allemagne atteint cette puissance industrielle au moment où le capitalisme des monopoles n'est plus capable, en dehors de violentes modifications internes, d'élargir le marché mondial. Il est donc inévitable que le capitalisme allemand devienne l'expression historique, politique et militaire, la plus dynamique des contradictions du système. Les forces productives allemandes interviennent comme la troupe puissamment armée d'une place assiégée risque une sortie décisive. La guerre n'est rien d'autre que la tentative de résoudre un problème dont on n'a pas les moyens économiques du règlement. Incapables de trouver en lui-même son propre dépassement, le capitalisme recherche une solution provisoire dans une destruction partielle de ses forces vives. C'est le sens de Versailles; que confirme de façon éclatante l'occupation militaire de la Ruhr; qui n'est que la répétition de la guerre sur une échelle réduite. La France, industriellement plus faible utilise sa supériorité militaire momentanée pour contenir, par la violence armée, les forces productives allemandes; mettant ainsi en péril non seulement la bourgeoisie en Allemagne, mais aussi en Europe. Sous le double impact de Versailles et de la Ruhr, l'Allemagne devient le foyer de la révolution prolétarienne européenne. Pour les mêmes raisons, lorsque le rapport social des forces se renverse sur l'arène mondiale, le processus de décomposition de la société allemande enclenche la dynamique du refoulement barbare de la société européenne tout entière.... En démembrant l'Allemagne, l'Europe travaille à son propre abaissement. Si bien que le succès de ses armes oeuvre à son effacement devant la bourgeoisie économiquement la plus forte, la bourgeoisie américaine. La déchéance de l'Europe, qui ruine à court terme ses positions impériales, facilite l'avènement d'un impérialisme dominant."*

L'aventure nazie se décrit comme le destin personnel d'Hitler et des hitlériens utilisant une base nationale de qualité exceptionnelle, et dont les gouvernements des pays qui se disent '*démocratiques*' approuvent en gros la substance : et ceci est une grande différence avec le communisme soviétique, qui vise à créer une société nouvelle et un homme nouveau, dans une logique de table rase. Hitler était, assez banalement, dans la lignée des grands conquérants, qui, d'Alexandre à Picrochole, est assez simple à

comprendre pour les chancelleries. Hitler ne fit jamais que donner un goût d'aventure à des idéaux nationalistes et conservateurs : et c'est pourquoi il inquiétait moins. On peut bien entendu écrire des généalogies érudites sur les origines du mouvement völkisch, et juger le nazisme en accord profond avec l'âme allemande : c'est une façon comme une autre de lui donner de la profondeur et de l'étrangeté, mais c'est parce qu'il leur semblait défendre des intérêts matériels ordinaires et légitimes que tant d'Allemands ont aimé Hitler. Sa venue au pouvoir clôturait la guerre civile allemande, commencée au lendemain de la défaite de 1918, sur la base d'un retour à l'ordre ancien : et cela aussi rassurait. Quant à ses adversaires, les considérant comme des pervers, des dégénérés et des criminels, il les faisait exécuter avec toute la bonne conscience d'un monarque légitime : mais avec une retenue en ce qui concerne l'oligarchie nationale-socialiste, l'armée et la vieille aristocratie qui permit à une opposition tiède et passive de subsister en silence. C'est seulement la défense agressive de certains intérêts territoriaux et économiques traditionnels qui a mis l'Allemagne, une fois de plus et selon les lignes de fracture habituelles, en conflit avec les états voisins. Mais là aussi, la banalité conceptuelle de ses prétentions : de l'espace, des ressources naturelles, aussi exorbitantes fussent-elles, ont fait que même ses victimes désignées, et jusqu'aux Polonais, le trouvaient moins inquiétant que le communisme.

Si l'on y avait regardé de près, on aurait peut-être trouvé que Staline non plus n'était pas à tous points de vue si étrange. Il était avant tout un organisateur rationnel sinon toujours bien avisé de la production. En dépit de la brutalité de ses méthodes, il serait difficile de prouver que Staline ambitionnait davantage que de stabiliser la révolution bolchévique et de faire de l'Union soviétique une puissance incontestable : ce programme suffirait à expliquer qu'il ait créé l'instrument de pouvoir de l'avenir : la bureaucratie anonyme, qui lui a survécu parce qu'elle est la forme de pouvoir congruente à la technique, et qui s'est depuis imposée partout. Cette contribution à la culture issue de la révolution industrielle et en voie de généralisation au niveau planétaire était une réalité acceptée assez largement en occident dans les années soixante, et publiée sous le nom de '*convergence des systèmes*'. Mais il n'est pas question en Occident de reconnaître ce fait car le Russe souffre d'un préjugé défavorable systématique. Depuis la NEP des années vingt, les dirigeants russes avaient renoncé au grand projet de révolution mondiale, mais les possédants d'Europe occidentale étaient définitivement obsédés par ce simple nom de '*communisme*'. Hitler pour sa part rêvait avant tout de développer le peuple allemand et de lui donner de l'espace : aussi était-il un praticien de l'intimidation diplomatique et de la guerre d'agression, mais pour les grandes puissances qui se sentaient capables de lui parler d'égal à égal, les négociations s'annonçaient serrées, mais jouables. En revanche, tout en n'étant pas territorialement agressif, le communisme avait une potentialité de contagion mondiale contre laquelle les bourgeoisies se sentaient désarmées. Plongée qu'elle était dans la guerre civile et dans la terreur depuis 1914, laboratoire d'une révolution mondiale possible, la Russie apparaissait comme le pays le plus dangereux d'Europe. Il faut toutefois bien préciser que ses ennemis, fascistes ou démocrates, qui avaient en commun de se réclamer du libéralisme économique, ne lui reprochaient pas son '*totalitarisme*'. Ils lui reprochaient d'être *communiste*. Autant dire que du '*totalitarisme*', dont les vainqueurs occidentaux de 1945, oubliant leur alliance de

guerre, font aujourd'hui des gorges chaudes, les *démocraties* n'avaient rien à faire. Et elles continuent à n'être en rien incompatibles ni avec la forme de domination bureaucratique, ni avec la gestion des hommes par la contrainte et la menace, ni avec la guerre et toutes ses horreurs.

'Ne pas rire, ne pas pleurer, mais comprendre' : la maxime spinoziste se recommande à ce point. Il faut tourner le dos au sentimentalisme. On pourra laisser de côté les postures morales, qui pèsent d'autant moins dans l'histoire qu'elles ne portent ordinairement que sur des affaires classées. Tout le monde aujourd'hui est antinazi, cela va de soi : mais cela n'aide pas à comprendre l'immense succès du nazisme en son temps. Ce qui est important, c'est de dire en quoi les tyrannies du vingtième siècle furent le produit de leur époque selon des enchaînements logiques. Tant pis pour les imbéciles qui trouvent que c'est une façon de lui *'trouver des excuses'*. En quoi notre époque est-elle susceptible de donner des régimes analogues ? Voilà la question qui importe.

La logique intrinsèque de l'organisation est l'explication la plus profonde et la plus originale que donne Hannah Arendt du phénomène totalitaire. Ce n'est pourtant pas la plus convaincante. Parce qu'elles tendent à y répondre, c'est lorsqu'elles mettent le développement industriel et scientifique lui-même aux origines du mode de domination bureaucratique que les analyses d'Hannah Arendt éclairent finalement le plus. C'est là que l'on a l'impression de toucher à l'essentiel : *"La base, d'essence totalitaire, de la conscience bureaucratique est l'idée que la contrainte objective que l'homme produit lui-même en tant que science et travail doit prendre la place de la volonté politique. Alors, l'existence de certains moyens et de certains besoins contraint totalement chacune des décisions à prendre : l'espace de la politique disparaît, dévoré par un "pouvoir" qui n'a plus aucun rapport avec le "vouloir", et qui n'est donc pas un véritable pouvoir"*. C'est de cela qu'il retourne dans les sociétés bureaucratiques, mais sans que cela semble distinguer les états fascistes d'autrefois de ceux qui se réclament aujourd'hui de la démocratie.

Stalinisme et Hitlérisme, qui sont les deux archétypes auxquels on pense lorsque l'on parle de 'totalitarisme' n'avaient pas de rapport politique à leurs victimes, qui étaient exterminées comme on extermine de la vermine. 'Tuez ces chiens enragés' : tel était l'impératif stalinien. De ce fait, ce que l'on appelle 'terreur' dans leur pratique du pouvoir n'était pas une terreur véritable, mais une persécution qui était une fin en soi dans le cas du nazisme, et, dans le cas du stalinisme, une nécessité politique et même une exigence vitale dans l'ambiance d'une révolution chaotique où chacun était pour chacun un ennemi potentiel. Et l'on ne peut pas non plus dire que dans ces systèmes la terreur était le moyen d'obtenir l'obéissance, quoique l'on conçoive bien que le ressort de la peur puisse être considéré comme une solution de facilité par tout pouvoir, et bien qu'il ne soit dans aucune société totalement absent comme facteur de cohésion et d'obéissance. En réalité, les tyrannies que nous appelons totalitaires n'étaient pas beaucoup plus que les autres formes de pouvoir fondées sur la peur, même si la peur y était intense et généralisée du fait de la violence objective du pouvoir. La population collaborait activement avec la police par amour de l'ordre, par envie, par cupidité et par haine de l'originalité, comme dans n'importe quelle autre société, et les collaborateurs principaux du régime, qui, dans le cas du stalinisme mais non si souvent du nazisme, en devenaient ultérieurement les victimes, n'étaient pas mus eux non plus principalement par la peur

mais par la conviction ou par l'ambition, qui sont les ressorts aussi qui servent aux autres formes de pouvoir. On ne peut donc pas par ce biais de la terreur comme ressort politique faire le passage du terrorisme au totalitarisme, si tant est que le concept de totalitarisme recouvre une réalité.

Tous les peuples, tous les régimes sont plongés dans la même Histoire : raison pour laquelle une époque possède une certaine unité. De la même façon pour tous les peuples, c'est le jeu des contraintes réelles et des techniques disponibles qui finit par imposer des moyens. En première approximation, toute tyrannie n'est rien d'autre qu'une préférence pour les moyens de force. Parce que la force n'est plus aujourd'hui musculaire ou purement organisationnelle, la meilleure chance de comprendre la genèse de la tyrannie moderne consiste donc à regarder du côté des techniques. Dans un nombre croissant de domaines, explique à peu près Juergen Habermas, les activités humaines ont atteint un tel niveau de complexité, et une efficacité si fascinante, que les questions de finalité ont été peu à peu repoussées à l'arrière-plan. Tout débat est technique ou pseudo-technique, et vise, non pas à un compromis, mais à une "solution". Les chefs traditionnels, les autorités morales appuyées sur les traditions, les représentants élus du peuple, sont de moins en moins en mesure de prendre la parole au nom du groupe, d'organiser la réflexion collective et de trancher. Quand bien même ils le font, leurs discours et leurs décisions ont de moins en moins de prise sur la réalité car les secteurs nouveaux d'activité qui s'ouvrent sans cesse sont d'emblée placés hors de leur portée.

On peut à ce point citer une déclaration faite par Albert Speer à Nuremberg :

*"Pour une personne du dehors, cet appareil d'état peut apparaître comme le fouillis apparemment inextricable du système des câbles d'un central téléphonique, mais tout comme ces câbles, il pouvait être commandé et dominé par une volonté. Les dictatures d'autrefois avaient besoin de collaborateurs doués de hautes qualités, même dans les services subalternes, donc qui fussent capables de penser et d'agir avec indépendance. Le système autoritaire de l'âge de la technique peut s'en passer. Les moyens de communication à eux seuls lui permettent de mécaniser le travail des services subalternes. La conséquence en est la naissance du type nouveau de celui qui reçoit les ordres sans critique. Nous n'étions qu'au début de cette évolution. Le cauchemar de beaucoup d'hommes, selon lequel les peuples seraient dominés un jour par la technique, était presque réalisé dans le système de Hitler. Tous les états du monde sont aujourd'hui en danger d'être terrorisés par la technique, mais dans une dictature moderne, cela me semble inévitable. C'est pourquoi plus la technique se développe dans le monde, plus il devient nécessaire d'encourager, pour la contrebalancer, la liberté individuelle et la conscience individuelle des hommes."*

De ce genre de discours, Adam Tooze dit à peu près qu'il s'agit d'une *philosophie de bazar* visant à l'autojustification du plus rusé des grands chefs nazis. Sur la fin du propos, il n'y a rien à redire. Si quelqu'un méritait la corde, c'est bien Albert Speer, et si les juges de Nuremberg ont manifesté de la naïveté, ou de la corruption, c'est bien en l'épargnant. Il n'est pourtant pas absurde de penser que les violences extrêmes du vingtième siècle furent d'abord le résultat des progrès de la science. Ce n'est certes pas de la grande philosophie que de le dire. C'est plutôt constater une évidence. Moins

banalement on peut, un pas plus loin, soutenir que le type d'organisation politique qui a utilisé la science pour le pire est un produit spontané de la société technicienne. Et il est permis aussi de penser, sans disculper qui que ce soit, que ces organisations homicides, engendrées par la primauté de la technique, produiront toujours les hommes exactement idoines à leur fonctionnement : ce qui rend bien vain de vouloir écarter la menace par des châtimens qui se veulent exemplaires mais qui sont surtout dérisoires. On peut bien pendre Goering, Doenitz, Keitel etc... et personne ne les plaindra. On peut même pendre jusqu'au plus petit SS historique : mais les assassins seront toujours parmi nous, et ils ne porteront pas d'uniformes. Il n'y a pas d'uniforme d'assassin, quoique la plupart des assassins paraissent en uniforme.

Pensons à ce que signifie vraiment la trajectoire de vie de personnalités comme Papon et Waldheim. Les optimistes concluent à leur extrême habileté dans la dissimulation. Ils ont peut-être simulé l'humanisme, mais ont-ils simulé les talents qui leur valurent leurs doubles carrières, semblables en cela – en cela seulement – à cet écrivain français qui obtint deux fois le prix Goncourt sous des pseudonymes différents ?

Les carrières à rebondissement de Papon ou de Waldheim – de Vichy au gaullisme, de la SS à l'ONU - ne prouvent pas l'existence d'une conspiration des anciens nazis au cœur de la société démocratique : cela ne serait pas encore si grave. Elles prouvent, ce qui est bien plus lourd de conséquences, que le profil du bon serviteur de l'Etat est le même sous tous les régimes : et l'on aurait tort de se satisfaire que les anciens nazis que l'on pourchasse soient d'année en année moins nombreux si en contrepartie leurs successeurs potentiels tiennent le haut du pavé. Conformistes, arrivistes et opportunistes, il existera toujours ce type humain qui servira tout pouvoir, et si aujourd'hui personne n'a rien à se reprocher dans le personnel préfectoral c'est seulement parce que l'occasion ne s'est pas présentée.

Philosophie de bazar ? A bien y regarder, Speer dit la même chose qu'Hannah Arendt. Mais lui, mine de rien, parle du monde moderne en général. D'où ce soupçon : et si le totalitarisme, dont parle Hannah Arendt pour mettre le communisme dans le même sac que son ennemi, ce n'était que l'état moderne de toute politique, découlant inéluctablement du développement de la science et de la technique ?

Par l'instruction, le dix-huitième siècle avait projeté de former un citoyen responsable: mais la science parcellisée et utilitariste a fabriqué un homme qui, quel que soit son niveau de formation, accepte d'obéir sans comprendre, car sa formation étroitement technique le conduit à mesurer à la fois l'efficacité globale de la technique, et l'extrême limitation du savoir qu'il détient. Si bien que personne ne croit plus à rien, si ce n'est à la possibilité d'intervenir matériellement sur le cours des choses, à condition d'opérer collectivement selon les règles que fixe la science. Et ces règles sont à la fois impénétrables comme des dogmes et dépourvues de transcendance comme des contraintes matérielles. Il est alors inévitable que les relations vécues quotidiennement dans le travail soient aussi systématiquement à sens unique: ordres transmis de ceux qui savent vers ceux qui sont censés ne pas savoir, et produisent un homme fait pour l'obéissance et la dépendance.

C'est probablement à juste titre que la tradition libérale considère le droit de propriété comme celui qui fonde toute liberté: car il est la traduction concrète du droit à une vie



autonome. Autonomie et égalité: les conditions du marché parfait sont aussi celles de la démocratie. Athènes et Rome connurent ainsi la participation directe aux affaires publiques d'un peuple de petits propriétaires. La tentative démocratique moderne avait été rendue possible en France par la révolution de 1789 engendrant une classe de petits propriétaires ruraux. Mais, usées par la concentration capitaliste, ces conditions ont disparu, laissant place à un prolétariat dont le statut: déracinement, dépendance, ignorance, instabilité, est incompatible avec le statut de citoyen. Le droit de propriété est réduit à de simples survivances: ce qui confirme finalement, malgré la prétention de richesse qui s'affiche en Occident, la tendance prédite par Marx à la prolétarianisation générale.

Juergen Habermas détaille par quel enchaînement les révolutions démocratiques se sont dévorées elles-mêmes. Le projet était d'établir une société d'égalité relative en même temps que de concurrence et de performance. Ce projet recelait une contradiction qui s'est développée peu à peu: car la concurrence suppose que la performance soit récompensée, et, dans une ambiance sociale qui valorise l'acquisition des biens matériels, ce ne peut être que par la création d'une inégalité. Au bout de l'accumulation des inégalités de fortune, bientôt transformées en pouvoir, on débouche sur une démocratie sans démocrates, où les institutions démocratiques sont ridiculisées et subverties. Dans l'espace dit "occidental", c'est-à-dire dominé par les Etats-Unis, la propriété fragmentée par les révolutions s'est peu à peu reconcentrée: si bien que finalement la compétition universelle selon les règles de l'économie libérale a abouti non pas au marché parfait des théoriciens libéraux, mais à de vastes conglomerats industriels et financiers. Dans chaque domaine particulier, la cartellisation des intérêts de même nature interdit la prise en compte et la conciliation des aspirations multiples, divergentes, et hétérogènes des populations, qui est la fonction même de la politique. Cette évolution signifie l'échec du projet libéral, dans lequel la démocratie économique est à la fois le modèle et la condition de la démocratie politique. Au défi, les sociétés démocratiques ont répondu par un interventionnisme toujours accru de la loi sur la vie sociale, conduisant à ce que Juergen Habermas appelle un "Etat social", dans lequel les droits humains fondamentaux, la liberté, la propriété, la sécurité, sont compris comme des droits politiques, et non plus comme des droits naturels ou d'origine divine limitant le domaine de la politique. Mais cette seconde tentative est également un échec: l'effacement de la frontière entre vie sociale et fonction politique n'a pas abouti à des Etats démocratiques mettant au dessus de tout la fonction politique, mais à une société renversée, dans laquelle la politique s'est mise au service de l'économie, au prix de son asservissement à l'instrument bureaucratique. **(Juergen Habermas, "Naturrecht und Revolution", in "Theorie und Praxis", Suhrkamp, 1971).**

Aujourd'hui, la propriété du sol est précarisée par des expropriations de plus en plus nombreuses et de plus en plus générales, et celle des objets d'usage courant, certes de plus en plus nombreux et perfectionnés, ne fondent aucune liberté. Ils demandent en fait à être servis, et leur rapide obsolescence ne fait que perpétuer ce que Guy Debord appelle le "chantage à la survie augmentée". Ils créent une apparence d'indépendance en périmant les collaborations inter-personnelles: muni de tant de robots, nous n'avons presque plus jamais rien à demander à personne: mais cela n'a pour effet que d'accroître notre isolement, et de renforcer notre dépendance globale par rapport à la collectivité

qui détient seule l'ensemble des moyens de la survie. Or dans le même temps, les règles de comportement décrites comme rationnelles et obligatoires par la science s'imposent comme une réalité massive sur laquelle il est impossible et défendu d'agir. Les actions humaines libres sont, dès lors, ressenties comme perturbatrices, et il est ressenti comme rassurant qu'elles soient elles-mêmes susceptibles d'être étudiées scientifiquement et orientées par des techniques de manipulation. Aussi l'élite close des politiciens professionnels nous parle-t-elle sans cesse de démocratie, mais sans rechercher ni obtenir la participation d'une population progressivement dépouillée des moyens les plus élémentaires d'une autonomie de pensée et d'action: et les vieux mots du siècle dernier résonnent comme la simple incantation d'un prestige évanoui. Partout les peuples sont devenus de simples touristes dans leur propre pays, comme à Disneyland tolérés pour un temps dans un monde rêvé en dehors d'eux. La Terre entière n'est plus qu'un cauchemar planifié, dans lequel nous sommes priés, en payant, de tenir nos rôles d'ectoplasmes. Et une mentalité de dévastation s'installe dans des populations qui savent qu'elles ne laisseront pas d'héritage, et à qui tout signifie qu'un quelconque sentiment de responsabilité vis à vis de l'espace et des choses serait outrepassant.

La victoire de la bureaucratie fut bientôt claire dans les pays du prétendu "communisme". Mais le mouvement est partout le même, et ce que nous voyons aujourd'hui ne donne pas lieu de se rassurer. A l'Est comme à l'Ouest, on trouve, se faisant face, collaborant et s'interpénétrant, des bureaucraties d'Etat et des monopoles de fait, nouvelles puissances travaillant à déformer l'esprit public au moyen de la publicité commerciale, et à corrompre par leurs largesses la représentation nationale. *"De l'économie et de l'Etat, on peut dire de chacun qu'il possède l'autre. Il est absurde d'opposer leurs raisons et leurs déraison... La fusion économique-étatique est un des traits déterminants de la société modernisée jusqu'au stade du spectaculaire intégré"*, dit Guy Debord. En même temps, l'échec du libéralisme démocratique ne conduit nullement à conclure à la validité des projets construits contre lui, et qui, tout en en découlant, conduisent à sa disparition. La menace consiste justement en cela que la dégénérescence de la démocratie sociale aboutit à des états technocratiques gérant des sociétés massifiées, et dont les crises prennent spontanément la forme de la terreur totalitaire. Le totalitarisme n'est pas tant le contraire de la démocratie, que sa séquelle. Et même si, certes, on a vu provisoirement reculer la bureaucratisation et le travail forcé, poussés au maximum dans l'espace soviétique, et la cruauté des moyens, perfectionnée jusqu'à l'inouï dans l'Allemagne nazie, la tendance et les enjeux demeurent partout les mêmes, et le risque du basculement n'est jamais écarté. *"Le phénomène concentrationnaire a été la projection d'un avenir possible dans le présent"*, dit David Rousset (*"La Société Eclatée"*, Grasset, 1973).

Les filiations qui s'observent dans le devenir historique sont perceptibles aussi si l'on considère les origines intellectuelles. On a voulu séparer *démocratie* et *totalitarisme*, et l'on a voulu rapprocher le *fascisme* du *communisme*, quoique les plus prudents aient préféré limiter leur critique au *stalinisme*. La théorie que recouvre l'emploi du mot de 'totalitarisme' veut que les deux systèmes, nazi et communiste, aient quelque chose en commun. Dans la version forte, celle d'Hannah Arendt, ils auraient tout ou presque en commun, et presque rien avec les systèmes démocratiques, ni avec aucun autre système présent ou passé. A eux deux, ils représenteraient un mal radical et radicalement

moderne : ce que l'on peut à la rigueur admettre, quitte à faire remarquer que le degré de nouveauté du nouveau est une affaire d'appréciation, indéfiniment discutable. Remarquons seulement que nos classiques n'y auraient pas cru facilement, qui citaient à l'occasion l'adage latin *nil novo sub sole*. Ceci pour la nouveauté. Quant à la filiation historique, le rejeton totalitaire a ses ancêtres dans la tradition étatique et révolutionnaire occidentale et nulle part ailleurs. Il n'est en rien un descendant plus ou moins modernisé du despotisme oriental. En Orient même, lorsqu'il y a sévi, le communisme d'origine soviétique a représenté une modalité de la modernisation et de l'occidentalisation politiques. En ce qui concerne maintenant la parenté idéologique, le bolchévisme se fonde sur le grand édifice marxiste, théorie politique de la révolution sociale, tandis que la théorisation nazie s'appuie sur les idées de limitation des ressources et de lutte pour la vie que l'on peut rattacher à Darwin et Malthus, quoique des auteurs plus récents (Johann Chapouteau) aient également montré sa filiation du côté du **management** à l'américaine. Il s'agit donc d'idées qu'il est difficile d'isoler du noyau central de la science et de la philosophie occidentales, et dont aujourd'hui encore les politiques démocratiques ne peuvent mépriser qu'à leur risque et péril le noyau de pertinence par rapport aux problèmes qui se posent concrètement aux sociétés industrielles.

Nazisme et stalinisme ne furent pas des aberrations étrangères à leur époque. Si la démocratie est le paradis auquel nous aspirons, et le totalitarisme ce qui la menace, la maladie ne peut pas être sans quelque rapport avec le malade. **Fascisme** et **communisme**, ces deux régimes que l'on dit 'totalitaires' prétendaient en finir avec certaines souffrances qui traversaient le vingtième siècle, et ils opéraient dans le même système de contraintes objectives que leurs faire-valoir démocratiques. Ils lui étaient d'ailleurs apparentés, et ne tombaient pas de la lune. L'un était né de la décadence d'une pseudo-démocratie du monde capitaliste, l'autre du durcissement autoritaire d'une révolution anti-autoritaire et anti-capitaliste. Le fascisme est la version nationaliste tantôt d'un athéisme et tantôt d'un traditionalisme catholique ou protestant : mais toujours un industrialisme appuyé sur la science, inconcevable avant le siècle des Lumières et capable de naître de la démocratie, et même de conserver certaines de ses méthodes. Ils représentent deux échecs d'un idéal auquel nous n'avons pas renoncé.

Pourquoi sommes-nous empreints de fascisme alors que nous le haïssons et que nous voulons seulement être heureux ? Parce que ce sont les conditions techniques qui dominant. Il est humiliant pour la démocratie de constater qu'historiquement, les totalitarismes naissent de l'échec d'une tentative démocratique. Il semble clair, quoique on le fasse rarement remarquer, qu'ils n'auraient pas pu se développer dans les conditions d'un régime autocratique, fût-il décadent : il leur fallait mettre en mouvement des masses protestataires, ce qui suppose que l'action politique de la part d'un simple particulier ne soit pas immédiatement considérée comme un acte de rébellion et écrasée dans l'oeuf. Hitler, Mussolini, Franco, sous une monarchie ou un empire forts n'auraient à aucun moment pu passer pour des acteurs légitimes du jeu politique et des porte-paroles autorisés d'au moins une fraction de la population. Ils auraient fini comme tous les meneurs des émotions populaires du passé, de Wilkes à Savonarole en passant par Etienne Marcel : assassinés, au bûcher, ou au pilori. Ou au mieux dans un cloître, ou cachés dans une province, comme Martin Luther. Il y avait peu d'espace pour des

idéologues frénétiques dans les sociétés autoritaires du passé. De telles postures relèvent exclusivement du système démocratique. La validité des principes démocratiques était un préalable à la façon originale dont les grands dictateurs du vingtième siècle firent de la politique. Si donc les grands régimes meurtriers du vingtième siècle découlent d'une pathologie politique, il faut admettre que c'est une maladie du système démocratique. C'est de cette contradiction insurmontable entre nos préférences et ce que nous produisons que résulte notre désarroi. Et ce que nous produisons découle des moyens que nous utilisons. Toute notre idéologie libérale et humaniste n'y change rien : et d'abord parce que l'idéologie n'est pas un déterminant mais un sous-produit de la vie collective. La société démocratique se veut sans reproche, mais elle fut toujours et demeure une société de la guerre. C'est en ce sens que le fascisme, qui peut aussi vivre sa vie autonome, sans la démocratie, est toujours d'actualité après qu'il a été écrasé, et qu'il habite toujours et encore la société démocratique, soit à titre de trace, soit à titre de germe. En effet, la seconde guerre mondiale n'a pas résolu la contradiction qui nous habite entre le goût de la compétition et celui de l'égalité. Fondée comme elle est à la fois sur l'idée de concurrence économique et sur la conciliation politique des intérêts, à laquelle s'ajoute depuis peu le souci de la base biologique de la survie collective à long terme, la pratique démocratique contemporaine ne peut certainement pas se comprendre comme un dépassement des problématiques expliquées par Marx, Malthus et Darwin. La politique démocratique contemporaine est toujours contrainte par les questions de partage des productions et de l'espace et d'accès aux ressources. Aucune des raisons de fond qui ont conduit les nazis à être si impitoyables avec les peuples voisins et les Soviétiques à être si durs avec eux-mêmes n'ont été réglées depuis la disparition de Staline et Hitler. Pour toutes ces raisons, les démocraties occidentales ne peuvent pas se laver les mains du totalitarisme récent. Pour elles, il n'est pas l'étranger radical.

## 10. L'état des choses

Les futuristes avaient touché juste lorsqu'ils avaient exalté le caractère fasciste de la vitesse et de la force mécanique. Mais en dépit des leçons de la Grande guerre on avait oublié les promesses de la science et des techniques et l'on s'était rassuré et réconcilié avec les machines. Et ensuite les nécessités de la guerre suivante avaient accouché du monde où nous sommes. Certains voudraient au moins sauver la science. Ils s'appuient sur la distinction entre science et technique. Mais c'était aussi une certaine mentalité, et non la simple disponibilité des machines à tuer, qui conduisait à considérer la guerre, dernière raison de la politique, comme un champ d'expérimentation, et les populations comme des sujets d'expérience. Le triomphe de la science, principale dimension du progrès, n'était pas seulement une accumulation de résultats mais la diffusion de l'attitude expérimentale dans tous les milieux.

On sait que dès les premiers résultats connus sur les niveaux d'énergie engagés dans les réactions nucléaires, Churchill avait posé la question de savoir si par hasard cela ne

pouvait pas déboucher sur la confection d'une bombe surpuissante. La vivacité de son intelligence venait de faire de lui le véritable père conceptuel de la bombe atomique, dont il promut la mise au point dès les premiers temps de son gouvernement. Il a fait école : car dès lors qu'une arme est concevable, on ne saurait attendre d'être engagé dans une guerre pour la développer, au risque d'être confronté à un ennemi qui, n'ayant pas eu les mêmes scrupules, aurait pris de l'avance. On peut être assuré que secrètement ou ouvertement, les puissances qui en ont les moyens ne négligent aucune recherche susceptible de déboucher sur un outil d'extermination.

Une arme nouvelle demande à être expérimentée, c'est à dire utilisée dans les conditions réelles sur des cibles véritables. Les cadres de l'armée sont donc devenus des membres de la société savante, et ils ont cette particularité que la routine de leurs protocoles expérimentaux est faite de meurtres programmés, soit dans le cadre d'une guerre déclarée, soit dans des essais destructifs tenus confidentiels. C'est ainsi que les morts d'Hiroshima et Nagasaki moururent pour la science, car il fallut détruire deux villes pour tester deux modèles de bombes. Faute de guerre, puisque la guerre précédente était terminée et que la suivante n'avait pas encore commencé, les Soviétiques, se heurtant plus tard à la même nécessité conduisirent des essais comparables sur leurs propres troupes.

Le problème éthique et métaphysique que représente le savant fou continue à être relégué en marge des préoccupations comme relevant de la criminalité individuelle alors que le type appartient à notre normalité sociale. Frankenstein, n'était encore qu'anticipation. Petiot était bien réel, mais entrainé dans la catégorie du bizarre et de l'amateurisme. Mengele était à la fois ample et institutionnel : mais son nazisme rassure, puisqu'il est globalement rejeté du côté de l'étrange et du non-répétable. Tout cela est à tort, car le bilan à tirer de la seconde guerre mondiale, et de sa non-purgation à Nuremberg, c'est que le nazisme, modèle de tout ce que nous prétendons ne pas être, a ensemencé nos pratiques une fois pour toutes. Il suffit de comparer les moyens alloués à la recherche civile et à la recherche militaire pour comprendre que notre science a pour pointe extrême l'application militaire, que ses plus remarquables expérimentations sont des meurtres en grandeur réelle sur le champ de bataille. Qu'elle a pour objectif principal le suicide collectif.

Par respect pour la science, qui sort de la philosophie et s'est longtemps voulue neutre politiquement, ou même critique du pouvoir, nous refusons de voir la dimension expérimentale de la guerre moderne, qui en est au contraire l'expression la plus intime. On est injuste avec les généraux tentés de beaucoup tenter, comme Nivelle ou Montgomery, lorsqu'on les accuse d'être des bouchers : car ils méritent plutôt d'être appelés des chercheurs. Ce sont il est vrai des chercheurs du genre qui ne se refuse pas à la vivisection, puisque leur maxime pourrait se formuler : *qu'important quelques vies sacrifiées, pourvu que progresse la science stratégique. Arnhem* ou le *Chemin des Dames*, même rétrospectivement, n'étaient pas des ratages mais des expériences nécessaires au progrès de cette science. Il est vrai que l'idée de courir sus à des mitrailleuses bien retranchées pouvait sembler aberrante : mais encore fallait-il le démontrer, et pour cela il n'y avait que l'expérience, conduite à la façon des enfants lorsqu'ils s'amuse à torturer des animaux *pour voir ce que cela fait*.

Emmanuel Berl raconte qu'il était devenu pacifiste en voyant son camarade de tranchée soudain coupé en plusieurs morceaux par un obus, *comme un ver de terre*. Mais les pacifistes ne surent jamais se faire accepter ni des gouvernants, ni des populations. Il y eut donc d'autres progrès de la stratégie. Au bout du compte, si le fascisme consiste à ne mettre aucune limite à la violence dont on a les moyens, ce monde peut être dit fasciste. Cela découle du progrès technique. La force de travail une fois devenu superflue, le génocide devient rationnel. Un certain optimisme a pu croire qu'après Nuremberg et la condamnation du nazisme nous serions protégés. Un certain pessimisme avait inventé le '*totalitarisme*' pour conclure qu'il n'en était rien, mais en rejetant encore une fois la menace de l'autre côté du mur. Pourtant, même après l'effondrement du système soviétique nous voyons bien que nous ne sommes pas définitivement tirés d'affaire.

A ce point, une certaine forme de pessimisme optimiste consiste à croire que les risques pour l'avenir se résument aux nouveaux ennemis –si pauvrement armés- de l'Occident riche, alors que la menace représentée par le fanatisme n'est rien tant qu'elle ne s'accroît du développement technique. Alors seulement, elle devient mortelle. Cela conduit à quelques révisions concernant la '*démocratie*' : car lorsqu'il s'agit de saisir le péril du moment, autant le rapprochement entre Auschwitz et la Kolyma est artificiel, autant est pertinent celui entre Auschwitz et Hiroshima, tant ces deux catastrophes furent innovantes et prometteuses, alors que les camps soviétiques étaient des héritages décevants du passé.

Si les traits communs que l'on peut détecter entre nazisme et communisme avaient été décrits et subsumés par le terme devenu obsessionnel de '*totalitarisme*', et énormément popularisé, quoique encore plus imprononçable en anglais, par George Orwell et Hannah Arendt, pour opposer ensemble ces deux idéologies à ce que l'on appelle '*le monde démocratique*', supposé exempt d'idéologie, et donc aussi de toute brutalité idéologiquement inspirée, l'expérience de la guerre montre au contraire que les impératifs techniques l'emportent sur les habitudes politiques et sur les mœurs civiles lorsqu'il s'agit de définir les pratiques guerrières concrètes.

On l'avait vu dès la seconde guerre mondiale, mais l'après-guerre, c'est à dire le temps des guerres suivantes, l'avait confirmé de façon éclatante : la démocratie, même débarrassée de son ennemi, savait elle aussi massacrer. Hitler avait projeté d'exterminer les Juifs et les slaves pour garantir la prospérité et la tranquillité des Allemands, et l'on prétendit que cela avait discrédité un certain nombre de pratiques. Cependant, beaucoup de puissances ont beaucoup tué depuis la chute du grand Reich de mille ans, et l'on a bien vu, en particulier, qu'il importait peu aux Américains qu'il restât ou non des Vietnamiens et des Iraquiens s'ils pouvaient seulement implanter leurs installations militaires, s'emparer de certaines ressources naturelles, menacer d'autres ennemis. Et quant au passé, en ce qui concerne Hiroshima, la doctrine américaine est claire : c'était une bonne idée, et si c'était à refaire, on le referait tout pareil. Descendu sur Terre au printemps de 1945 et découvrant les ruines de Berlin, Dresde, Oradour, Saint-Lô, Tokyo, Stalingrad et Varsovie, un Martien n'aurait pas discerné les effets du nazisme de ceux de la démocratie. Il aurait vu partout les effets de la même sauvagerie. Mais pour nous Hiroshima est l'antidote d'Auschwitz : et d'autres Hiroshima font figure de solution pour l'avenir.

La leçon de la seconde moitié du vingtième siècle est donc claire : l'attitude génocidaire dans la guerre est une donnée universelle et les prétendues démocraties n'en sont pas exemptes. En face de cela, Nuremberg et ses séquelles, dont les principales : l'*Organisation des Nations Unies*, le droit pénal international et les tribunaux qui sont réputés l'appliquer, pèsent peu. Des massacres effroyables ont fondé le monde dans lequel nous vivons et d'autres massacres, indéfiniment, sont nécessaires à sa survie : mais tout comme cela s'était passé avec la *Société des Nations* de Genève, les violences étatiques dénoncées, mais jamais sanctionnées, par les nouvelles organisations internationales sont toujours choisies de façon à ne déranger aucune vraie puissance. Le monde d'après Nuremberg semble une illustration caricaturale des '*Animaux malades de la peste*' du vieux La Fontaine.

S'agissant de la bombe atomique, ceux qui en disposent ne souhaitent pas qu'on oublie son existence, car ils considèrent que c'est un avertissement utile pour leurs ennemis. Les Américains en particulier la célèbrent comme ils célèbrent tout nouveau dispositif technique. S'ils l'osent, c'est que Nuremberg a eu pour fonction historique de poser que la victoire découlait d'une supériorité morale des vainqueurs et non d'une capacité supérieure de violence. Et depuis, ils se persuadent que partout où ils déploient leurs armes le châtement qu'ils infligent aux petits pays pauvres est appelé par leurs fautes : fautes en général contre *la démocratie*. Quant à eux, comme l'a expliqué un président américain, ils sont bons : et quoique Nuremberg ait établi que les peuples et leurs gouvernants sont solidairement responsables de leurs excès dans la guerre, ils n'ont rien à craindre d'une justice réservée aux petits pays faibles et mal gouvernés. Telle est notre privilège et notre insouciance depuis ce moment fondateur où Auschwitz, rationalisation ultime du processus industriel, fut puni et Hiroshima, couronnement de la science expérimentale, approuvé.

La victoire sur le nazisme fonde la prétention de supériorité morale du monde qui se nomme lui-même '*démocratique*' alors qu'il n'en a pas été le principal artisan, et alors que ce n'est pas le précédent de ce régime qui nous renseigne sur ce que pourraient être les génocides de demain. Les camps de travail, de torture, de mort lente ou d'extermination que l'on y rencontrait sont des formes de terreur secondaires, non décisives, et c'est en revanche la bombe atomique qui représente la menace génocidaire la plus immédiate, car elle est la réponse que la technique donne à la prolifération humaine devenue exponentielle et insoutenable. Elle seule promet des génocides réussis très au delà de tout ce qui s'est vu dans le passé, et les dispositifs institutionnels propres à en décider l'utilisation sont en place, puisque les états ne se sont nullement réformés depuis que nous les avons vus s'employer dans ce sens.

On s'inquiète volontiers du risque de voir des tyrannies exotiques mettre la main sur l'instrument nucléaire, et certes la possession de la bombe atomique par des pays aux abois, misérables ou cernés par des ennemis irréductibles constitue un risque : mais la probabilité de son usage par l'un ou l'autre des pays réputés *démocratiques* n'est pas non plus négligeable. Les Etats-Unis, jouant sur le souvenir cuisant d'un précédent qu'ils ont toujours assumé, recourent régulièrement à cette menace, qui même lorsqu'elle n'est pas formulée, fonde leur attitude comme puissance. On les prend au sérieux, car le passé répond de l'avenir, et ni Dresde, ni Hiroshima ne furent des exceptions justifiées par la nature particulière des régimes à abattre. Le bombardement

de terreur visant les populations était devenu, en 1945, la routine, et il n'est ensuite jamais sorti des moeurs de la guerre *démocratique*. D'ailleurs, la propagande de guerre explique pourquoi chacun de nos ennemis successifs est un nouvel Hitler : que cela soit tout à fait faux ou seulement un peu abusif importe peu, car c'est surtout une façon détournée de nous indiquer comment vont être traitées les populations qui le soutiennent ou seulement le subissent. Pour les Etats-Unis, la logique qui a justifié Dresde et Hiroshima s'applique à tout ennemi, et une puissance dont les visées sont globales n'a que des ennemis.

Hiroshima est l'essentiel et le répétable de la crise totalitaire du vingtième siècle, et il semble bien que cela soit un progrès irrémédiable. Si, comme l'explique Jean-Claude Milner (*Les tendances criminelles de l'Europe démocratique*), la *démocratie*, plutôt qu'un système politique, est rapport entre politique et société caractérisé par le caractère illimité des contraintes et des interventions, ce que l'on appelle de façon un peu compliquée '*totalitarisme*', dont on cherche les traits distinctifs dans des régimes inefficaces, vaincus, et discrédités, n'est rien d'autre que la radicalisation de la démocratie elle-même. Telle est la leçon de la seconde guerre mondiale.

La menace de guerre et de grands massacres est d'autant plus présente que ce qui se donne pour le monde '*démocratique*' est en réalité le monde riche, devenu comme une bourgeoisie de la société mondiale. Polie, cultivée et libérale, on l'anticipe pourtant de la plus grande férocité lorsqu'elle sentira menacées les bases matérielles de son existence. Nous savons désormais ce que signifient Dresde et Hiroshima : ce qui est arrivé aux Allemands et aux Japonais arrivera à quiconque fera sérieusement obstacle à la domination et aux privilèges de l'Occident riche. D'ores et déjà, résolues à maintenir le statu quo dans un monde où elles sont devenues démographiquement marginales, les démocraties techniciennes sont les nations les plus agressives que l'histoire ait jamais répertoriées.

*'Prendre des mesures politiques combinées pour prévenir la guerre si possible, et des mesures militaires combinées pour que toute nation qui commence une guerre la perde'*, promettait Nuremberg : mais cinquante ans plus tard, l'Organisation des Nations Unies sert essentiellement à légitimer des entreprises impériales, qui se font sous son égide. Dotées d'instruments militaires professionnels si largement financés qu'elles peuvent dévaster et occuper des pays entiers sans même recourir à la conscription, les nations occidentales riches se montrent capables d'infliger à tout ennemi techniquement moins avancé des pertes dans un rapport de un à mille. Elles le font avec toute l'autorité, la bonne conscience et la certitude de leur propre impunité de ceux que le tribunal de Nuremberg a consacrés comme *gardiens de la moralité internationale*.

Le droit issu de Nuremberg est une arme sans réplique pour qui est chargé de le dire, et il n'y a pas de pitié pour la canaille planétaire lorsqu'elle se révolte contre l'ordre des choses. Il n'est pas de brutalité qui ne soit excusable si elle est décidée par un gouvernement vraiment puissant et vraiment dangereux, c'est à dire, le plus souvent, *démocratique*. Car tout ce que font les démocraties concrètes est censé être fait en vue de la '*démocratie*' idéale, et cela suffit à justifier toutes les exactions et tous les abus.

Les abus sont nombreux, car les *démocraties riches* ont de gros intérêts à défendre, et d'ailleurs s'intéressent à tout. Thucydide aurait été surpris d'entendre créditer la



démocratie de douceur. Il n'aurait pas été étonné en revanche de voir les démocraties concrètes si puissamment armées et si militairement actives : mais s'il faut les dire pacifiques malgré tout, c'est qu'elles sont par définition innocentes de tous les conflits dans lesquels elles sont impliquées. Chaque guerre que fait une démocratie est une exception et chacune est réputée découler de l'agression commise par une dictature. Et si par hasard il existe une dictature qui n'a jamais agressé personne, car il arrive aux dictatures de se contenter d'un peuple à martyriser, c'est au moins qu'elle y pense : et cela justifie qu'on la menace, qu'on nuise à ses intérêts, et si elle n'est pas vraiment dangereuse, puisqu'il arrive aux dictatures d'être rétrogrades et mal armées, qu'on l'attaque. On l'attaque pour la remplacer par un gouvernement ou un non-gouvernement mieux à notre convenance, quoique généralement pas une *démocratie*, car pour gouverner les pauvres nous préférons des tyrannies obscurantistes, d'autant plus que leur indignité donne un prétexte honorable pour les liquider lorsqu'elles ont achevé d'être utiles. On tue alors au passage parfois le dictateur, ses femmes et ses enfants, et presque toujours une fraction plus ou moins considérable du peuple qui les subit.

Devant une profusion de bonnes intentions qui n'a d'égal que l'ampleur des injustices et la répétition des menaces et des exemples faits de leurs voisins et de leurs semblables, les pauvres ont bien raison d'être méfiants. L'expérience leur enseigne que l'Occident riche n'a guère envie de les voir construire des nations viables et autonomes, capables un jour peut-être de leur tenir tête. Il en résulte que l'Occident riche et *démocratique* est haï : et il l'a bien cherché. "*Tout cela, c'est parce que nos ennemis ne comprennent pas à quel point nous sommes bons*", disait un proche de Georges Bush en condamnation de l'attentat du 11 septembre. Un grand massacre de moyen-orientaux sans rapport avec l'affaire s'ensuivit, dont la région ne s'est pas depuis remise. Mais ce n'est qu'un exemple parmi cent autres, ou davantage.

Tout ceci n'est pas en contradiction avec la logique qui sous-tendait Nuremberg. En effet, dans la logique impitoyable sur laquelle y fut fondé le nouvel ordre international, les habitants des pays dictatoriaux sont présumés solidaires de leurs dictateurs et méritent tout ce qui leur arrive lorsque nous décidons de sévir. Ils sont en cela analogues aux civils allemands ou japonais de Dresde et d'Hiroshima, qui n'auraient pas dû se donner un gouvernement assez fou pour s'en prendre aux pays à la fois les plus civilisés et les plus puissants de la terre.

Par une admirable coïncidence qui réconcilierait quiconque avec l'idée de *providence*, ce sont les mêmes pays qui sont à la fois les plus civilisés et les plus puissants : on se dit par conséquent que les deux caractéristiques se conjoignent par quelque nécessité interne. La victoire de 1945, davantage encore que le succès en affaires et l'opulence est signe d'élection divine et va avec la pureté morale.

Tout est donc tombé juste déjà en 1945, jugent les optimistes : et les plus pieux y n'y voient rien de moins que la main de Dieu. Peut-être est-ce la faveur divine elle-même qui donne toujours la victoire au plus juste : c'est au moins ce que peut facilement penser un protestant pieux des Etats-Unis. D'autres, les réalistes, et surtout en Amérique, où la détention du pouvoir réel donne un plus grand esprit de responsabilité, tiennent que si la victoire du 'bien' n'était pas de toutes façons inscrite dans le plan

divin, les hommes libres auraient le devoir de la faire advenir par tous les moyens. De par les lois de la nature, pensent-ils, c'est le meilleur qui l'emporte. "*Survival of the fittest*", dit-on : la démocratie est riche et puissante précisément parce qu'elle est libre.

Ce qui est vrai, c'est que contrairement à la leçon classique qui veut que les démocraties soient faibles, le fonctionnement démocratique n'est pas pour rien dans la capacité de violence. La capacité de bâtir le consensus dans de vastes organisations militaires est la vraie cause de la victoire anglo-américaine de 1945. Mais la *démocratie*, disent les démocrates, est par ailleurs le meilleur système, celui où l'on vit le plus commodément et de la façon la plus opulente : les moyens violents dont elle dispose sont donc la justification même de leur emploi lorsqu'il s'agit de la défendre. C'est à dire que l'insensibilité et l'aveuglement au mal que l'on commet, dont nous avons eu l'exemple indubitable avec le peuple allemand travaillé par le nazisme, nous sont devenus à nous aussi à notre tour, instinctifs et naturels. La justification de nos guerres va de soi. Elle n'a même plus à être présentée, ni leur nécessité débattue. Dans la *démocratie* aboutie, la guerre a même perdu son nom de guerre. Elle est une *opération extérieure*, financée par les crédits ordinaires des forces armées. Et si elle est décidée tout de même au plus haut niveau, plutôt que par un simple subalterne chargé du maintien de l'ordre néo-colonial, c'est que dans la *démocratie* aboutie, tout est décidé au plus haut niveau, depuis la hauteur des immeubles jusqu'aux questions d'orthographe.

L'ampleur des moyens forme un contraste saisissant avec la légèreté avec laquelle ils peuvent être engagés. La menace nucléaire fut explicite de la part de l'état-major américain dans les deux '*guerres du Golfe*' jamais déclarées selon les formes : l'Occident riche ne tolérera pas d'être tenu en échec. Muni de la caution morale de Nuremberg, il a fait du terrorisme conventionnel l'instrument permanent de sa politique étrangère et il garde le terrorisme nucléaire comme argument de réserve. Convaincu que tout le monde raisonne comme lui, l'occident repu entend éviter que ses ennemis potentiels accèdent aux mêmes armes que lui mais c'est aussi la raison pour laquelle ces derniers les désirent. L'affrontement devient probable alors qu'il signifie la fin du monde.

On veut croire que la généralisation et la perfection de la démocratie viendront à bout de la violence internationale, mais la guerre ne résulte pas toujours d'une insuffisance de démocratie. Certaines guerres sont un produit de la démocratie parce que les peuples protégés du centre de l'Empire les préfèrent à la moindre diminution de leur consommation. Elevés dans le confort et éduqués à la paresse, les masses démocratiques sont prêtes à exterminer ce qui fait obstacle à leurs caprices. Ne connaissant ni la souffrance ni l'effort physique, elles acceptent légèrement ce que d'autres subissent dans l'intérêt d'un ordre qui leur profite. Plus de démocratie réelle aboutirait peut-être à davantage d'injustice.

Lorsqu'il s'agit de ce que nous appelons la 'liberté', et qui est en fait notre droit sadien de jouir sans limites quelles que soient les souffrances qui en résultent pour d'autres, la fin, à nos yeux, justifie les moyens : c'est sur cette base que, depuis 1945 et en appui sur Nuremberg, chaque entreprise militaire occidentale donne lieu à des flots de justifications pseudo-morales, alors que la victoire n'avait pu advenir sans que soit aboli du même coup le monde même dans lequel les jugements moraux pesaient sur le cours

de l'histoire. Aujourd'hui, quels que soient les détours et l'intelligence des raisonnements qui justifient les politiques occidentales, la prémisse en est toujours la supériorité de notre civilisation, et la conclusion la nécessité d'Hiroshima, ce qui est, à condition de l'entendre autrement une stricte vérité : car une technique efficace ne peut pas indéfiniment rester inutilisée.

## 11. Le nouvel ordre moral

L'application à attendre du droit issu de Nuremberg était par structure arbitraire, puisqu'on remettait à des hommes le soin de venger les droits bafoués de l'Humanité. A quoi s'ajoutait qu'avec la rigueur des règles qu'il fixait, il n'était pas un puissant du présent, du passé ou de l'avenir qui ne fût un peu coupable. Et la culpabilité ne se limitait pas aux maîtres. Car si c'était l'enthousiasme irrationnel d'une foule qui avait installé la tyrannie nazie, c'était l'obéissance la plus banale, celle que tous les pouvoirs requièrent, qui avait rendu ses crimes encore possibles lorsque l'enthousiasme eut disparu.

Le verdict de Nuremberg pose que chacun est responsable non seulement des ordres qu'il donne, mais de ceux auxquels il obéit. Et en effet, en un certain sens toutes les sociétés sont à la fois oligarchiques et démocratiques : des cercles étroits y prennent toutes les décisions, mais qui ne prennent effet qu'en rencontrant le consentement des exécutants, la passivité des témoins, et la résignation des victimes. Et il en était ainsi depuis que le monde était monde. La particularité supplémentaire des sociétés dites 'démocratiques', c'est que le consentement n'y est pas tacite, se déduisant seulement d'une obéissance que l'on peut toujours supposer obtenue à contre-cœur, mais explicite, puisqu'elle s'exprime par des processus électifs apparemment et parfois effectivement 'libres', sinon biaisés de multiples façons. Comment ne serions-nous pas tous coupables dès lors que des malheurs arrivent, qui auraient pu être évitables ?

La nouveauté que le fascisme moderne avait introduit, avec l'importance de moyens techniques extrêmement centralisés, c'était l'ampleur des dégâts davantage que l'équation morale. Il me semble que la différence est seulement de degré entre l'opérateur de chambre à gaz et le bourreau qui allumait le bûcher de la sorcière. L'équipement est différent, mais le psychisme est inchangé : l'un comme l'autre se dit qu'il fait son travail, et qu'il n'est pas responsable de sa nature. De degré aussi la différence d'implication des populations dans le fonctionnement des sociétés modernes. Or Nuremberg modifiait l'antique jurisprudence qui exonère le prince par le peuple et le peuple par le prince, et cela pose un problème peu reconnu mais bien réel, avec lequel se débattent les sociétés d'après-guerre qui se veulent des états de droit irréprochables, dès lors que s'y développent des calamités collectives.

Comment ne serions-nous pas tous coupables dès lors que des malheurs arrivent, qui auraient pu être évitables ? Mais d'autre part, qu'y pouvons-nous vraiment, et que devons-nous faire ? Car dans les conditions modernes de la vie en société, il n'y a, pour l'individu confiné à des tâches parcellaires accomplies selon des recettes fixes, aucun milieu entre le refus total et l'acceptation intégrale de l'ordre des choses et de tout ce

qu'il produit. Quelle traduction pratique le refus de participer aux crimes nouveaux que définissait Nuremberg peut-il prendre ? Le devoir de refus d'obéissance s'étend-il à la vie courante dans les états tyranniques ? Et quid des états démocratiques ? A quoi d'ailleurs les reconnaît-on ? Et où la liste en est-elle déposée ?

Cela devrait résonner dans nos têtes comme un signal d'alarme : c'est l'ancien nazi Speer, échappé au bourreau par on ne sait quel arrangement tenu secret entre puissances victorieuses, qui s'avisa un jour de dire qu'au point où en sont arrivés les moyens de destruction dont elle dispose, l'Humanité ne peut survivre qu'en instituant *la souveraineté de la conscience*. Nul n'est plus rigoureusement démocrate qu'un ancien nazi, puisque la radicalité est un tempérament. Mais on peut trembler d'avoir un jour un Speer présidant un tribunal assis sur le droit issu des principes de Nuremberg.

Ce n'est pas cela pour l'instant qui s'est passé. La jurisprudence de Nuremberg ne fut plus jamais appliquée après la condamnation des nazis, si ce n'est aux ennemis de l'Occident riche. Et donc peu importe aux juges, aux fonctionnaires, aux policiers de l'Occident riche que les prisons y soient inhumaines et que des innocents y souffrent et y meurent : car les chances sont faibles qu'ils aient à en répondre.

Au lieu de cela, le public se rassure à bon compte de voir leurs gouvernants s'en prendre à des tyrans hors d'état de nuire. Pinochet une fois bien vieilli et contrairement à Franco lassé du pouvoir et du meurtre, quelques Khmers rouges : de vieux lions édentés. Des anciens nazis et leurs ex-collaborateurs. Barbie, Touvier et consorts. Des tortionnaires à la retraite. Papon, et lui seulement : pas la population qui lui obéissait et lui prêtait assistance.

Comment, raisonne-t-on, les policiers qui arrêtent Papon pourraient-ils demain commettre des Paponneries ? Le bien et le mal ne sont-ils pas suffisamment tranchés ? Cela ne serait pas logique ! Voilà bien la naïveté des naïfs : comment ne pas voir que c'est par la même obéissance que les policiers républicains obéissent à la loi républicaine et les policiers fascistes à la loi fasciste ? Ce n'est d'ailleurs pas à la loi que les policiers obéissent : c'est aux ordres, qui valent exactement ce que valent ceux qui les donnent.

La leçon des faits est pourtant irréfutable : ce sont les mêmes policiers qui étaient républicains, ou presque, en 1939 et franchement tortionnaires en 1942, pour redevenir républicains, et même décorés comme résistants en 1945. Ce qui ne veut pas dire qu'ils renoncèrent une fois pour toutes à la brutalité : la guerre d'Algérie commençait. Il y avait du monde à mettre au pas, au service de la liberté retrouvée.

Que faire face à l'éternelle logique du pouvoir, toujours tenté de repousser les limites mises à ses prérogatives ? A cette question, Nuremberg et le droit qui en découle ne répondent rien. Cela est apparu en pleine lumière à l'occasion de la guerre du Vietnam. Car, comment le nier ? la jeunesse se conformait à l'injonction de Nuremberg lorsqu'elle se mit à protester violemment contre les crimes commis par l'armée américaine et ses alliés, et dénoncés par le tribunal Russell. Et les terroristes de la Fraction Armée Rouge d'Andréas Baader ne firent que pousser la logique de Nuremberg jusqu'à ses ultimes conséquences –comme il est dans le tempérament allemand de faire toute chose - en liquidant, là où ils le pouvaient, des exécutants de cette politique.

Si l'on prenait Nuremberg au sérieux, il fallait en effet, pour ne pas être complice, agir contre l'armée américaine et contre le capitalisme occidental en général. Ce n'était pas tant un droit qu'une injonction. Si vraiment tous les Allemands qui ne résistaient pas à Hitler étaient complices de ses crimes, tous ceux qui ne cherchaient pas à arrêter la machine de guerre de l'OTAN dans les années soixante-dix étaient complices de ceux de Nixon. Andréas Baader et Ulrike Meinhof s'inscrivaient dans la logique de Nuremberg, qui justifiait tout moyen de nature à faire cesser l'intolérable. Mais à l'instant où ils s'érigeaient en justiciers, ces bons élèves de la démocratie qui se saisissaient de l'instrument terroriste allaient nécessairement se trouver confrontés aux limites de l'outil, les mêmes qui en beaucoup plus grand avaient frustré Harris : le terrorisme est un bricolage futile dont rien ne résulte.

Ils se sont, ironie de l'Histoire, trouvés confrontés aux mêmes paradoxes que les juges de 1945, qui maniaient eux aussi une justice terroriste : réduits à détruire des vies peu significatives là où il s'agissait de renverser une politique incoercible. Plus utopique encore : faire qu'elle n'eût pas existé. Dé-bombarder Hanoi. Dé-napalmiser la jungle et les paysans du Viet-Nam. Et en vue de cela, ils en étaient réduits, comme les juges de Nuremberg à faire sordidement périr quelques technocrates gris, courtement pleurés et bientôt remplacés. Ce fut tout le bilan de la Fraction Armée Rouge, car un terrorisme d'amateurs est forcément inefficace lorsqu'il affronte un autre terrorisme, mais plus déterminé et doté de moyens supérieurs : celui des professionnels du terrorisme d'état. Ce genre d'action ne sauve que l'honneur, et n'a pour soi que la beauté du sacrifice inutile. Cela ne valait pas le coup d'y perdre la vie.

Les enfants naïfs de la paix qu'étaient les gauchistes des années soixante-dix, n'avaient pas compris que Nuremberg n'était pas sérieux, et le public 'démocratique' fut pour sa part saisi d'incompréhension devant leur application imprévue des principes de Nuremberg, tout comme les Français dans leur immense majorité furent horrifiés, en août et octobre 1941, par les premiers attentats de la résistance communiste. D'où l'indifférence, le déni ou l'approbation de l'exécution sommaire –plus ou moins déguisée en suicide- d'Ulrike Meinhof et de Baader lui-même dans le secret de leur prison, venant d'une population habituée à penser que le terroriste, c'est toujours l'autre, puisque plutôt qu'un certain moyen de la guerre civile ou étrangère, c'est tout simplement le contraire de la 'démocratie'. Le cas Hitler étant jugé, la bombe du 20 juillet qui faillit le tuer était rétrospectivement réputée une bonne bombe, comme toutes celles qui tombaient sur l'Allemagne pendant la même période, et qui finirent par avoir raison de lui. Mais il n'y avait pas eu et il n'y aurait pas de Nuremberg pour les criminels américains et leurs complices de la République fédérale allemande : pour la bonne raison que s'ils avaient eu vingt ans de moins, ils auraient été du côté des juges. Et donc toute atteinte à leur vie et à leur pouvoir était 'terroriste' et 'criminelle'. Sous prétexte de droit et de progrès de l'Humanité, on avait seulement donné quelques justifications et quelques outils supplémentaires à un impérialisme brutal. On avait imposé l'idée d'un tribunal suprême des peuples, et habitué aux punitions qu'il inflige, et périodiquement les nouveaux Versaillais font quelque nouvelle *Semaine Sanglante*, avec la meilleure conscience du monde puisque c'est au nom des *droits de l'homme*.

L'occident démocratique dénonce le terrorisme parce qu'il s'en prend à des *innocents*, mais de quelle innocence s'agit-il ? Nuremberg a réfuté l'innocence des peuples, et tous

les gouvernements orchestrent l'approbation populaire de leurs propres débordements. Il n'y a plus d'innocence, et la prétention d'innocence est d'autant plus hypocrite que la vie démocratique est plus authentique.

Dans les pays les plus démocratiques, la presse de caniveau flatte la plèbe globale que sont devenues les populations *démocratiques*, qui souillent la planète comme touristes et comme automobilistes. Elle justifie tous les massacres que l'on commet en son nom et à son profit, pour qu'elle continue à imposer le spectacle de ses mœurs décadentes et de ses corps avachis. Une plèbe prête à tout et prête à tout accepter pour qu'il soit accordé un sursis au mode de vie qu'elle recouvre du nom de liberté, tout en admettant qu'elle n'a plus le choix de rien.

Dans les pays démocratiques, l'information ne produit pas de conscience. C'est comme si un grand enfant immature et autiste s'était emparé du fléau de Nuremberg pour satisfaire des envies dérisoires. Certes la liberté de protester est un luxe offert aux originaux pour les engager eux aussi à subir tranquillement des décisions qui leur font horreur mais qui engagent leur responsabilité : et des protestations s'élèvent en effet. Mais les opinions raisonnables sont sans effet, car elles restent toujours d'autant plus minoritaires qu'elles sont plus raisonnables.

J'entends d'ici les protestations : comment oser dire que l'occident est fasciste alors que la barbarie de ses ennemis est si perceptible et si différente ? Mais les différences sont de détail. L'essentiel, s'il s'agit de juger un régime, ce sont ses entreprises de plus grande ampleur. Et si la vie sociale des pays les plus puissants est faite d'équilibres politiques subtils et finement réglés, il en résulte globalement, vis vis de l'extérieur, une capacité de violence sans précédent. Peu importe que dans un pays la vie soit douce s'il se comporte internationalement comme une bête sauvage. Pendant l'Occupation, la Wehrmacht donnait à Paris d'excellents concerts, et au tournant des années soixante-dix, qu'est-ce que cela faisait aux Vietnamiens écrasés sous les bombes que les citoyens américains aient des droits ? Est-ce une consolation de savoir que vos ennemis qui vous tuent avec du napalm et des mines à fragmentation, lorsqu'ils sont entre eux dans leurs pays se montrent cultivés et même raffinés, pleins d'humour, et très tolérants ?

Les amis du désastre ne voient dans tout cela que des inconvénients passagers et remédiables. Ils n'envisagent pas d'alternative à la *démocratie* telle que nous la connaissons. Ils font bien, puisqu'ils n'y en a pas. La *démocratie* s'impose sans contestation possible, et elle est le système le plus efficacement répressif qui soit aujourd'hui possible : aussi était-ce inévitable, car seules des puissances supérieures au fascisme en capacité de mobiliser la violence ont pu abattre le fascisme. Nous vivons sur cet héritage, car toute période historique porte l'empreinte du conflit qui l'a précédée et ouverte. L'Europe atlantiste est héritière de Nuremberg et du totalitarisme. Ce qui fut produit soit par Hitler, soit contre lui, est la base de notre existence, et explique l'atmosphère toxique que nous respirons.

A Nuremberg, on n'était pas allé jusqu'à condamner l'obéissance en général : cela peut passer pour de la prudence. On ne demande pas aux juges d'être anarchistes. On se contentait donc de considérer le passé, et de faire comme s'il allait de soi que le nazisme était criminel, et que nul ne pouvait l'ignorer. Statuant que l'on est solidairement responsable des exactions que l'on ne combat pas, Nuremberg, par exception, semblait

donner raison aux rebelles : et même la rébellion était obligatoire, mais dans ce cas là seulement. Il n'était pas question de cautionner des instincts libertaires, même si les risques sont faibles de les voir se répandre. Or c'est en réalité toute la difficulté.

Car où est le critère des ordres auxquels il faut désobéir ? Et quels sont les moyens de la résistance ? A l'occasion de Nuremberg, on avait condamné les donneurs d'ordres, mais aussi, virtuellement bien sûr, les exécutants, car on avait peu puni en pratique, mais cela n'enlevait pas qu'on avait condamné l'obéissance dans un cas où elle était à la fois la plus difficile et la moins susceptible d'avoir des effets.

Accuser tous les Allemands pour les crimes nazis aurait été impeccable, peut-être, si le régime d'Hitler avait été démocratique, et même libertaire : c'est à dire s'il avait été une émanation indiscutable du peuple allemand, et si par ailleurs il avait donné le choix d'adhérer ou non à ses politiques. Mais même s'il en avait été ainsi, il aurait alors fallu, pour être tout à fait juste, universaliser le principe d'une punition des actes que l'on réprouvait. Les définir légalement. Il aurait fallu, pour être tout à fait équitable, dire un mot de la responsabilité des autres peuples dans les crimes commis par leurs gouvernements respectifs. Et faire quelques exemples. Outre le fait que Churchill aurait dû s'expliquer sur Dresde, Truman sur Hiroshima, de Gaulle et quelques officiers et soldats de la France libre sur la répression de Sétif, puisque le principe de la rétroactivité était admis, on aurait dû, même sans cela voir Nixon et quelques autres Américains mis en cause par un tribunal international régulier pour le massacre de My-Lai, et Thatcher après la mort de Bobby Sands. J'arrête la liste, non faute d'exemples. Mais j'ajoute : *et aussi leurs électeurs*. Car tous avaient du sang sur les mains, déposé par des bulletins de vote : au moins autant que beaucoup de SA villageois séduits par le prestige de l'uniforme. De part et d'autre, le même genre d'imbéciles.

Beaucoup de criminels d'État s'étaient révélés après 1945, dans beaucoup de pays, et tous auraient normalement dû comparaître en justice devant un tribunal héritier des principes de Nuremberg. *'Cette loi doit viser et, si l'on veut l'appliquer utilement, sanctionner l'agression commise par n'importe quelles autres nations, y compris celles dont les représentants composent le présent tribunal'*, disait le statut de Nuremberg. Mais cela n'arriva jamais, ni ne pouvait arriver, ni n'arrivera tant que les vainqueurs de 1945 demeureront les puissances dominantes. Nuremberg était un tribunal d'exception, et il fondait une gouvernance plus qu'il n'était fondé sur elle.

On dit pourtant que les opérations militaires ou policières en Algérie, au Viet Nam, en Afghanistan et en Irlande ne furent pas toujours absolument conventionnelles. Mais, plutôt que de donner un contenu nouveau au droit, le résultat de Nuremberg fut de déclarer à la face du monde qui avait le droit de dire le droit. Plus qu'un droit, Nuremberg avait fait un juge : en pratique, le bourgeois occidental. Le bourgeois occidental qui se croit gardien de la paix et de la justice, comme s'il n'avait pas sauvé sa peau et son mode de vie dans le dernier conflit mondial au moyen de quelques énormes massacre d'ennemis, d'alliés et même d'indifférents. Comme si son monde n'était pas héritier des techniques qu'il a perfectionnées dans ce cadre. Comme si ses privilèges n'étaient pas fondés, en dernière instance, sur la terreur nucléaire.

Pourtant, l'exemple était dangereux. Churchill et Staline sentaient bien cela, et n'étaient pas aussi enthousiastes à propos d'un droit pénal international que les Français

inconséquents et les Américains bien retranchés derrière leurs bombes atomiques : ils étaient d'accord sur cela, sachant qu'ils avaient quelques cadavres dans leurs placards. A propos de la mort de Mussolini, lynché par la foule, Churchill note dans ses Mémoires que ce fut un événement effroyable, "*mais qui nous a au moins évité un Nuremberg italien*". Qui peut prétendre que Katyn n'aurait pas valu un Nuremberg, et aussi, sauf argumentation longue et douteuse, qui fut en effet produite, Dresde et Hiroshima ? Surtout Dresde et Hiroshima, s'agissant d'actes commis par des pouvoirs qui se revendiquaient démocratiques. Or plus la démocratie est réelle, et plus le peuple est comptable des crimes collectifs. En bref : Nuremberg, pour chacun d'entre nous, mettait très haut la barre de l'innocence.

Or en réalité, la loi est un instrument de pouvoir. Elle est axiologiquement neutre, et peut servir à tout projet imaginable. Les mêmes réflexes d'obéissance qui en temps normal facilitent l'existence quotidienne sont susceptibles aussi bien de contribuer au fonctionnement d'une organisation homicide. *Il faut beaucoup de garçons indisciplinés pour faire un pays libre* ' disait Bernanos : et assurément, la liberté a partie liée avec l'indiscipline plutôt qu'avec la discipline. La faire reposer sur le fonctionnement bien huilé d'une machinerie sociale est un pari dont toute l'histoire humaine démontre la folie. Parce que, tout comme la stalactite est la concrétion perceptible du calcaire imperceptiblement dissous dans l'eau, la loi est la concrétion des injustices devenues habituelles dans une société, la liberté et l'humanité ont pour seule sauvegarde la résolution que les individus ont de résister à qui veut les contraindre : c'est à dire sur leur volonté de désobéissance.

Il en découle que des tribunaux, outils sociaux, collectifs, organisés, ne peuvent en rien contribuer à la liberté. C'est en contradiction avec leur concept, et on le voit toujours plus clairement. Le droit de Nuremberg, inventé après les excès des fascismes et censément pour en éviter le renouvellement, s'est au fil des années, simplement ajouté aux autres contraintes et limitations de la liberté des esprits et aux autres menaces contre la sécurité des personnes que les droits antérieurs, jamais vraiment suspendus et désormais relégitimés, puisqu'ils opéraient sous ce contrôle, avaient toujours représenté.

On poursuit aujourd'hui, ici et là, ce que l'on prend pour des idées fascistes sans voir que les fascismes réels, ont peu d'idées en commun et presque aucune en propre, et l'on passe légèrement sur le véritable point qui les réunit tous : l'usage irréfléchi des techniques de leur temps. Parce que la seconde guerre mondiale fut finalement déclenchée par une agression allemande, Nuremberg a désigné le bellicisme comme le phénomène politique le plus haïssable : celui dont la répression suffirait à garantir l'harmonie entre les peuples. Mais pour ne mettre en cause personne en dehors des nazis eux-mêmes on a fait semblant de croire que le bellicisme allemand et le nazisme lui-même avaient été les produits d'une sorte de génération spontanée, ou comme une sécrétion naturelle de l'âme allemande.

*Se non è vero, è ben trovato.* Nuremberg n'a rien dit de l'envie et de la peur qui, avec ou sans l'idéologie nationale-socialiste, auraient tôt ou tard entraîné un conflit en Europe. Nuremberg a exonéré de leur part de responsabilité les conditions économiques, la course aux marchés et aux matières premières, les intérêts de puissance. C'est par le même contre-sens intéressé que l'Occident riche parle de morale là où il sert ses



intérêts, tandis que sa richesse elle-même est donnée pour une garantie de ses intentions pacifiques. Or, demain comme hier, ce ne sera ni l'idéologie ni la folie criminelle de quelques uns qui provoquera la guerre, mais simplement la double inégalité des richesses et des moyens de la violence.

Les pays qui disent vouloir étendre leurs principes au monde entier, en pratique interdisent bien qu'on les imite. Ceci ne vaut pas seulement en matière de dissémination des moyens militaires. La compétition est sans merci pour l'espace et les ressources naturelles. L'idéologie démocratique promet à chacun la 'vraie vie' mais sans savoir que faire par rapport aux masses de plus en plus majoritaires qui doivent se contenter de la survie la plus abjecte. Cet échec montre que la grande question à laquelle Hitler et Staline avaient osé apporter une réponse, la question de savoir qui mérite de vivre, demeure posée en dépit du refus de l'affronter. En réalité, ce n'est pas Hitler qui l'avait posée le premier, et comme il n'y a pas définitivement répondu, nous en avons hérité nous aussi. Elle se pose à nous sous la forme du problème des ressources, et au-delà, de la survie. Ce que l'on appelle, de façon très confuse, la question écologique.

Confrontée aujourd'hui aux pollutions et au manque d'espace et de matières premières, la nouvelle bourgeoisie ne peut pas embourgeoiser son prolétariat. Elle n'a rien à offrir sinon ce qui existe déjà : un système global dans lequel la pauvreté des pauvres est nécessaire à la richesse des riches. Aussi le monde globalisé acquiert-il peu à peu la structure d'un empire, avec sa métropole, sa périphérie, et ses ténèbres extérieures, avec ses clients, ses protégés, ses esclaves et ses rebelles, périodiquement châtiés, mais point encore réduits.

Les pays démocratiques se targuent de compassion, mais leur compassion fait paradoxe avec leur luxe. Il n'y a pas de politique internationale démocratique parce que c'est son mode de vie dispendieux que le monde riche appelle '*démocratie*', et parce qu'il n'a pas les moyens de l'étendre, ni même probablement de le maintenir. C'est l'impasse. Pour traiter cette même contradiction, Hitler n'avait pas reculé devant les mesures les plus cruelles : et sans oser l'imiter, nous ne savons pas en imaginer d'autres. Nous nous en remettons au progrès technique, mais les machines que nous développons avec le plus d'ardeur, ce sont les machines militaires : preuve que nous savons exactement où nous en sommes, en raison de ce que nous voulons vraiment.

Peut-être est-ce parce qu'elle n'a pas clairement hiérarchisé les causes qu'elle assigne au phénomène totalitaire, qu'Hannah Arendt s'était exposée au reproche de 'banaliser' le nazisme. Mais elle aurait choqué encore bien davantage si, mettant mieux en valeur la détermination de la rationalité bureaucratique et technicienne, elle en était arrivée à la conclusion que, par l'usage identique qu'ils font de l'instrument militaire, tous les pouvoirs modernes se valent. Elle aurait pourtant alors mieux approché de la vérité : car la science est objective, unique et unifiée, et les moyens qui défendirent la *démocratie*, étaient forcément de même nature que ceux des tyrannies, seulement plus puissants, puisque les démocraties l'avaient emporté. Il en était résulté que ce ne sont pas les idées qui donnèrent en dernier ressort sa physionomie à la paix : c'était l'état de la technique. C'est de plus en plus la guerre qui domine et façonne notre existence. La plus grande menace collective aujourd'hui est représentée par l'activité démocratiquement organisée, c'est à dire à la fois efficace et incontrôlée, d'une communauté technicienne

qui se consacre au perfectionnement des moyens de donner la mort. D'une part l'intelligence humaine la plus raffinée, et de l'autre des gouvernements purement gestionnaires quant à leurs visées, mais sans limites quant à leur capacité de détruire.

La soudaineté d'emploi des armements modernes ne permet plus le débat. Du seul fait de la technique nous vivons sous des monarchies absolues seulement dépendantes d'une habile mise en scène du consensus. Et il n'y a plus de contradiction à voir des moyens d'une extrême intelligence mis au service des pulsions les plus primitives. La prétendue démocratie est une oligarchie technocratique à tendance raciste et génocidaire, et l'humanité toute entière peut désormais être asservie ou exterminée par les moyens qu'elle a développés. L'utilisation des moyens de la terreur est réservée à d'infimes minorités, mais cela n'excuse pas les peuples qui consentent. Parce qu'elle les enrichit et les divertit, les peuples aiment la guerre, et les pays où la presse est la plus libre et la plus vigoureuse, sont aussi ceux où elle est la plus belliciste et la plus xénophobe. Et ce sont toujours les journaux les plus populaires qui sont aussi les plus abjects. Bien au chaud du bon côté du limes démocratique, on croit vivre dans des pays pacifiques : mais dès qu'on parle de ces choses, on découvre que tout en condamnant les formes artisanales du terrorisme, les populations, comme en proie à un syndrome de Stockholm planétaire, approuvent Dresde, Hiroshima et l'équilibre de la terreur nucléaire. Assommées de propagande, elles le font au nom d'une nécessité qui à y regarder de près n'est que le désir compréhensible de perpétuer une survie de moins en moins confortable.

Le fascisme moderne de la guerre totale connaît en pratique deux grandes écoles : l'une plus purement matérialiste tient qu'il faut annihiler physiquement l'adversaire, et l'autre, plus purement terroriste, compte pour ne pas devoir en venir à une telle extrémité sur la capacité de l'anéantir moralement. Parce qu'issu du vieil humanisme européen Churchill croyait davantage au ressort moral dans la guerre, et c'est lui qui est le véritable père de la doctrine qui conduisit au terrorisme pur de Dresde et de Hambourg. En dépit des réputations respectives des deux forces, les bombardements Américains, contrairement à ceux des Anglais, se concentrèrent sur les objectifs industriels et militaires, les dommages occasionnés aux civils, quoique vastes en raison des méthodes utilisées demeurant le plus souvent accidentelles : et la participation américaine au bombardement de Dresde fait de ce point de vue exception. Mais dès 1942 les divergences philosophiques mineures quant aux effets attendus des bombardements massifs était de peu de conséquence, car la ligne d'action qui en résultait était la même : les populations civiles étaient devenues la cible principale, et non collatérale, des opérations militaires. Il s'agissait déjà de la politique qui consisterait au Vietnam à éteindre la guérilla communiste en exterminant la paysannerie qui la nourrissait.

Harris, déployant l'inspiration Churchillienne, se fit le gardien intransigeant d'un emploi pragmatique de l'arme dans le sens de la terreur maximale, par opposition aux emplois tactiques et même strictement militaires. Il emporta presque toujours la décision. Lorsque la Royal Air Force déversait des milliers de bombes au phosphore sur les quartiers résidentiels de Hambourg, Berlin ou Cologne, il ne s'agissait ni d'opérations strictement militaires, ni même de représailles symboliques par rapport aux actions comparables et réciproques des Allemands, plus tôt dans la guerre, mais

simplement de l'attaque la plus meurtrière possible à un moment donné. Il ne s'est jamais agi non plus de punir les nazis pour la barbarie de leurs moeurs. On doit supposer que l'Angleterre aurait opéré de la même façon face à tout autre ennemi.

Le but du bombardement de Dresde demeure peu compréhensible, si ce n'est comme opération purement terroriste, parallèle à ce qui fut voulu avec la double destruction d'Hiroshima et de Nagasaki. Devant l'étonnement et parfois même la répugnance de certains équipages qui comprenaient un peu les données stratégiques, et pressentaient qu'on leur faisait risquer leur peau – et aussi pour les chrétiens leur âme, pour les humanistes leur honneur - pour des buts imprécis ou illusoire, les chefs se sentirent obligés de fournir quelques mensonges. Ils alléguèrent la présence d'industries de guerre ou de concentrations de troupes, voire d'un important centre de commandement de la Gestapo. En réalité Dresde, tout comme Chemnitz, était seulement remarquable en cela qu'elle n'était pas impliquée dans la guerre : c'était, dans le langage de l'époque un 'objectif vierge'. S'agissait-il, en s'en prenant à des cibles aussi clairement dénuées de pertinence opérationnelle, de notifier à l'ennemi que la victoire passerait par la destruction totale du pays? Cela était dans la logique terroriste : et cette visée est confirmée par la proposition faite, plus tôt dans la guerre de communiquer à l'avance aux Allemands la liste ordonnée des prochaines villes promises à la destruction.

Mais si avec Dresde, on peut voir l'effet pur et simple du *nouvel habitus terroriste*, il semble en dernière analyse que les bombardements nucléaires de 1945 étaient encore d'une autre nature : la guerre étant en fait, sinon formellement, terminée lorsqu'ils eurent lieu. Ils avaient en réalité la nature d'une expérimentation scientifique. Si les destructions de Dresde, Hiroshima et Nagasaki sont à rapprocher, c'est parce qu'au moment ultime du conflit où elles ont eu lieu, même dans la logique terroriste d'ensemble elles ne se justifiaient plus. Mais en même temps il n'y a pas lieu de s'étonner qu'elles aient eu lieu, et l'on ne peut pas parler d'accident ni d'excès commis dans la fièvre du combat, car tout ce qui arrive a été conçu dès 1940 et soigneusement planifié à partir de 1942. Toutefois, le détail des opérations qui devaient permettre au plan de se concrétiser était d'abord impliqué sans être détaillé. Ce sont les aléas de la recherche qui aboutirent, à partir d'une idée de départ, à imposer un résultat. C'est surtout la mise sur pied d'un vaste appareil technique et bureaucratique, et l'automatisme décisionnel qui en résulte après un certain temps.

En dépit du fait que la plupart des victimes avaient été carbonisées, il n'y avait à Dresde plus assez de survivants pour enterrer les morts. Pour combattre la puanteur des cadavres qui pourrissaient sous les décombres, on fit intervenir des commandos de spécialistes venus de Treblinka, détenteurs des savoir-faire les plus avancés en matière d'incinération. Les grands holocaustes fusionnent à la fin et deviennent une seule et même entreprise. Tel est l'état nouveau de la guerre démocratique. La terreur et le mépris de la vie humaine sont devenus partout la règle : et tel est aussi le bilan du siècle.

La quantification du désastre est incertaine mais c'est le style qui est révélateur. Hommes, femmes et enfants, la plupart des civils, beaucoup des réfugiés, sont brûlés vifs, ou étouffés par les gaz, ou ébouillantés dans les réservoirs d'eau, ou désarticulés par l'ouragan de feu qui fait rage pendant des heures et consume une grande partie de la

ville. Envoyée à la suite des bombardiers, la chasse mitraille sur les routes et dans la campagne les survivants qui s'enfuient et les secours qui approchent. Un aviateur cité par R.J. Overy porte ce jugement sur sa propre action : « *What's the difference between me and an IRA terrorist who plants a bomb in a station and has no idea who it is going to kill ? We're terrorists* » . (R.J. Overy, '**Bomber Command**', p198)

Comment conclure ? Seul le point de vue cynique permet de se réjouir de ce qui est arrivé. Il ne s'agit plus d'économie, mais d'économisme. Certes les bombardements de terreur coûtent beaucoup, mais ils rapportent exactement dans la même proportion, sous la forme de production industrielle d'armements. Ils rapportent davantage encore si l'on prend en compte les destructions subies par l'assaili comme des bénéfices à venir, le moment venu de la 'reconstruction'. Les économistes humanistes à l'ancienne comme Galbraith fondaient leur bilan sur la mise en regard de quantités qui, dans la logique militaro-industrielle moderne n'ont pas à être soustraites les unes des autres. Car si l'on s'intéresse au niveau global d'activité, les destructions sont en même temps des bénéfices à venir. D'un point de vue cyniquement économiste – et ce point de vue est porté par des groupes influents- la guerre n'est qu'une version sanglante du cycle de la production et de la consommation qui caractérise la société moderne. Autant dire qu'il s'agit d'une société barbare dans laquelle la guerre n'est pas un accident. Elle est une forme essentielle du métabolisme qui dévore la planète et ne cessera qu'avec cette forme de civilisation, et peut-être même de l'humanité elle-même.

Dans quel état du droit sommes-nous en attendant la fin des temps ? Pour le savoir, il suffit d'observer qu'alors même que s'ouvrait le procès de Nuremberg, et que les notions de *crime de guerre*, puis de *crime contre l'humanité* allaient prendre une telle expansion, le débat sur le massacre planifié de centaines de milliers de civils ne fit pratiquement aucune place aux considérations d'humanité qui avaient déjà été laissées de côté à l'été 1940 au point initial du processus. Les vainqueurs ne tiraient aucune leçon pour eux-mêmes des modalités de leur victoire. Il découlait de ce silence que Dresde et Hiroshima n'étaient pas des excès que l'on regrettait, mais des modèles pour l'avenir. Que l'attitude pragmatique par rapport aux moyens de la guerre, l'attitude churchillienne qui ne fixe aucune limite aux moyens employés, était entérinée, mais sans sa contrepartie quant à la façon de faire la paix. Car au même moment par ailleurs on faisait Nuremberg, et que l'on prétendait, avec l'Organisation des Nations Unies, fonder un nouvel ordre international sur le droit plutôt que la force. Donc, par implication, Dresde et Hiroshima représentent des exemples d'utilisation de la force légitime dans le cadre des Nations Unies. Cette affirmation monstrueuse n'est pas explicite, mais elle est sous-jacente, et d'ailleurs elle est en cohérence avec le comportement international des Etats-Unis depuis 1945. Les Etats-Unis ne sont pas tant le gendarme que le grand exécuteur du monde.

En 1945 pour la première fois le meurtre de masse était devenu la production quotidienne et routinière d'un outil administratif et industriel. Et elle l'était devenue d'un côté comme de l'autre. Le meurtre de masse comme routine et non comme débordement. La directive de l'Etat-Major des forces aériennes du 14 Février 1942, reçue par Arthur Harris lorsqu'il est nommé à la tête du Bomber Command énonce : '*It has been decided that the primary object of your operations should now be focused on the morale of the enemy civil population and in particular, of the industrial workers.*'

Le mémorandum Portal du 3 novembre 1942 fixant les nouveaux objectifs de l'arme aérienne statue :

*(i) The paper assumes that an Anglo-American Heavy Bomber Force would be based in the United Kingdom and built up to a first-line strength of 4,000 to 6,000 by 1944.*

*(ii) Such a force could deliver a monthly scale of attack amounting to 50,000 tons of bombs by the end of 1943, and to a peak of 90,000 tons by December 1944.*

*(iii) Under this plan 1 ¼ million tons of bombs would be dropped on Germany between January 1943 and December 1944*

*(iv) Assuming that the results attained per ton of bombs equal those realised during the German attacks of 1940-41, the results would include-*

*(a) the destruction of 6 million German dwellings, with a proportionate destruction of industrial buildings, sources of power, means of transportation and public utilities;*

*(b) 25 million Germans rendered homeless;*

*(c) an additional 60 million "incidents" of bomb damages to houses;*

*(d) civilian casualties estimated at about 900,000 killed and 1,000,000 seriously injured*

*(v) If the attacks were spread over the main urban areas the result would be to render homeless three-quarters of the inhabitants of all German towns with a population of over 50,000.*

Etc... Sans doute fallait-il donner cet extrait pour ne pas sembler exagérer en écrivant que le mémorandum Portal est comme une contrepartie, dans le camp anglo-américain, de la conférence du Wannsee qui décida la liquidation des Juifs d'Europe. On le voit bien en effet : il s'agit de l'assassinat planifié et à grande échelle de civils. Traduit en chiffres, le projet Portal était de détruire 6 millions d'habitations, rendant 25 millions d'Allemands sans abri, en tuant 900.000 et en blessant un million supplémentaire. Le mémorandum donne un contenu opérationnel précis à l'idée initiale de Churchill en juin 1940 : *'an absolutely devastating, exterminating attack by very heavy bombers'*. A partir de ce point, Dresde est programmé, et Hiroshima, encore inconcevable, est d'avance entériné. Ces décisions sont prises sans aucun égard aux considérations légales ou morales. Les débats se déroulent dans les mêmes termes, purement techniques, que dans les dictatures fascistes qu'il s'agit de combattre. C'est cela que j'appelle l'unité d'une époque.

A propos du 23 février 1945, qui fut le chef d'oeuvre de cette stratégie, John Colville rapporte les souvenirs suivants : *« Before dinner, while waiting in the Great Hall for the Prime Minister to come down, I asked Sir Arthur Harris what the effect of the raid on Dresden had been. 'Dresden ?', he said. There is no such place as Dresden.' Though the obliteration of Dresden later became a topic which aroused widespread indignation, it was not at the time regarded as different from previous saturation bombing attacks on Hamburg, Cologne and above all, Berlin. A principal reason for the Dresden raid was the intelligence report, received from the Russians, that one or possibly two German*

*armoured divisions had arrived there from Italy on their way to reinforce the defence of the eastern front. Churchill was on his way back from Yalta when the raid took place and since it was in accord with the general policy of bombing German towns massively, so as to shatter civilian morale, I do not think he was consulted about the raid. He never mentioned it in my presence, and I am reasonably sure he would have done so if it had been regarded as anything at all special.* » De fait, cette pratique ne fut pas répudiée par les vainqueurs, mais implicitement entérinée : et cela non pas par un vrai choix des gouvernants, mais par un choix contraint. Parce qu'elle était devenue nécessaire au fonctionnement de l'économie produite par le conflit.

Un programme comme celui du bombardement stratégique de terreur par des moyens conventionnels, s'il vise à l'usure des capacités industrielles de l'ennemi, inversement pousse à bout les capacités inventives, productives et humaines de la nation qui le soutient. Ceci correspond à un développement de capacités de toutes sortes, mais aussi à une consommation de ressources. Parce que la fabrication des avions met en jeu des ressources énormes, que leur maintien au niveau de pointe suppose la mobilisation des capacités de recherche les plus élevées, et que la consommation rapide des pilotes, qui représentent le matériel humain le plus évolué et le plus performant de la collectivité, représente une dépense très surproportionnelle à leur nombre, il n'y a pas d'activité de guerre qui éprouve aussi vite et aussi drastiquement les ressources morales et intellectuelles d'une nation. La guerre aérienne est donc la nouvelle forme, radicalisée, de la guerre d'usure : et comme tout effort, elle accroît les capacités de l'organisme affecté. L'épreuve renforce ce qu'elle ne tue pas. La guerre, aérienne en particulier, fut le test d'effort du capitalisme déchaîné. Elle conduisait soit à la mort, soit à une démultiplication sans précédent de puissance : et c'est la seconde issue qui s'est imposée.

Le cycle des destructions et des reconstructions de pays entiers qui fait désormais partie des calculs commence lorsqu'on s'aperçoit que la guerre a mis fin à la crise économique pour la remplacer presque instantanément par un dynamisme industriel qu'aucun niveau de destruction ne semblait pouvoir affaiblir. En 1945 le plan Marshall prolonge dans la paix – relative - la santé économique et scientifique de la guerre : mais c'est qu'il s'agit de reconstruction. Loin de la guerre, et passés ses effets, c'est à nouveau le marasme. D'un point de vue aveugle aux valeurs morales, on doit donc considérer la guerre comme un facteur vertueux. Pour une technocratie pragmatique, quoique cela reste inavoué, plutôt qu'un problème, la guerre et ses conséquences apparaissent comme une solution.

Les méthodes de la guerre contre le fascisme avaient rejoint celles du fascisme lui-même, et elles avaient de loin dépassé en horreur tout ce qui s'était fait en temps de paix sous quelque régime que ce soit. La conclusion en découlait, aveuglante : la guerre quel que soit son prétexte est plus fasciste que toute idéologie. Mais cette évidence était cela même qu'il n'était apparemment pas question d'admettre sauf à condamner toute politique fondée sur la victoire de 1945, et en particulier sur la domination militaire garantie par les mêmes moyens qui l'avaient permise. Parce que les anglo-saxons restèrent unis dans la guerre, et parce que l'esprit révolutionnaire ne s'est jamais implanté chez eux, ce qui aurait pu être un moment d'émancipation politique pour l'humanité tout entière se réduisit à la défense d'un mode de vie particulier, ou tout au

plus à la lutte pour une liberté politique abstraite, assimilée à la forme ancestrale de la politique en pays anglophone. Les Anglo-Américains n'ont pas compris la nécessité de procéder à l'éradication du fascisme réel. L'eussent-ils compris, ils n'en auraient pas accepté les moyens. A ceux qui admirent la capacité qu'ont les Américains de parler ouvertement de leurs fautes passées, on peut rétorquer que ces aveux impliquent peu de conséquences pratiques : ni obligation d'en répondre devant une instance internationale, ni renonciation à quelque moyen que ce soit dans la poursuite de l'intérêt national. Le coût du repentir en est d'autant diminué : mais il en va différemment pour les vaincus, ou plus généralement les petits. La justice internationale et la réputation médiatique fonctionnent comme dans *Les animaux malades de la peste* : haro sur le baudet ! Seules les faibles et les vaincus sont tenus par la loi.

Du coup, on peut considérer qu'Hitler a gagné sa guerre dans la mesure où, même débarrassé de lui, le monde né de la seconde guerre mondiale est celui qu'il avait projeté : un monde de la force où la force n'est plus au service de la survie mais de structures et de moyens homicides. Lorsque le phalangiste Millan Astray avait crié 'Viva la Muerte' en éloge et justification des assauts suicides, son cri fut considéré comme une manifestation de la mentalité fasciste. Mais cinq ans plus tard, l'esprit de sacrifice était devenu la norme. « *If you go into a war you have to win it, and if you are too weak you suffer the trials and tribulations of being a slave race* », c'est cette fois un aviateur anglais qui le constate ( R.J. Overy, *Bomber Command*, p. 194) . La guerre totale ne laisse pas le choix des moyens. Dans l'aviation de bombardement britannique, les chances de terminer les deux tours d'opérations requis des équipages s'établissaient aux environs de 2.5 pour cent en 1943, mais Harris faisait observer que les risques n'étaient guère moins élevés dans les autres troupes de choc. Ils n'étaient pas non plus différents dans la guerre sous-marine.

Les fascistes tendaient à la mort, pourtant, un aspect au moins du monde qui résulte de leur apparente défaite ne leur est pas attribuable : c'est la technique de conciliation des hauts technocrates collaborant dans une entreprise commune, et dont le modèle fondateur est l'intégration fonctionnelle des armées anglaise et américaine sur le front européen. On en discerne bien les problèmes et les techniques dans le récit que Chester Wilmot fait de la campagne de Normandie dans "The Struggle for Europe" (Wordsworth Military Library, 1997) : voir en particulier les négociations et arbitrages permanents entre les exigences des diverses armes et des divers services telles qu'elles sont portées et exprimées par Harris, par Montgomery, par Eisenhower, et qui aboutissent à des compromis militairement efficaces, alors que les conflits analogues ne sont pas correctement arbitrés à l'intérieur du Reich et se transposent en infériorité sur le terrain.

Depuis la seconde guerre mondiale, le monde dit démocratique est régi par une oligarchie technicienne dont la technicité particulière est celle de la concertation à la fois conflictuelle et efficacement collaborative à l'intérieur de l'appareil industriel et militaire qui fonde la puissance. C'est l'expérience acquise au cours de la seconde guerre mondiale dans ce domaine qui explique la domination anglo-américaine jusqu'à ce jour : et il est donc vrai que la culture politique anglo-saxonne demeure, à l'intérieur de la technocratie, une culture du débat, de la libre expression des idées, et du contrôle réciproque. Mais pour ce qui est de la politique pure, au sens traditionnel du terme -élections, parlements, partis, presse- c'est à dire des institutions traditionnellement

porteuses de l'idée de démocratie, tout cela a perdu toute pertinence et ne subsiste plus que comme un décor illusoire. La disparition dans les pays vaincus ou libérés par d'autres de ce que certains appelaient *démocratie* a été confirmée par l'abolition de leur autonomie politique. En même temps, l'exercice du pouvoir en vue principalement du pouvoir, par le moyen du contrôle, de la propagande, de la contrainte économique et policière, s'est étendu aux vainqueurs. Peut-être, faute de mieux, pourrait-on considérer cette formule comme une description acceptable du fascisme de notre temps.

Dans son ouvrage sur la destruction des cités allemandes, W.G. Sebald s'arrête en conclusion sur ce moment d'août 1942 où la sixième armée allemande atteint Stalingrad et assiste aux assauts de la Luftwaffe sur la ville (WG Sebald, **Luftkrieg und Literatur**, Fischer aschenbuch Verlag, 2003.) Les soldats, dont presque aucun ne devait survivre à la campagne, jubilent devant un spectacle qui fit quarante mille victimes du côté soviétique : une ville qui brûlait sur une étendue de cinquante kilomètres. La Volga en flammes, traversée par les esquifs des réfugiés civils fuyant le champ de bataille. Chez eux en Allemagne, Cologne aussi était en cendres, et ce serait bientôt le tour de Hambourg et de Dresde. Si le Japon avait eu l'arme absolue les habitants d'Hiroshima en auraient approuvé l'emploi, et aujourd'hui la bombe atomique est la seule solution dont l'humanité dispose pour résoudre ses plus grands problèmes : mais qui s'en inquiète encore ? Cela semble tout naturel au contraire. Quand les bombes pleuvront, ce sera sur des peuples qui auront à l'avance approuvé leur emploi : le suicide collectif sera *démocratique*. Hiroshima n'a pas été commis par une dictature belliciste mais par les plus civilisés des hommes. Telle est l'horreur de l'événement. Hiroshima est le crime démocratique contre l'humanité. Un suicide moral précédant peut-être le suicide physique. Dès mars 1944, Churchill tire cette conclusion de la seconde guerre mondiale : "*The PM says this world is now too beastly to live in. People act so revoltingly that they just don't deserve to survive*", écrit John Colville. Il finira bien par être exaucé.

Juillet 2020